

LA GAUCHE COMMUNISTE

Table des matières

LA GAUCHE COMMUNISTE.....	1
LA GRÈVE À OUTRANCE DES CHEMINOTS, UN AVERTISSEMENT POUR LA RÉORGANISATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PROLÉTARIENNE.....	1
AFRIQUE DU SUD ET RÉVOLUTION COMMUNISTE.....	3
PRÉSENTATION.....	3
RAPPORTS DE CLASSES ET DE RACES EN AFRIQUE DU SUD.....	5
AFRIKANERS ET ANGLAIS.....	7
SÉGRÉGATION ET SALAIRE.....	9
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE L'AFRIQUE DU SUD.....	12
LE GRAND TREK.....	15
LA DÉCOUVERTE DES MINES.....	15
L'ÉTAT SUD AFRICAIN.....	16
LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE.....	16
L'APARTHEID.....	17
LES PARTIS INDIGÈNES.....	18
AUJOURD'HUI.....	18
LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE.....	19
L'AGRICULTURE SUD-AFRICAINE.....	21
L'APARTHEID ET LA CONDITION DE LA CLASSE OUVRIÈRE.....	24
BOURGEOISIE ET PROLÉTARIAT, SOLUTIONS ET PERSPECTIVES.....	25
LES PERSPECTIVES DE LA RÉVOLUTION EN AFRIQUE DU SUD.....	27
NOUVEAUX SYNDICATS OUVRIERS EN AFRIQUE DU SUD POUR UN FRONT INTER-RACIAL DE CLASSE CONTRE LE CAPITAL.....	37
IL Y A 50 ANS, LA GUERRE IMPÉRIALISTE D'ESPAGNE.....	43
LE "FRONT POPULAIRE" TRIOMPHE EN ESPAGNE.....	47
AU FRONT IMPÉRIALISTE DU MASSACRE DES OUVRIERS ESPAGNOLS, IL FAUT OPPOSER LE FRONT DE CLASSE DU PROLÉTARIAT INTERNATIONAL.....	50
PLOMB, MITRAILLE, PRISON : C'EST AINSI QUE RÉPOND LE FRONT POPULAIRE AUX OUVRIERS DE BARCELONE QUI OSENT RÉSISTER A L'ATTAQUE CAPITALISTE !.....	53
LA GUERRE IMPÉRIALISTE D'ESPAGNE ET LE MASSACRE DES MINEURS ASTURIENS.....	57
LES DÉFAITES OU LES VICTOIRES MILITAIRES ONT UNE SEULE VICTIME : LES OUVRIERS ESPAGNOLS.....	61
MOYEN ORIENT : VERS L'EXPLOSIVE RECOMPOSITION DE CLASSE AU DELÀ DES RACES ET DES FRONTIÈRES.....	63
1936 : la "grande révolte" arabe.....	63
1976 : la Commune de Tell El Zaatar.....	66
AUSCHWITZ OU LE GRAND ALIBI.....	70
VIE DU PARTI.....	76
RÉUNION DE PARTI, FLORENCE 18-19 JANVIER 1986.....	76
RÉUNION DE PARTI, IVREA 17-18 MAI 1986.....	78
RÉUNION DE PARTI, 20-21 SEPTEMBRE 1986.....	80
RÉUNION DE PARTI, 24-25 JANVIER 1987.....	81

LA GRÈVE À OUBLI DES CHEMINOTS, UN AVERTISSEMENT POUR LA RÉORGANISATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE PROLÉTARIENNE

Ce numéro de notre revue, à caractère moins thématique que les précédents – même si les luttes prolétariennes de par le monde sont à elles seules un des thèmes centraux d'étude et d'intervention des communistes ! – se devait de s'ouvrir en saluant la forte poussée classiste de la grève des cheminots de décembre 86 – janvier 87.

Le parti a engagé un effort à la mesure de cette lutte, en fonction de ses modestes forces : interventions extérieures, articles dans la presse (Il Partito Comunista 149 janvier 87, 150 février 87 et 151 mars 87), rapport à la réunion générale de fin janvier¹ et numéro spécial de Pour le Syndicat Rouge².

Nous renvoyons le lecteur à ces différents travaux, notamment au dernier, pour une relation détaillée de la grève. Nous nous limiterons ici à restituer la lutte dans le cadre de la dynamique complexe de reformation de la classe.

Le mouvement des cheminots est parti de la base et a réussi à se donner une organisation structurée en deux coordinations ; les syndicats tricolores ont pris le train en marche, et, une fois de plus, sont arrivés à l'arrêter avant terme. Le grand mérite des cheminots a été de jeter à terre le mythe de la possibilité d'imposer une vraie lutte à ces syndicats, de la possibilité grâce à des pressions de tous types de les forcer à se discipliner correctement, et pas seulement en paroles, aux besoins de la lutte unitaire des travailleurs. La grève a montré de manière claire et définitive à tous les ouvriers cette leçon : les syndicats officiels, syndicats de régime, liés et vendus à l'État bourgeois, *ne sont plus en condition de défendre les travailleurs*, d'organiser leurs luttes radicales.

Le fait que la CGT, en paroles et bien tard, ait été obligée de "suivre" la grève ne nous amène pas à considérer ce syndicat comme étant "*recupérable*", justement parce que sa présence formelle dans cette longue grève n'a ni éliminé ni rendu inutiles et conduit à désertir les coordinations et les assemblées générales, et n'a pas non plus permis d'assurer une quelconque fonction digne d'un syndicat de classe. Cela nous donne cependant la mesure de la capacité de transformation de l'opportunisme syndical et politique, contre lequel, ici et ailleurs, dans tous les cas, le prolétariat se heurtera et contre lequel ne vaudra que l'orientation claire d'un parti communiste fort, étroitement lié aux rangs de la classe qui travaille. Le caractère nuisible pour la classe de l'œuvre d'illusionniste de la gauche syndicale a permis aussi de montrer la teneur frileuse et défaitiste de ses orientations conciliatrices et son rôle réel : celui de factotum des bonzes syndicaux.

Faire le bilan de cette belle lutte amène cette question : quels furent les obstacles face auxquels s'est heurtée la courageuse grève des cheminots ?

Avant tout le corporatisme : les agents de conduite, « aristocratie du rail », ont fait preuve vis-à-vis des autres cheminots d'un esprit corporatif parfois rageur, que la force de la grève n'est pas arrivée à dépasser.

La deuxième difficulté résida dans l'extension du mouvement à d'autres catégories de travailleurs : les électriciens sont bien encadrés dans la CGT, alors que les conducteurs du métro restent encore enfermés dans leurs intérêts de catégorie.

Le troisième – mais non le moindre – obstacle contre lequel ont buttés les cheminots a été *la question syndicale* : la coordination catégorielle des agents de conduite, même si elle fut créée spontanément par des travailleurs en dehors des syndicats tricolores, ne s'est pas dans les faits opposée aux syndicats, leur a

1 Voir vie du Parti, infra.

2 En vente au prix de 5 € ; commande aux Éditions P.C.

laissé le droit de les représenter, leur permettant ainsi de manœuvrer librement pour récupérer le mouvement et pour en diviser les forces, détruisant ainsi la force de la centralisation des coordinations. Et cela même contre les intérêts de la myope « aristocratie du rail ». La coordination inter-catégorielle, consciente du danger du corporatisme et des manœuvres des syndicats, a cherché à se lier avec les agents de conduite et avec leur expression organisée, mais, malgré ses orientations plus classistes, plus cohérentes, elle est toujours restée minoritaire. Il lui revient le mérite d'avoir cherché à tisser une organisation unique pour tous les travailleurs, d'avoir organisé les manifestations unitaires et d'avoir ouvertement accusé les syndicats officiels en réclamant des négociations directes avec la direction de la SNCF, sans intermédiaires.

En se donnant ces coordinations, les travailleurs ont démontré leur méfiance définitive envers les syndicats officiels liés au régime bourgeois. Cela ne signifie évidemment pas qu'ils ont conscience que leur mouvement a permis une réelle tentative de créer *ex novo* d'autres organes de défense immédiate, de même qu'ils n'ont pas conscience que, tout en dénonçant la trahison des confédérations actuelles, ils ont confirmé la fonction fondamentale pour la lutte de classe de *l'instrument syndical*.

La grève des cheminots s'insère dans une tendance apparue depuis quelques années dans la lutte des travailleurs à s'organiser hors des syndicats, ce qui nous amène à prévoir que, ***dans le futur, dans toute vaste lutte ouvrière, des formes de résistance apparaîtront, qui tendront toujours plus au syndicat de classe***, reléguant ainsi de manière irréversible les syndicats tricolores actuels dans le camp de la bourgeoisie.

La grève des cheminots est ainsi une anticipation de formes et de forces du futur proche qui, comme d'autres fois dans notre histoire tourmentée, croîtront en rapport étroit avec la défense de l'esprit révolutionnaire du parti communiste dans une partie, minoritaire mais déterminante, de la classe prolétarienne.

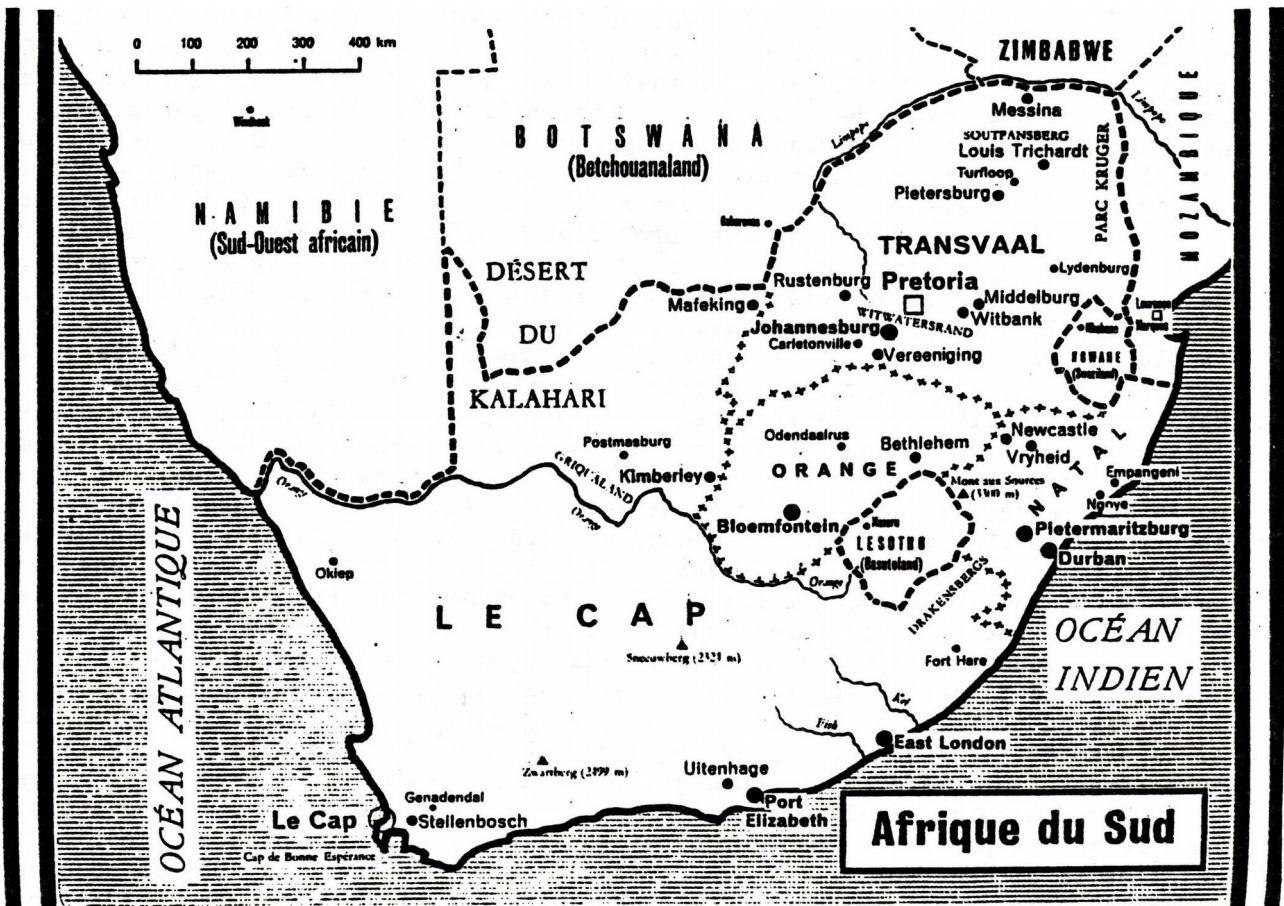
En ce sens, la grève à outrance des cheminots en France de décembre 86 – janvier 87 ne pouvait mieux trouver sa place dans la présentation d'un numéro de notre revue à caractère *international* : sa force et ses leçons sont autant d'enseignements et d'encouragements pour les prolétaires des vieilles métropoles capitalistes que pour ceux des zones qui sont entrées violemment dans l'enfer capitaliste ces dernières décennies.

AFRIQUE DU SUD ET RÉVOLUTION COMMUNISTE

PRÉSENTATION

Il ne s'agit pas d'un travail unique, mais de différents articles publiés au fil du temps en fonction de l'actualité. Néanmoins nous avons éliminés les articles mineurs, si bien que l'ensemble forme un tout cohérent donnant une analyse pertinente et complète de la situation économique, sociale et politique de l'Afrique du Sud et des perspectives révolutionnaires qui en découlent. Tous vont au delà de l'oppression raciale qui caractérise l'Afrique du Sud, mais qui n'est pas propre toutefois à ce seul pays et que l'on peut retrouver dans bien des pays capitalistes modernes, pour mettre en évidence au contraire les rapports de classe qui la sous tendent. Le premier article, le plus ancien, publié dans "Il programma comunista", notre organe en langue italienne d'alors, s'attache à montrer comment la systématisation totale de l'apartheid, comme l'envisageaient les idéalistes racistes de Pretoria, ne pouvait qu'être remise en cause dans la pratique par le développement industriel lui-même. Ce qui a été confirmé dans la réalité et que l'on met en lumière dans les deux derniers articles. Cette analyse toutefois ne pouvait pas suffire pour comprendre la société sud-africaine et la perspective révolutionnaire qui s'y pose. Dans, les articles suivants, à travers une analyse historique et économique, l'on montre comment l'apartheid n'est pas une survivance colonialiste des sociétés pasteurales et patriarcales bœers, mais au contraire le pur produit du développement capitaliste moderne. Le système de l'apartheid remplit une triple fonction : 1° en transformant le prolétariat blanc en une aristocratie ouvrière et en réservant les emplois les plus durs et les plus mal payés au prolétariat noir, il a permis, en s'appuyant sur des oppositions historiques existantes, d'éviter toute collusion et unité qui aurait pu être mortelle pour le capitalisme sud-africain. 2° il a permis de prolétarianiser de force des populations indigènes, réalisant l'accumulation primitive indispensable. 3° en assurant un quadrillage policier de la classe ouvrière, il a permis un meilleur contrôle, la rendant taillable et corvéable à merci. Si ce système a permis pendant plus de vingt ans d'assurer une remarquable stabilité sociale et de substantiels profits, aujourd'hui, pour diverses raisons il devient à son tour une entrave au développement du capitalisme lui-même. Comme on le verra dans les deux derniers articles, la division raciale noir-blanc ne se superpose pas exactement à la division de classe prolétaires-bourgeois. Il est trop simple de voir dans la population noire tout le prolétariat, et dans les blancs, les bourgeois. Des organisations comme l'ANC (African National Congress) ou le PAC (Pan African Congress) ne sont pas suspendues en l'air ; elles ont bel et bien une base sociale, formée par les couches moyennes noires, très minoritaires, mais néanmoins existantes, et métisses, auxquelles apporte son appui une petite minorité d'intellectuels blancs. Ces organisations ne remettent en cause que l'oppression raciale et absolument pas *l'exploitation basée sur le salariat*, même si la première se revendique d'un vague socialisme, tandis que la seconde rejette ouvertement toute référence au socialisme et à la lutte des classes. Pour elles, l'antagonisme fondamental ne se situe pas entre le prolétariat et la bourgeoisie, mais entre les peuples de couleur opprimés et spoliés et les blancs. C'est-à-dire qu'elles se situent sur un terrain nationaliste et démocratique. Or ces couches moyennes, parce que les rapports de production capitalistes sont archimûres, n'ont aucun rôle historique à jouer. Elles sont condamnées par l'histoire, et face à la montée du prolétariat elles chercheront avec la bourgeoisie blanche un compromis encore plus honteux que ne l'ont fait en leur temps les petites bourgeoisies noires du Mozambique et du Zimbabwe avec respectivement l'impérialisme portugais et l'impérialisme anglo-américain. Aussi aujourd'hui cherchent-elles leur émancipation non pas dans la force armée du prolétariat, mais dans les antichambres de l'impérialisme mondial en faisant des aller-retours entre Moscou et Washington-Londres. La seule force révolutionnaire est constituée par le prolétariat noir d'Afrique du Sud. Toutefois la crise économique reprotéariserait une partie de la population blanche. Il n'est pas dit, surtout quand le prolétariat d'Europe aura retrouvé ses traditions de classe, qu'elle ne rejoindra pas le prolétariat noir en luttant coude à coude contre le

capitalisme. Quoiqu'il en soit, le prolétariat noir ne pourra s'émanciper qu'en rejetant toutes illusions démocratiques et nationalistes, et en se maintenant strictement sur un terrain de classe. En s'organisant en classe, c'est-à-dire en parti communiste international, il pourra alors en renversant par la violence l'État bourgeois de Pretoria, et en imposant sa dictature de classe, développer une société multiraciale, communautaire et non mercantile.



RAPPORTS DE CLASSES ET DE RACES EN AFRIQUE DU SUD³

Il existe une forme de lutte contre l'impérialisme qui est absolument réactionnaire et anti-historique : l'anti-impérialisme nationaliste, c'est-à-dire l'anti-impérialisme qui se fonde non pas sur la lutte des classes, mais sur la lutte des nations, qui s'alimente non pas de l'énergie révolutionnaire du prolétariat, mais plonge ses racines idéologiques et politiques dans la bourgeoisie nationale et son État. C'est la première considération qui vient immédiatement à l'esprit du marxiste qui examine la politique interne et internationale de l'Union Sud-africaine. Les dernières informations concernant les développements de la politique féroce raciste, pratiquée par le gouvernement Strijdom, témoignent que le caractère fondamental de la politique sud-africaine est resté celui qui caractérisait les anciennes républiques boers ; lesquelles furent vivement anti-impérialistes (à l'encontre de la Grande-Bretagne) sur le plan international, et racistes et négrières en politique interne. Même plus, au fur et à mesure que l'arrogant nationalisme boer élimine les liens résiduels qui unissent formellement encore l'Union au Commonwealth britannique, la persécution sans pitié des noirs s'exaspère toujours plus. L'explication de ce phénomène est facile, si l'on comprend que la poignée d'exploiteurs qui contrôle le gouvernement de Pretoria doit faire face à la perte d'influence politique, qui est le prix payé pour se soustraire à l'influence et donc à la protection de la puissance britannique. Et elle ne peut le faire qu'en armant jusqu'aux dents l'État contre les populations non blanches qui l'entourent de tous les côtés. La lutte séculaire contre l'impérialisme britannique, héritage de la bourgeoisie sud-africaine, et plus précisément de celle qui descend des Boers, s'inspire des intérêts et de l'idéologie de la conservation capitaliste. Nécessairement elle ne peut s'exprimer que sous la forme du nationalisme bourgeois, lequel se traduit inmanquablement dans le cas d'États pluri-raciaux par un racisme sans frein.

Les traditions anti-impérialistes des racistes sud-africains enthousiasment, tout comme les entreprises des colons français en Algérie, les représentants anti-parlementaires de la droite bourgeoise, les partisans de « l'État fort » et des gouvernements « autoritaires ». Mais les militants marxistes ne se laissent pas leurrer. C'est vrai que les marxistes, Lénine en tête, ont très souvent cité la guerre qu'en 1900-1902 les impérialistes anglais à la Cecil Rhodes ont déclenché contre les républiques « libres » boers. Mais contrairement aux idéologues démocratiques, ou aux rivaux envieux de la puissance britannique, la dénonciation de la guerre anglo-boer servait chez Lénine à des fins révolutionnaires, servait surtout, avec bien d'autres exemples tirés de l'histoire vivante, à réduire en poussière l'édifice théorique des révisionnistes du marxisme, lesquels prétendaient que la diffusion dans le monde de la démocratie parlementaire permettrait au prolétariat de réaliser l'ascension au pouvoir, tout en restant dans les limites de la légalité. Au contraire, la guerre de rapine conduite par les impérialistes britanniques, nichés dans la colonie du Cap, contre la république boer apportait une preuve supplémentaire que le capitalisme se dirigeait, suivant les prévisions marxistes fondamentales, vers une phase de contrastes internes extrêmement violents et d'un aiguisement des luttes de classes sans comparaison. Évidemment la thèse réformiste de « l'évolution pacifique » du capitalisme s'envolait en fumée, face au spectacle offert par un État considéré comme un « modèle de démocratie élective » – comme l'Angleterre – qui se jetait sur de petits États mal armés, certes inférieurs par la force et le nombre.

Il était naturel que, pour valider les prévisions historiques marxistes, les minorités prolétariennes révolutionnaires se levasent et attaquaient l'impérialisme britannique. Mais cela ne signifiait pas qu'ils défendirent le droit des Boers. Et comment auraient-ils pu le faire ? Toute l'histoire passée et présente des républiques sud-africaines démontre comment le fier nationalisme boer défendait, contre l'expansionnisme britannique, surtout ses propres privilèges de classe, qui étaient – et restent – conditionnés à une féroce politique de discrimination et d'oppression raciale. Les révolutionnaires marxistes, qui assistèrent à

³ « Il programma comunista », 1956, n° 13-14.

l'inégal affrontement, ne se laissèrent pas impressionner par la valeur militaire exhibée par les armées boers au point d'oublier que les républiques indépendantes sud-africaines étaient issues, durant la première moitié du 19^{ème} siècle, justement du refus des planteurs boers⁴ d'appliquer la législation anti-esclavagiste promulguée par les Anglais. Il est nécessaire que les ouvriers révolutionnaires dont l'intérêt est de connaître les causes reculées et récentes de ce qui se passe aujourd'hui en Union Sud-africaine le sachent.

Les « Africaners », c'est-à-dire l'agglomérat de races qui soutient le gouvernement raciste de Strijdom et la politique d' "apartheid", sont les descendants directs, par le lien du sang et par la tradition politique, de ces Boers qui préférèrent abandonner leur résidence sur la côte et émigrer à l'intérieur plutôt que de se soumettre à la politique anti-esclavagiste appliquée par la Grande-Bretagne. Disons tout de suite, afin d'éliminer tout équivoque, que l'abolition prêchée par la Chambre des Communes, champ d'action de la bourgeoisie libérale anglaise, était due à bien d'autres considérations que les réflexions sur l'infélicité de la condition humaine. Au début du siècle dernier, la croisade de bandits, organisée par ces mêmes politiciens qui descendaient de générations de marchands d'esclaves, servit à couvrir idéologiquement l'expansion britannique à travers le monde, tout comme l'abolition de l'esclavage dans le Sud des États-Unis servit plus tard à la bourgeoisie nord-américaine à étendre l'industrialisme "yankee" naissant.

Le rétablissement de l'esclavage, disparu avec la chute du monde antique et l'introduction du féodalisme, eut lieu au 16^{ème} siècle avec la découverte de l'Amérique. L'introduction de la technique productive européenne dans l'immense continent posa le problème du recrutement de la main d'œuvre. Ce sont les Espagnols qui commencèrent à organiser des razzias d'esclaves sur les côtes de l'Afrique occidentale pour les transférer dans les mines des Indes occidentales. Par la suite le lucratif commerce de corps humains attisa la cupidité des autres puissances maritimes de l'époque : l'Angleterre, la Hollande, le Portugal. La traite des nègres disparut seulement durant la première moitié du 19^{ème} siècle à la suite de la révolution industrielle. Déjà les nouveaux États sud-américains, apparus à la suite de la révolte contre la domination espagnole, avaient abolis l'esclavage. Ce tournant historique fut le résultat nécessaire de la révolution nationale qui, pour triompher, dut passer à travers l'alliance insurrectionnelle des classes et des races, qui est la formule générale des révolutions démocratiques bourgeoises, dont les derniers exemples nous proviennent de l'Asie aujourd'hui en plein éveil. Bien d'autres forces agirent sur les députés de la Chambre des Communes, qui solennellement décidèrent en 1833 d'abolir définitivement l'esclavage dans les colonies britanniques, à partir du 1^{er} Août 1834.

Les ancêtres de Lloyd George et de Churchill prirent la décision historique en écoutant non les prêches des philanthropes, mais en tirant froidement les conclusions des mirobolants succès qu'accomplissait dans le domaine de la productivité le travail salarié dans les manufactures britanniques. Par comparaison, la production esclavagiste, se trouvait totalement disqualifiée : elle se démontrait anti-économique. Mais de telles vérités de fait n'étaient pas destinées à avoir prise sur l'esprit des Boers qui résidaient dans la Colonie du Cap. Ces derniers opéraient dans un milieu économique à prévalence agricole – Boer, de l'allemand bauern, signifie agriculteur – et donc étaient objectivement incapables d'apprécier la supériorité de la production industrielle et du travail salarié. Pour cette raison ils s'opposèrent obstinément à la politique abolitionniste de Londres. Tout comme les planteurs du Sud des États-Unis, ils étaient convaincus que l'esclavage était un ordre naturel inamovible. Ils l'avaient introduit au détriment des Cafres et des Hottentots et avaient fondé sur lui leur existence. De leur côté les Anglais qui avaient jeté une tête de pont en Afrique du Sud, en arrachant aux Hollandais la colonie du Cap durant les guerres napoléoniennes, avaient tout intérêt à faire pression sur ces récalcitrants Boers, en prenant prétexte de l'abolitionnisme. Le résultat fut que les colons Boers abandonnèrent la côte et se transférèrent vers l'intérieur, donnant ainsi naissance aux colonies et futures républiques d'orange, de Transvaal et du Natal. L'on peut dire, en paraphrasant un chapitre bien connu de la constitution italienne, qu'il s'agissait de républiques fondées sur l'esclavagisme. Et l'héroïsme militaire des armées boers, du reste amplifié par la propagande anglophobe à travers le roman personnel du président Kruger, ne pouvait pas cacher une réalité sociale qui perpétuait, bien que camouflée par des subterfuges légaux, le règne de la domination d'une race et de l'esclavage.

4 « Il programma Comunista », 1956, n°13-14.

Tout compte fait, le front de guerre, qui opposait les Bœrs aux armées de Chamberlain et de Cécil Rhodes, était moins sans merci et moins impénétrable que la soit disant "colour bar", c'est-à-dire la ligne de couleur qui divisait la race blanche des populations noires et métisses. Les Anglais ne regardèrent pas à la dépense (la guerre coûta 211 millions de livres sterling) et ne reculèrent devant aucun moyen pour mettre la main sur les mines de diamants du Kimberley, sur les champs aurifères découverts en 1867 et en 1872, sur les mines d'argent, de cuivre, de plomb, de fer, de bismuth, de cobalt, de charbon, etc..., dont étaient riches les républiques bœrs. Ils ne firent pas de quartiers, ni devant les femmes, les vieux ou les enfants, décimant la population et ruinant les fermes. Mais la paix conclue, les vainqueurs anglais et les vaincus bœrs, s'ils ne purent parvenir à une totale conciliation, trouvèrent un terrain commun d'entente. Les Bœrs, bien qu'ayant perdu l'indépendance, ré-acquirent rapidement (1903) les droits de représentation politique et de là, peu à peu, obtinrent l'institution de l'Union Sud-africaine (1910), qui collabora avec l'Entente durant la première guerre mondiale et avec l'Angleterre durant la seconde. Mais jamais la "colour bar" ne subit une quelconque infraction. Aujourd'hui, tout comme au temps du président Kruger, les noirs n'ont pas le droit de vote, sont exclus des emplois publics ; à Johannesburg et dans les autres cités de l'Union, ils ne sont pas admis au théâtre et dans les bibliothèques ; dans les trains, ils sont obligés de voyager dans des compartiments distincts et ils ne peuvent pas mettre les pieds dans les voitures restaurants ; dans les autobus, ils doivent occuper les places des sièges arrières, et comme hier, l'instruction est limitée.

Mais ce n'est pas tout. Avec l'ascension au pouvoir de Strijdom, la politique de l'apartheid, c'est-à-dire de la ségrégation raciale, qui sous le gouvernement Malan avait subi une forte aggravation, s'est faite encore plus sévère. Nous sommes désormais à la phase hitlérienne du racisme sud-africain.

AFRIKANERS ET ANGLAIS.

Pour comprendre la situation qui s'est créée en Afrique du Sud, il est nécessaire, après avoir schématiquement rappelé les événements passés, de fournir quelques données concernant la population. D'après des sources récentes, l'Union compte 13.500.000 habitants (en 1956), dont environ 9 millions de noirs et 3 millions de blancs d'origine européenne. Ces derniers divisés en Anglais (environ 1.200.000) et Africaners, c'est-à-dire d'origine hollandaise-Bœr, dont le nombre s'élève à 1.800.000. Reste à calculer les « coloured », c'est-à-dire les sangs mixtes qui prédominent dans la colonie du Cap, et ajouter 400.000 Indiens et 65.000 Malais du Cap.

Il y a peu encore, les « coloured », qui comptent un peu plus d'un million avaient le droit de vote. Pas tous cependant, mais seulement une petite minorité (approximativement 45.000). Mais le 27 février le parlement sud-africain, dominé par le parti nationaliste de Strijdom, a approuvé une loi qui exclue les « coloured » des listes électorales générales et les transfère sur une liste spéciale. Le but de la nouvelle loi, que le gouvernement de Strijdom a réussi à faire passer, en manipulant sans pudeur les rapports entre majorité gouvernementale et opposition, était d'établir le principe sur le terrain électoral et politique de la suprématie raciale. Dans les faits, les électeurs métisses viennent d'être privés du droit de vote passif, par lequel ils doivent choisir parmi les candidats de race blanche, les quatre délégués les représentant à la Chambre des députés. Voilà un exemple de « gouvernement fort », que nos réactionnaires, toujours prêts à jurer sur l'incapacité politique des peuples à la peau foncée, ne manqueront pas de louer ! D'après les nationalistes de Pretoria, un politicien issu de la matrice d'une femme blanche est plus capable que les noirs de comprendre les problèmes sociaux des noirs, lesquels ensuite sont contraints, à cause de la loi ségrégationniste de l'apartheid, à vivre séparés des blancs. Pourtant même un professeur de la Columbia University réussit à comprendre que les idéologies bestiales par lesquelles on justifie l'oppression raciale ne sont rien d'autre qu'un vernis transparent, dont on recouvre l'emploi de la force et la domination qu'une minorité armée – dont le représentant est l'État – exerce sur le restant de la société. Mais que mûrissent les « Dien-Bien-Phu » ou que les « fellahs » prennent les armes contre les oppresseurs de race blanche, et voici que s'élève au ciel le cœur des protestations humanitaires et des cris d'horreur. Les racistes prétendent qu'un atavisme prédispose les peuples noirs, ou les autres races de couleur aux « instincts sauvages ». Mais évidemment la faute en revient en premier lieu au bon dieu, s'il est vrai que c'est lui qui a créé les hommes à son image et à sa ressemblance, et en second lieu aux divers Hitler à la Strijdom qui

prétendent savoir qu'un spermatozoïde de race blanche en vaut cent ou mille de race non blanche.

Pour obtenir la victoire à la Maramaldo sur les pauvres « coloured » du Cap, le gouvernement nationaliste de Strijdom a dû violer la constitution de l'Union qui interdisait de priver les citoyens de leur droit de vote à cause de la race. Cela ne nous étonne guère. Les classes dominantes – dans l'Union sud-africaine, la domination de classe est le support indéniable de la domination de race – sont toujours les premières à « sortir de la légalité », procédant invariablement en abrogeant les garanties formelles contenues dans la charte constitutionnelle. Si les foules des stades des métropoles blanches super-civilisées sont capables de libérer, voire même de déchaîner des « instincts sauvages » à la moindre infraction, de la part de l'arbitre, d'une règle non écrite du monde du foot, pourquoi devrions-nous être saisis d'horreur quand la tribu bantoue ou l'horde bédouine proteste violemment contre le dominateur blanc, c'est-à-dire contre le bourgeois blanc colonisateur, lequel sans vergogne déchire les pactes qu'il a lui-même imposés, produisant souffrances et détresses de millions d'hommes ? Les révolutions sociales répandent le sang que les classes dominantes préparent. Les révoltes des peuples de couleur – hier les « Cipayes » indiens et les « Boxers » chinois, aujourd'hui les « fellayahs » de l'Afrique du Nord française – sont la récolte de ce qui a été semé. Il y a eu semailles et ce n'est rien d'autre que la violence de la domination bourgeoise, qui au cours de longues décennies – pour l'Afrique, il est nécessaire de compter en siècles – qui l'a fait germer dans le sang et la sueur du travail forcé.

La classe dominante sud-africaine a des motifs sérieux pour avoir peur de la révolution, car à l'échelle historique cette dernière est déjà arrivée au stade potentiel. Mais il ne suffit pas, comme Lénine nous l'a enseigné, pour que la révolution éclate, que les classes opprimées tendent à briser l'ordre social en vigueur. Il est nécessaire, afin que se déclenche le mécanisme de la guerre sociale, que les classes dominantes deviennent incapables de manier efficacement les leviers de l'appareil de répression social. Pour le présent, rien ne fait penser qu'en Afrique du Sud la domination bourgeoise blanche court un péril immédiat. Mais nous n'entendons pas mesurer les événements sur le mètre de la chronique quotidienne. Il est certain que la petite minorité blanche, qui comprend la classe capitaliste, apparaît divisée. Les deux termes du conflit sont constitués par les Anglais et les Africaners, les premiers étant favorables à conserver et à développer les rapports avec la Grande Bretagne, les seconds étant favorables, au contraire, à la proclamation de la république et à la sortie du Commonwealth. Il arrive en somme que les nationalistes de race blanche, qui se vantent de descendre des colons hollandais qui donnèrent les républiques d'orange et du Transvaal, sont animés de sentiments anti-britanniques et aspirent à un isolationnisme encore plus radical que les régimes indépendants de l'Inde et des autres régions d'Asie, issus récemment du démembrement de l'ex-empire britannique. Ces derniers se sont libérés du colonialisme, mais continuent à rester tranquillement dans le Commonwealth. Il est facile de prévoir que dans le futur les populations noires et de couleur, qui comprennent les classes inférieures et exploitées, tireront avantage de la division en acte de l'aristocratie blanche dominante.

Nous croyons que la situation existant en Afrique du Sud soit plus unique qu'originale, si nous la confrontons à ce que l'on peut observer dans les autres parties de la géographie politique mondiale, caractérisées par la domination classiste raciale d'une minorité privilégiée sur le reste de la société. Par exemple, la minorité blanche qui domine en Algérie française, non seulement est unie, mais elle jouit de la complicité des couches possédantes indigènes, lesquelles voient dans l'occupation française un rempart contre la subversion sociale. Dans l'Union sud-africaine, au contraire, l'aristocratie raciale est divisée justement sur la politique à adopter vis à vis des races de couleur soumises. En fait, les Anglais n'acceptent pas le nationalisme sans frein et le racisme frénétique que les supporters du gouvernement Strijdom font leurs. Tandis que les uns essayent de freiner les excès de l'apartheid, les autres se préoccupent surtout de perfectionner les mécanismes juridiques que réclame la ségrégation totale des races de couleur. Se rallume ainsi entre Anglais et Africaners le même conflit qui, à l'époque de l'abolition de l'esclavage, opposa les Anglais aux colons Boërs, et qui se termina par la défaite et l'exode de ces derniers.

Comme cela s'est passé il y a un siècle avec les députés abolitionnistes de la libérale Chambre des Communes, les Anglais sud-africains ne s'opposent pas aux velléités réactionnaires et esclavagistes des Africaners par pur impulsion humanitaire. Et ils ne poursuivent pas non plus une politique de lien étroit

avec la mère patrie britannique par pur attachement nostalgique à la patrie de leurs ancêtres. La vérité est que les Anglais sud-africains représentent le capital britannique importé dans l'Union. D'après des sources américaines, les investissements anglais en Afrique du Sud sont égal à environ un milliard de dollars. Il est clair alors que les Anglais, qui constituent le noyau proprement capitaliste de la minorité blanche, sont intéressés à maintenir et à renforcer les liens actuels entre Londres et Pretoria. La prospère industrie sud-africaine trouve dans le Commonwealth, ou si vous préférez dans l'aire de la Livre sterling, son ambiance vitale. Mais l'autre condition indispensable – outre l'appui du capital financier de la City – est représentée par la possibilité rêvée par tous les entrepreneurs capitalistes, de disposer d'une main d'œuvre abondante à bon marché. Or la politique obtuse de ségrégation, que le gouvernement Strijdom et ses supporters poursuivent frénétiquement en enfermant la main d'œuvre noire dans des zones de résidences forcées, menace d'asphyxier l'industrie.

Pour qui sait lire l'histoire, la situation originale existant en Afrique du Sud dévoile le vrai contenu de la révolution bourgeoise industrielle. La mentalité d'entrepreneur de l'Anglais sud-africain se détourne de l'incorrigible sentiment esclavagiste qui enflamme l'Afrikaner. Tandis que ce dernier, héritant des préjugés agraires de ses descendants boers, s'agite à réclamer l'isolement des "nègres" et prend pour idéal la séparation complète des races, l'héritier des paladins de l'anti-esclavagisme est pour "l'égalité" des races. Qu'est-ce qui l'anime ? Certainement pas la philanthropie, ni les croyances religieuses. L'entrepreneur sud-africain veut que le noir soit "libre", c'est-à-dire libre de vendre sa force de travail. Ce qu'il désire, c'est que le noir bantou devienne un ouvrier salarié, producteur de plus-value dans sa fabrique. Le financier de la City, qui investit des capitaux dans les mines de diamants et d'or, ne peut qu'être d'accord. Ainsi les divergences qui séparent les deux grandes sections de la classe-race qui domine en Afrique du Sud aident à comprendre quel genre de vêtements habitent la "liberté" et "l'égalité" des bourgeois.

SÉGRÉGATION ET SALAIRE.

Les racistes du Dr Strijdom sont des racistes bornés. La compréhension que industrialisation capitaliste et esclavagisme sont des termes contradictoires qui s'excluent réciproquement, n'entre pas dans leur esprit étroit. Le monstrueux rêve au relent hitlérien d'enfermer 9 millions de noirs dans des "aires spéciales", s'il devait se réaliser, frapperait à mort l'industrialisation du pays. Par ironie de l'histoire, proprement dans l'année où les nationalistes sont arrivés au pouvoir, le nombre d'indigènes employés par l'industrie, qui en ce moment, comme on peut le lire dans le n°12 des "Relations Internationales", traverse une période de prospérité et se trouve en plein développement, a augmenté considérablement. Au contraire, le seul désagrément de l'industrialisme local provient justement du manque de main d'œuvre. Ignorant tout cela avec la cécité propre aux idéalistes fanatiques décidés à actualiser un "idéal", le gouvernement Strijdom a rendu public un rapport rédigé par une commission parlementaire chargée d'étendre à l'échelle nationale la pratique de l'apartheid.

Actuellement il existe 260 réserves indigènes, c'est-à-dire des zones de domiciles forcés pour les noirs. Le projet de la commission prévoit leur unification en 7 grandes régions, dans lesquelles devrait être parquée toute la population noire. Il arrive ainsi, tandis que la croissance de l'organisme industriel tend à concentrer les forces productives, ce qui est historiquement positif par comparaison avec les économies pré-capitalistes ou directement barbares qui survivent dans l'Union, que la folle politique raciale du gouvernement a pour seul effet prévisible, si elle se trouve transposée de la carte des projets à la réalité sociale, de morceler les forces productives. Les haineuses et stupides idéologies qui s'abreuvent aux sources des pseudo-anthropologies racistes, conduisent à de telles stupidités. Le gouvernement Strijdom réussira-t-il à mettre en pratique « l'idée » de la suprématie de la race blanche et à séparer nettement les blancs des noirs, et ces derniers des Indiens, bloquant ainsi la marche de l'industrie ? Réussira-t-il à arracher des millions de personnes de leur maison et à les déporter en de fantasmagiques régions de concentration ? Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'en une autre partie du monde, aux États-Unis, l'infâme ségrégationnisme est en train de faire faillite. Il est plaisant de l'entendre dire par l'un de ceux qui se croient super-intelligent parce que leur mère eut la bonne fortune de rester enceinte d'un super-homme de peau blanche ; nous voulons parler du féroce mangeur de marxistes : Giuseppe Prezzolini.

Celui-ci a l'habitude d'écrire pour « Il tempo », dont le numéro du 8 avril contient un article, le énième, dédié au problème des noirs et qui développe l'habituelle thèse – familière aux géants de la science à la Gœbbels et Streicher – de l'infériorité intellectuelle des races non blanches. Monsieur Prezzolini, qui dans son fort intérieur doit être un chaud partisan des racistes de Strijdom, est vaincu réellement, sauf à invoquer ensuite l'emploi de la force étatique contre les communistes, que la pâle confraternité des intellectuels est « l'accoucheuse de l'histoire », c'est-à-dire lui et ses collègues. Pour cette raison, il hait et déprécie les noirs auxquels il nie la capacité de travailler avec leur intellect. Il se demande « comment les noirs sont devenus fameux dans les sports, où ils ont envahi le football et le basket-ball, et ont des champions dans d'autres branches, mais qu'il n'en soit pas ainsi dans les professions où l'on doit travailler avec l'entendement et où il s'agit de prévoir et de calculer et de faire un effort intellectuel ». Mais il ne se demande pas comment il advient que les professeurs des universités, les scientifiques, les journalistes et le divers troupeau stipendié des professions intellectuelles, lesquels « travaillent avec leur tête » et sont capables de « prévoir et de calculer et de faire un effort mental », sont invariablement rangés du côté de la classe des capitalistes, qui ne travaille pas avec la tête mais avec l'argent, et invariablement se trompe de prévision concernant le futur de l'humanité, à laquelle jamais elle n'apporte le bonheur promis. Le très supérieur Prezzolini déprécie les noirs, lesquels réussissent seulement dans le football et le ballon en général, mais appuie inconditionnellement les magnats de Wall-Street et les politiciens de la Maison Blanche, lesquels réussissent parfaitement dans l'art d'amasser des dollars et de terroriser le monde avec la bombe à hydrogène.

Mais retournons à la ségrégation. Le Dr Strijdom qui sévit à l'extrémité australe de l'Afrique est l'un de ceux capable de « travailler avec l'intellect » et de « faire un effort mental ». Cela ne retire rien au fait que les prototypes de ses théories idiotes ont déjà fini en Amérique sur l'étalage des chineurs. Là-bas aussi il y a des gens qui pensent à la manière de l'apartheid, mais ils ont échoué depuis longtemps. Prezzolini nous en fait la relation : « Sept États du Sud ont vu la population noire diminuer, tandis que celle blanche augmentait. Quelqu'un du Sud a même avancé l'idée de résoudre le contraste entre blancs et noirs de ces régions en organisant une grande collecte et en offrant aux noirs de leurs provinces les moyens de prendre le train pour le Nord. « Puisqu'à ceux du Nord les noirs plaisent tellement, qu'ils se les prennent tous... et nous laissent en paix. »

Mais notre auteur commente ainsi : « La proposition est utopique. Sans la main d'œuvre noire les champs du Sud ne seraient plus cultivés, et les industries qui sont en train d'émigrer du Nord vers le Sud, ou en train de transformer cette partie des États-Unis, s'arrêteraient. »

Quelques lignes plus loin, Prezzolini, qui est l'un de ceux qui « travaille avec l'intellect », s'exclame que « là aussi, sur la question des noirs », le marxisme a tort. Évidemment les gens comme Prezzolini pensent avec leur cul et procréent avec leur cervelle. Il admet premièrement que les noirs sont inamovibles du Sud parce qu'ils servent de main d'œuvre dans les champs et que sans leur dur travail quotidien ces derniers deviendraient stériles. Mais il ne s'aperçoit pas que du même coup il a expliqué la haine entre le patron blanc et l'ouvrier noir, et il feint de ne pas savoir, comme sous n'importe quelle latitude, que l'entrepreneur capitaliste ne peut se résigner à l'idée que pour amasser du profit, il doit nécessairement subir l'outrage que les ouvriers lui réclament leur salaire. Puis cherchant à dénouer l'écheveau, il invoque la « haine raciale », c'est-à-dire une idée innée ou une « catégorie de l'esprit » inventée par les idéalistes.

Ce qui est vraiment intéressant est l'admission que les exigences de l'industrie capitaliste américaine réduisent en fumée les nébuleuses idéologies ségrégationnistes, montrant comment, au delà des contrastes de races, se mettent en mouvement les contradictions de classe de la société bourgeoise. Les tentatives de détourner le prolétariat de la lutte de classes, en le corrompant avec les prédications racistes, faillissent à cause des mêmes lois de l'accumulation du capital, qui prolétarisent le monde effaçant les différences de coutumes entre les races. Le capitalisme lui-même est contraint d'admettre qu'un salarié blanc vaut un salarié noir : enfermant les races dans la galère de l'entreprise, involontairement il contribue à les coaliser et les pousse contre lui.

De tel précédent nous est offert par le pays de la « ségrégation » que les Afrikaners ont transformé en

« apartheid ». Pour cette raison nous sommes autorisés à croire que les racistes sud-africains, tôt ou tard, seront déconfits par le prolétariat noir, auquel reviendra une place d'honneur dans l'histoire de la révolution communiste.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE L'AFRIQUE DU SUD⁵

Le travail qui suit, reparcourant le cours historique qui va de la première colonisation européenne à la formation d'un tissu national avec l'érection d'un État moderne, veut redémontrer, en s'appuyant non pas sur des idées abstraites, mais en partant au contraire de faits historiques et économiques irréfutables, l'exactitude des positions de notre parti qui seul se trouve en mesure d'indiquer sans incertitude et avec clarté la voie au prolétariat de couleur d'Afrique du Sud. Cette voie, qui reconnaît dans l'État sud-africain le pouvoir exclusif de la bourgeoisie et non pas celui de classe antérieur, conduit le prolétariat noir et les masses des sans réserve des ghettos à l'affrontement direct avec le pouvoir étatique, sans rien concéder aux sirènes démocratiques sous peine de perdre la boussole de classe, prémisses essentielles à la conquête du pouvoir politique et à l'érection de la dictature du prolétariat.

N'étant pas des historiographes bourgeois, mais des communistes, nous ne reparcourons pas docement toute la période qui court des premières découvertes de ce territoire par les Carthaginois aux gouvernements bourgeois modernes, mais nous chercherons au contraire à retracer le fil conducteur qui relie entre elles les périodes essentielles, dans lesquelles les mutations économiques et sociales ont nécessairement mené à des mutations politiques, culminant aujourd'hui dans la politique de l'apartheid. Ces périodes peuvent être divisées en trois parties : la première (1652-1867) va de la première fondation de la colonie du Cap par la compagnie hollandaise des Indes Orientales à la découverte des mines ; la deuxième de cette découverte à la seconde guerre mondiale ; la troisième de la guerre à aujourd'hui.

Les populations qui vivaient dans l'aire sud-africaine avant la colonisation européenne étaient divisées en deux races différentes : Hottentots et Bochimans ; tandis que les Bantous – qui aujourd'hui représentent un gros pourcentage de la population noire – émigraient lentement du Nord de l'Afrique, à travers une très longue période initiée déjà avant la colonisation blanche, pour arriver en Afrique du Sud vers 1800, comme le démontrèrent les affrontements avec les Bœrs. Les Bochimans et les Hottentots possédaient une organisation sociale de type primitif à base tribale composée de bandes ou clan de 50-100 membres, complètement séparés et autonomes les uns des autres. La vie du clan était généralement dirigée par le plus vieux et le plus expérimenté sans pour autant jouir d'une autorité coercitive ou politique réelle. Chez les Hottentots au dessus du clan se trouvait le conseil tribal qui réglait les affaires de la tribu et les relations inter-tribales.

Les Bochimans, nécessairement nomades, ne connaissaient ni l'agriculture, ni l'élevage, et tiraient leurs subsistances de la chasse et de la cueillette. Pour ce qui regarde les Hottentots, ils avaient atteint un stade économique et social plus élevé, pratiquant l'élevage et travaillant le fer, mais ils étaient nomades comme les Bochimans. Sur l'échelle de classification fournie par Engels dans son « Origine de la famille, de la propriété et de l'État », les Bochimans se trouvaient au stade supérieur de l'état sauvage, et les Hottentots au stade inférieur de l'état barbare. Dans les deux races, chaque tribu se considérait propriétaire d'un espace déterminé, dont les limites devaient être respectées par les autres, et sur lequel elle avait seule le droit de chasse, de cueillette et d'élevage. Ces populations déjà décimées par les affrontements entre elles, et au sein d'une même race par les rivalités entre clans, avec un développement économique et social aussi bas – comparable à celui des peaux-rouges d'Amérique du Nord – furent dispersées et éliminées par la colonisation européenne et leur rencontre avec les Bantous ; si bien que l'on rencontre très peu de leurs descendants dans la population noire sud-africaine d'aujourd'hui.

Les Bantous avaient une organisation sociale bien plus développée ; ils étaient organisés en tribus très centralisées, ayant leur propre territoire et leur propre chef dont l'autorité était très étendue et le pouvoir transmis héréditairement. Les principales activités économiques étaient l'agriculture, à laquelle se

⁵ « Il Partito Comunista », 1976, n°28-29-30-31.

dédiaient les femmes, et l'élevage qui revenait aux hommes. La terre tout entière appartenait théoriquement au chef de tribu, non à titre personnel, mais comme administrateur des biens tribaux. Le chef tribal divisait la terre en lots assignés aux chefs familiaux et réservait une partie pour le pâturage commun. Il était aussi le chef militaire du groupe et la plus grande autorité religieuse. Leur niveau de développement économique et social correspondait au stade moyen de la barbarie et était comparable à celui des premiers Grecs – les Achéens – qui colonisèrent la Grèce il y a 2000 ans avant J.C. et qui donnèrent naissance par la suite à la civilisation mycénienne dont l'Iliade et l'Odyssée nous rapportent les épopées homériques.

Donc populations sédentaires pour une part minimale, indépendantes entre elles, ayant une économie de subsistance comparable à celles des indigènes d'Amérique du Nord, ou populations immigrantes provenant de l'intérieur de l'Afrique à la constante recherche de terres de chasse et de pâturage plus fertiles. Tout cela pour dire que ces différentes races ne constituaient pas une nation, qu'aujourd'hui les prolétaires modernes devraient se ré-approprier en l'arrachant par la lutte des mains des blancs. En effet cette thèse est tout aussi fautive que celle qui voudrait faire des peaux-rouges des réserves d'aujourd'hui les propriétaires des États-Unis. Cette conception n'est pas seulement l'apanage d'une organisation raciste comme le PAC, mais est accréditée d'une certaine manière par le gouvernement de Pretoria qui avec sa politique du développement séparé des races exalte le nationalisme noir tout en voulant confiner les noirs dans les Bantoustans, sous le prétexte d'un développement dans la tradition ancestrale de la race, pur de tout contact délétère de la part des blancs. Cette doctrine n'est que le prétexte qui permet à la bourgeoisie sud-africaine de reléguer la main d'œuvre noire dans des réserves au sein desquelles elle prélève la force de travail suivant les besoins de son appareil industriel. Par la suite, nous mettrons en évidence qu'un processus similaire à l'Amérique du Nord s'est réalisé en Afrique du Sud. Le mérite de la constitution d'une nation, dans le sens d'une identité économique, juridique et politique, avec l'aide des travailleurs noirs revient aux Boers, avec d'abord la formation d'États indépendants, puis la naissance de la fédération et enfin l'Afrique du Sud moderne comme État indépendant. Rappelons ici comment dans un de nos écrits classiques : « Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste », nous définissons la nation.

« La nation est donc un périmètre géographique à l'intérieur duquel la circulation économique est libre, le droit positif commun, et où, en général, il existe une communauté de race et de langue. Au sens de l'antiquité classique, la nation exclut la masse des esclaves et ne comprend que les citoyens libres ; au sens moderne et bourgeois, elle comprend tous ceux qui y sont nés. » Tous ces critères se trouvent réalisés en Afrique du Sud, sauf celui de l'unité raciale, mais ce dernier n'est jamais vraiment réalisé et encore moins aux États-Unis où l'on prévoit que dans le futur la langue dominante, c'est-à-dire la plus parlée, serait l'espagnole.

Au moment de la découverte des terres sud-africaines par la compagnie hollandaise, la difficulté à trouver de la main d'œuvre apte à l'entretien de la base, la contraignit à abandonner le contrat qu'elle avait passé avec ses salariés et à revenir sur son intransigeance contre toute forme de colonisation. En fait pendant une longue période, les Hollandais d'abord, puis les Anglais s'opposèrent à toute politique de colonisation qui ne leur était pas d'une utilité immédiate, maintenant ainsi le Cap et les autres avant-postes au niveau de simple escale pour les navires à destination de l'Inde. De là les affrontements fréquents entre les colons et les Anglais. Les premiers considéraient la terre nouvelle comme leur patrie et réclamaient la protection de l'État anglais contre les indigènes, tandis que ce dernier se retranchait derrière la politique de « non ingérence » pour employer le minimum de capital.

Durant toute cette période, jusqu'à la découverte des mines, l'attitude des colons face aux autochtones sera une attitude défensive. Le Burgher défendait sa terre et son bétail contre les indigènes, tout comme le fermier du Far West. Deux modes de production s'opposaient sans pour autant conduire alors à l'assujettissement d'une race par une autre. L'affrontement conduira à la disparition progressive des modes de production archaïques des populations noires et à leur subordination et exploitation avec la découverte des mines, puis à la politique de l'apartheid avec le plein capitalisme au 20^{ème} siècle.

Cette première période de la vie de la colonie du Cap est caractérisée par de nombreuses difficultés économiques. Initialement comme station d'approvisionnement des navires en route pour les Indes, le Cap

ne parvenait pas à satisfaire la demande ; maintenant devenue colonie, l'offre dépasse la demande et les colons ne trouvent pas de débouchés à leurs marchandises. La situation était difficile, surtout à cause du raidissement de la Compagnie à propos du monopole sur les trois principaux produits du Cap : la viande, le blé et le vin. Et toutes les tentatives pour introduire d'autres cultures échouèrent. A la suite de cela l'agriculture finit par être négligée au profit de l'élevage, donnant ainsi naissance à la figure du Trek-boer, éleveur-nomade qui s'enfonçait toujours plus à l'intérieur à la recherche de nouveaux pâturages, ignorant les limites imposées par le gouverneur, affrontant les tribus locales et organisant son propre système militaire – les commandos – indépendamment des garnisons étatiques. Les premiers heurts avec les avant-gardes Xhosa – tribu bantoue –, qui, comme nous l'avons indiqué, émigraient du Nord vers le Sud, eurent lieu à cette époque (1778).

Les difficultés économiques et la guerre européenne de 1793-1794 minèrent la puissance hollandaise et l'Angleterre lui succéda. La couronne britannique ne représentant plus une compagnie commerciale put facilement concéder aux Burghers la complète liberté de commerce à l'intérieur du pays et de notables facilités pour le commerce avec l'extérieur. La population blanche du Cap comprenait alors 20.000 colons, 25.000 esclaves et 15.000 Hottentots au service des colons. Les Bochimans avaient presque complètement disparu de la région. La politique anglaise tendait à concéder des facilités aux colons et à passer des accords avec les populations noires afin d'éviter des affrontements qui auraient obligé la Grande-Bretagne à augmenter sa présence militaire et à investir sans profit. Se rendant compte toujours plus de l'importance stratégique de la colonie, qui jusqu'alors était considérée seulement comme un avant poste, et non comme un territoire à exploiter sur le plan économique, elle commença une série de changements, comme la distribution de terres sur une base semi-permanente – jusqu'ici la terre était seulement donnée en concession aux colons qui s'engageaient à la cultiver –, avec un loyer plus haut, calculé en fonction non plus de l'étendue du terrain, dont un maximum était fixé, mais d'après la fertilité du sol. Ces changements et l'arrivée de colons britanniques élargirent l'aire colonisée ; ce qui eut pour conséquence d'augmenter la production locale et permit l'apparition de petites villes, qui représentèrent la première et vraie forme organisatrice du mouvement de la colonisation.

A partir de 1800 s'ouvre la période qui verra une opposition toujours croissante des Burghers au pouvoir britannique. Ceux-ci faisaient pression pour une législation qui aurait obligé les noirs à travailler pour eux, provoquant la révolte des tribus avec lesquelles, au contraire, l'Angleterre voulait maintenir de bonnes relations. La Charte des Hottentots (1809) qui établissait des restrictions particulières aux populations noires fut abolie en 1826 par les autorités anglaises, suscitant des mouvements de révolte parmi les colons, lesquels voyaient s'évanouir la possibilité de recruter de la main d'œuvre à bon marché. L'obligation de résidence, précédemment établie, fut abolie et le droit de posséder des terres fut concédé aux Hottentots. La législation sur les Hottentots, l'élimination de l'esclavagisme – qui ne disparut complètement qu'en 1838 –, le refus de la part des Anglais de toute aide militaire aux colons, la recherche de nouvelles terres et l'insécurité de la frontière orientale furent les motifs qui poussèrent les Boers au grand trek, c'est-à-dire à l'immigration à l'intérieur des terres vers le Nord. Afin d'enfoncer le clou, nous voulons rappeler trois points : 1- Les populations indigènes sont formellement libres, même si elles sont soumises à un rapport de soumission correspondant à un niveau de développement économique extrêmement bas. 2- La colonisation ne s'empare pas d'un tissu économique préexistant. 3- Le Boer est réellement un colon au sens traditionnel du terme et non un colonisateur.

De ces trois données, nous pouvons établir : a) que la formation historique de la nation sud-africaine passa à travers la reconnaissance de la nationalité sud-africaine dans la veste de colons européens qui firent de l'Afrique du Sud leur vraie patrie et successivement combattirent l'impérialisme britannique comme étranger à leurs intérêts nationaux ; b) la condition du prolétariat noir d'aujourd'hui n'est pas due à une politique esclavagiste, mais au contraire, tout comme en 1830 les colons blancs réclamaient une législation afin de contraindre la main d'œuvre noire à travailler leurs terres, l'apartheid permet aujourd'hui au patronat blanc, nous disons bien le patronat et non pas les blancs, de soutenir une politique économique autrement impossible.

En résumé la colonisation sud-africaine n'est pas du type Angleterre-Inde, mais de celui des colons nord-américains – population indigène. La condition des ouvriers noirs d'Afrique du Sud n'est pas celle d'un

peuple de couleur opprimé par une puissance coloniale, mais celle du prolétariat moderne exploité par la bourgeoisie industrielle. Il ne peut pas obtenir son émancipation en réclamant plus de démocratie, mais en s'organisent en classe afin de renverser la bourgeoisie et d'ériger sa propre dictature de classe.

LE GRAND TREK.

Avec 1835 commença le grand Trek, c'est-à-dire l'expansion coloniale des Boers vers le Transvaal et le Natal qui aboutit à la fondation de la première république boer indépendante dans le Natal. Mais l'indépendance de cette république ne dura que 2 ans, car l'Angleterre s'opposait encore ouvertement à la formation d'États indépendants. Après avoir conclu des pactes avec les tribus indigènes, elle finit par établir, après plusieurs guerres, son contrôle sur tout le territoire conquis par les colons, étendant les frontières de la colonie du Cap jusqu'aux confins de l'orange, puis successivement jusqu'au Trans-orange. A partir de ce moment l'Afrique du Sud fut divisée en deux parties distinctes : l'une septentrionale, boer, l'autre méridionale, anglaise. Ces deux parties s'opposaient par des exigences économiques et sociales antagoniques conduisant à des rapports différents avec les indigènes. Écrasement racial au Nord qui permettait de réduire au minimum la rétribution des autochtones employés dans les fermes, ou au service des colons. Majeure liberté au Sud, ce qui donnait plus de latitude de mouvement à l'impérialisme britannique en ce qui concerne les tribus. Il faut souligner que cette plus grande liberté s'est étendue jusqu'à donner le droit de vote aux gens de couleur comme le démontre les élections de 1854. L'élévation au titre de colonie autonome du Natal ferme un premier cycle de formation du tissu national, qui conduira successivement les républiques boers, dont les intérêts s'opposent à l'impérialisme britannique, à la formation d'une fédération, puis après la découverte des mines, à la guerre anglo-boer.

LA DÉCOUVERTE DES MINES.

La découverte des gisements minéraux provoqua, comme il est facile de le comprendre, vue l'importance des profits qui pouvaient en être tirés, une mutation radicale de la politique britannique, qui visa – alors oui – à organiser le sous-continent sous un gouvernement unique. De son côté, le nationalisme des diverses républiques eut un terrain plus solide sur lequel s'appuyer. Différentes puissances européennes aussi, parmi lesquelles l'Allemagne, se trouvèrent attirées par ce qui se présentait comme une affaire lucrative. Le gouvernement de Bismarck, à travers l'action de quelques compagnies commerciales ; prit possession des régions encore libres au Nord-Ouest de la colonie du Cap, le long de la côte atlantique. L'or et les diamants, outre qu'ils attirèrent une énorme masse d'immigrants, ouvrirent les portes aux capitaux européens permettant d'organiser à l'échelle industrielle l'extraction minière. Le soudain impact (1884) avec le mode de production capitaliste bouleversa le système économique des républiques encore agricoles et pastorales. Les plus grandes compagnies pour s'assurer la stabilité financière, dont la carence avait conduit à la faillite une myriade de compagnies fictives, avec pour conséquence la perte de confiance et l'effondrement des actions aurifères, pour s'assurer en outre une plus grande efficacité dans l'extraction et le monopole des minéraux, s'organisèrent en trusts, dont le plus fameux né en 1892 fut la Compagnie de Rhodes.

Ces derniers, qui contrôlèrent à partir de 1890 la colonie du Cap, s'appuyant sur l'expansion du réseau ferroviaire et sur la possession d'énormes capitaux, cherchèrent à créer une grande fédération sud-africaine qui aurait dû s'étendre du Caire au Cap. Le Transvaal, jaloux de sa propre indépendance nationale et surtout des énormes gisements découverts sur son territoire, s'opposa ouvertement à ce projet. C'est en cette période que s'est formée la nation rhodésienne. Rhodes, profitant de l'antagonisme existant entre l'État du Transvaal et les nouveaux immigrants (bien supérieurs en nombre à la population boer, la naturalisation ne leur était concédée qu'après une période de 14 ans et encore avec bien des réticences), tenta d'annexer la république à la colonie du Cap. L'annexion devint réelle en 1900 après la guerre anglo-boer qui vit la Grande-Bretagne jeter tout le poids de sa puissance impériale dans la bataille.

La guerre anglo-boer représenta, outre une guerre coloniale en vue de faire main basse sur toute l'Afrique du Sud, un antagonisme entre deux modes de production : celui moderne et capitaliste et celui agricole et pastoral de nature patriarcale des Boers. Le conflit et la victoire anglaise représenta, non pas

tant l'écrasement de la nation boër au profit de l'impérialisme britannique, que la manifestation d'un processus qui vit la transformation de l'agriculteur boër en commerçant et en industriel, la naissance des cités, des fabriques ; en un mot, d'un vrai tissu productif mercantile et national. En bref, le conflit anglo-boër représenta la gestation de l'État sud-africain moderne.

L'ÉTAT SUD AFRICAIN.

La lente création du tissu national à travers l'œuvre des républiques est arrivée à ce moment à son terme. Le rêve fédératif de Rhodes était tombé en déconfiture ; cependant le problème de l'unification des différentes colonies en un État unique, afin d'éviter une nouvelle et future balkanisation de l'Afrique du Sud, se reposa. En 1910, le nœud fut dénoué et la formation du nouvel État bien réelle ; ce dernier toutefois n'était pas complètement indépendant de l'Angleterre, mais jouissait d'une large autonomie interne.

La formation du nouvel État, la production minière et la naissante industrie manufacturière transformèrent les rapports avec les populations indigènes : tandis que durant la période précédente il s'agissait surtout de se défendre contre les incursions des tribus frontalières, que l'on avait tenté de repousser ou dans le pire des cas de limiter à certains territoires, mais avec lesquelles on cherchait à avoir de bons rapports, maintenant se posait le problème économique de l'exploitation d'une main d'œuvre à bon marché. Ce fut justement le démocratique parti travailliste qui donna forme le premier à la politique de l'apartheid. Celui-ci, poussé par les déterminations économiques, comprit immédiatement que le pressurage du prolétariat de couleur était la base nécessaire et la prémisse d'un développement minier et industriel en mesure de fournir des profits autrement impensables. Grâce au large emploi d'un capital variable sous payé, la mise en exploitation de la majeure partie des mines devenait possible, tout comme devenait possible l'implantation spéculative d'une industrie manufacturière.

Étant donné que le problème de la main d'œuvre était lié à celui de la propriété foncière indigène, en 1913, le gouvernement émit une loi – le "Natives land Act" – qui divisait le pays en zones uniquement réservées aux noirs et en zones uniquement réservées aux blancs, et qui établissait le principe que la résidence des Africains en dehors des zones qui leur étaient assignées ne pouvait être justifiée que par un emploi auprès d'un patron ou d'un entrepreneur blanc. Ainsi il ne s'agissait plus de défendre la ferme, mais d'établir un lien étroit entre les réserves – qui représentent une masse potentielle de prolétaires – et le capital.

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE.

Durant la première guerre mondiale, en renonçant à la garnison anglaise, l'Afrique du Sud assumait directement l'honneur de la défense nationale. Naturellement on cherchait ainsi à augmenter l'autonomie par rapport à l'Angleterre et à transformer, la victoire obtenue, l'Afrique du Sud-Ouest en cinquième province de l'Union. Le but fut atteint partiellement et l'Afrique du Sud dut se contenter d'un mandat sur le territoire nouvellement conquis. Nous reviendrons sur ce sujet dans un travail ultérieur, toujours en partant d'une analyse historique et politique, afin de voir s'il existe réellement une question nationale de l'Afrique du Sud Ouest (Namibie), ou s'il s'agit seulement de forces sécessionnistes.

Malgré l'aversion des Européens d'origine boër qui s'étaient unis dans le parti nationaliste, ce fut la coalition des partis philo-britanniques qui dirigea l'Union dans le premier après-guerre et qui commença la première période d'industrialisation. Si cette période vit une aggravation des conditions de vie des populations de couleur, elle correspond aussi à un durcissement étatique envers la main d'œuvre blanche qui devait se soumettre de la même façon aux dures lois de fer du développement capitaliste. Tandis qu'aujourd'hui le prolétariat blanc est réduit à une aristocratie ouvrière, comme le démontrera le travail économique, lié par un double fil aux intérêts de l'État patron, en cette période de développement historique il en allait tout autrement (voir par exemple l'immigration des "pauvres blancs" au Transvaal, à la suite de la dépression économique), même si les conditions de vie et de salaire étaient bien supérieures à celles du prolétariat noir. La décision de la Chambre des mines de réduire les salaires et de changer

l'ancien rapport racial de un blanc pour 3,5 hommes de couleur en fixant la barre à un blanc pour 10,5 bantous, afin d'élargir la production et d'abaisser les coûts en introduisant de la main d'œuvre indigène, provoqua toute une série d'émeutes qui cumulèrent dans l'insurrection des travailleurs blancs du Rand. La longue crise du premier après-guerre mina les bases du gouvernement philo-britannique et porta au pouvoir le parti nationaliste (à base sociale agricole et conservatrice) et le parti travailliste (dont la base sociale était représentée par les travailleurs blancs des mines et de l'industrie), unis dans la formule d'un complet auto-gouvernement de l'Union et pour un plus grand contrôle de l'économie. Le nouveau gouvernement, dit gouvernement Hertzog (ce dernier resta premier ministre de 1924 à 1938) réussit à transformer le statut du dominion en obtenant, par le "status of the Union Act" (1934), la pleine souveraineté interne et internationale du dominion sud-africain. Son programme racial visa à délimiter la superficie définitive des réserves africaines, et à imposer la ségrégation légale dans tous les domaines, tout en maintenant un statut de quasi-égalité avec les blancs pour la seule communauté métisse. Sur le plan de la politique économique, le gouvernement encouragea l'industrie manufacturière ; les agriculteurs obtinrent de plus grandes facilités de crédit et furent encouragés, moyennant la suppression des droits de douanes, à la culture du tabac ; en faveur des éleveurs furent approuvées des lois protectionnistes contre l'importation du bétail de Rhodésie ; des mesures furent prises pour éviter une diminution du prix des diamants à travers le contrôle de l'extraction et de la vente. Cette politique interne correspondait à une autonomie croissante vis à vis de l'Angleterre.

La grande dépression économique mondiale de 1929 provoqua la chute des cotations diamantifères à cause de l'effondrement du marché des USA, un abaissement des prix de la laine, etc., en un mot l'arrêt général de l'économie sud-africaine. Les fortes réserves en or et la jeunesse de l'industrie, dont les taux d'incrément étaient encore élevés, unies à une exploitation forcenée de la force de travail permirent à l'Afrique du Sud de sortir de la crise et d'éliminer, de 1934 à 1938, le déficit de la balance des paiements allant jusqu'à un excédent de 19 millions de livres sterling. Le parti nationaliste et celui sud-africain (philo-britannique) fusionnèrent en 1934, tandis que naissait le nouveau parti nationaliste de Malan entièrement tourné vers l'extension des lois de séparation raciale.

L'APARTHEID.

La seconde guerre mondiale, au cours de laquelle l'Afrique du Sud, malgré l'opposition boer, appuya l'Angleterre, produisit un élargissement de la base industrielle du pays, en donnant naissance à de nouvelles industries pour la production de marchandises qui précédemment étaient importées. De même l'exploitation des gisements d'uranium, dont les premiers furent découverts en 1934, date de 1945. La victoire définitive du parti nationaliste, après 15 ans de gouvernement philo-anglais, et la codification de la politique de l'apartheid datent eux aussi du second après-guerre. Il est clair que les deux termes de la question sont étroitement liés ; d'un côté une économie nationale qui assume définitivement un caractère indépendant, et une bourgeoisie nationale décidée à défendre cette indépendance contre l'impérialisme anglais ; de l'autre, une plus grande exploitation du prolétariat noir, base essentielle d'un tel développement, que l'on veut enchaîner à la production en ne concédant que le minimum vital nécessaire à sa subsistance. La seule différence entre la politique d'apartheid de cette période et les précédentes théorisations tient dans le fait qu'elle est maintenant consciemment poursuivie par un appareil étatique "fermement décidé à l'appliquer de façon cohérente et totale" (Malan).

Le premier pas est la dissolution des organisations "subversives" (mise hors-la-loi du Parti communiste d'Afrique du Sud en 1951) et répression de toutes les organisations reconnues comme philo-communistes. Une fois éliminés les "périlleux" foyers de rébellion, le gouvernement se consacre à la mise en coupe réglée de la classe ouvrière, sans laquelle la bourgeoisie ne pourrait pas concrétiser son plan d'industrialisation. A partir de 1955, les provinces, les communes et les quartiers blancs doivent être complètement évacués par les noirs ; tout déplacement des gens de couleur est interdit, sauf autorisation spécifique de la part des autorités blanches ; expropriation des terres possédées par les noirs en zone blanche (c'est-à-dire en dehors des fameux 13% du territoire qui leur sont concédés) ; exclusion des métisses et des indiens des listes électorales ; substitution des conseils représentatifs des indigènes par des organes nommés par l'État ; réservation de certaines professions exclusivement aux blancs ; constitution de

syndicats pour les noirs sous contrôle étatique et à travers lesquels on imposait aux travailleurs noirs certains travaux (c'est-à-dire les plus pénibles, les plus mal payés et où le taux de mortalité est le plus haut !); prohibition des rapports sexuels entre les deux races; programme scolaire uniquement réservé aux noirs, sous contrôle étatique; transfert forcé des indigènes dans les zones qui leur sont réservées. Naturellement cette attaque massive aux conditions de vie du prolétariat noir a été faite au nom du développement indépendant et réel de la culture noire. Le cynisme de la bourgeoisie n'a pas de limite ! Permettre le libre développement séparé de la culture noire ne signifie rien d'autre pour le prolétaire noir que de choisir entre la surexploitation dans la fabrique, ou de crever de faim dans les réserves ! C'est le sort général du prolétariat sous toutes les latitudes, mais ici l'exploitation s'exerce sans fard.

La monopolisation par les Boers des décisions politiques, économiques et sociales dans la vie de la nation n'est donc pas un résultat étrange de l'histoire, mais bien plutôt la codification du processus de formation de la bourgeoisie nationale, qui pour des raisons d'intérêts matériels s'est trouvée en antagonisme avec la politique liée aux intérêts britanniques.

LES PARTIS INDIGÈNES.

Un rapide coup d'œil maintenant sur les partis qui prétendent défendre les intérêts et les aspirations des gens de couleur. Et ceci parce que, du fait de l'inexistence d'un parti communiste, la prolifération de partis ou d'organisations à caractère petit-bourgeois jouerait un rôle négatif sur la lutte que le prolétariat noir est en train de mener. Ces organisations, comme l'African National Congress (ANC), ne vont pas delà de l'oppression raciale, et de ce fait elles ne luttent pas sur un terrain classiste, mais au contraire sur celui pluri-classiste de la démocratie et de l'émancipation nationale du peuple noir en réclamant le droit de vote pour tous : un homme, une voix. Cependant nous affirmons qu'étant donné que l'Afrique du Sud est un pays capitaliste développé, où les rapports de classe, à cause de conditions historiques particulières à la formation de cette nation, passent à travers la couleur de la peau, la seule voie que puisse suivre le prolétariat noir est celle qui conduit au renversement du pouvoir étatique bourgeois.

Le problème de la double révolution, de la révolution démocratique, où le prolétariat – bien que séparé du point de vue programmatique et organisationnel – fait un bout de chemin avec la bourgeoisie en vue d'abattre le pouvoir féodal ou colonial, ne se pose pas ici. Là les rapports de classe ont leurs racines dans un tissu économique et social pleinement capitaliste. De ce fait le prolétariat ne doit faire aucune concession à l'ennemi bourgeois, quelque soit la couleur de sa peau. Non pas deux, deux cent, ou deux mille voies pour rejoindre le but final, mais une et une seule : renversement violent de la bourgeoisie, quelque soit sa couleur, destruction de son appareil étatique et érection du prolétariat en classe dominante. Mais pour rejoindre ce but, au cours de la lutte de classes qui s'annonce, le Parti Communiste, qui seul peut organiser et diriger le prolétariat sur une base strictement de classe, devra se reformer.

AUJOURD'HUI.

Les années qui nous séparent de 1958 ont vu l'industrie se développer encore sur une échelle bien supérieure à la précédente – bien que freinée par la crise internationale –, l'extension de la politique du développement séparé des races, et le réveil de la combativité de la classe ouvrière noire. Nous avons déjà analysé les faits de l'année dernière et ce qu'ils ont représenté dans un article précédent, aussi n'y reviendrons-nous pas.

Pour conclure cette première partie du travail, nous voudrions nous arrêter seulement sur la question des "Bantoustans" ; ceci parce qu'il y a juste un mois le gouvernement de Pretoria a officiellement inauguré cette politique en reproposant de l'élargir à d'autres parties du territoire, ce qui a impliqué le déplacement massif de prolétaires et sous-prolétaires des zones où ils vivaient vers celles nouvelles qui leur ont été assignées à résidence.

Donnons quelques renseignements sur cet État-lager qui vient d'accéder à l'indépendance (octobre 1976). Le Transkei, premier bantoustan érigé en 1963, a une population de 1.700.000 habitants, plus 1.600.000 qui vivent dans l'Afrique du Sud soit disant "blanche". 46,5 % de la population résidant dans

TAB 2	Pays développés		Pays arriérés	
	Angleterre	Italie	Zaïre	Niger
source B.I.T	1973	1973	1973	1973
Agriculture	2,6%	8,7%	16,3%	35,0%
Mines	-	31,0%	-	-
Industrie	26,2%		7,8%	6,6%
Autres	-	-	-	-
	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Si l'on se rapporte à la population active par secteur, comme illustré dans le tableau 3, on note à quel point l'Afrique du Sud se distingue des pays arriérés. Toutefois les données relatives à la population agricole, même si elles sont raisonnablement ramenées à 22-23 %, en excluant la main d'œuvre occupée dans l'économie de subsistance, sont considérablement plus élevées que celles relatives à l'Italie, surtout si l'on considère l'incidence nettement moindre qu'a la production agricole dans le PNB en Afrique du Sud.

En outre, si nous considérons le PNB par tête, en excluant toujours la population des réserves, il en ressort que l'Afrique du Sud ne rejoint pas l'Espagne et que le résultat est inférieur de presque la moitié à celui de l'Italie. La raison en est la relative basse productivité du travail agricole, causé, comme nous allons le voir tout de suite, par un faible investissement en capital fixe dans ce secteur.

TAB 3		AFRIQUE DU SUD						
* réserves comprises	Division par race				Total			
	1960		1972		1951	1960		1970
** réserves exclues	blancs	non blancs	blancs	non blancs		(*)	(**)	
Agriculture	7%	93%	-	-	33%	30%	24%	28%
Mines	10%	90%	9%	91%	11%	11%	11%	8%
Industrie	34%	66%	25%	75%	11%	12%	18%	13%
Constructions	26%	74%	20%	80%	5%	1%		6%
Autres	27%	73%	-	-	39%	46%	-	45%
					100%	100%	100%	100%

TAB 4	Pays développés		Pays arriérés	
	Angleterre	Italie	Niger	Algérie
	1966	1971	1963	1966
Agriculture	2,6%	8,7%	16,3%	35,0%
Mines	-	31,0%	-	-
Industrie	26,2%		7,8%	6,6%
Autres	-	-	-	-
	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

L'AGRICULTURE SUD-AFRICAINE.

L'analyse marxiste a toujours dédié une attention particulière à la question agraire, car celle-ci est l'un des nœuds que la révolution devra dénouer, en considérant la façon dont la terre est divisée, son mode d'exploitation et les classes sociales qui entrent en jeu.

Les caractéristiques du sol et le régime pluviométrique sont peu favorables au développement de l'agriculture en Afrique du Sud. Le territoire en fait est recouvert, outre de forêts, dans une large mesure par la savane et autres formations herbacées, et s'adapte difficilement à la culture. En outre les quelques fleuves qui traversent l'Afrique du Sud ont un cours bref et, traversant des zones inaccessibles, se prêtent difficilement à toute canalisation. Principalement les difficultés d'irrigation ne permettent pas une agriculture intensive sur les terres arables, qui elles-mêmes ne correspondent qu'à 10 % du territoire.

A cette situation vient s'ajouter le bas coût de la main d'œuvre noire qui ne pousse pas à investir en capital fixe (machines, installations fixes, développement de nouvelles technologies) ; au contraire, on préfère investir dans le travail vivant en augmentant la force de travail. Pour le fermier, il est bien plus rentable de prélever un millier de noirs dans les réserves et de les employer pour un salaire de misère à défricher la terre, plutôt que de réaliser de coûteux investissements en machines et technologies nouvelles et compliquées, dont l'amortissement demandera du temps et la rentabilité supérieure se ne fera sentir qu'à long terme. C'est justement l'une des contradictions du système de l'apartheid relevée par les économistes bourgeois eux-mêmes.

En fait ce système, en assumant une main d'œuvre à bas coût, a permis durant la phase d'accumulation d'aller de l'avant, mais dans le même temps il a introduit dans la structure économique des tares endémiques et des éléments d'arriération auxquels le capitalisme sud-africain est aujourd'hui confronté et dont il pourra difficilement se soustraire en conservant ce monstrueux édifice.

Nous avons déjà noté la situation de relative arriération de l'agriculture sud-africaine sur la base des données du PNB et de la répartition de la population active au paragraphe précédent. Nous y ajouterons deux autres éléments. Le premier concerne la mécanisation : malgré le fait que l'Afrique du Sud possède 47 % des tracteurs de toute l'Afrique, et bien que leur nombre soit passé de 1302 en 1926 à 119196 en 1960, cela ne l'empêche pas de n'employer que 0,9 tracteurs à l'hectare contre 3 pour l'Italie. Le second

est relatif à la productivité du sol : prenons le maïs, principal produit de l'agriculture sud-africaine ; sa production se limite à 10 quintaux à l'hectare, contre 57 pour l'Italie.

Cependant ceci est surtout vrai pour les régions internes dont les cultures principales sont le maïs et le froment ; tandis que sur la façade côtière se développent des cultures plus spécialisées de type intensif, nécessitant plus d'investissements en capital, comme la vigne, la culture des agrumes et des fruits.

Le principal secteur de la production agricole reste cependant l'élevage ; avec 41 % de la production mondiale, la laine constitue le second poste d'exploitation après l'or.

Comme l'on peut voir, nonobstant les considérations que nous venons de faire sur les déséquilibres et sur les éléments d'arriération qui caractérisent l'agriculture sud-africaine, ses conditions sont extrêmement florissantes au regard des pays sous-développés dont l'agriculture réussit avec peine à sortir de l'économie de simple subsistance.

Toutefois l'on peut distinguer nettement deux types d'économie agricole : 1) l'agriculture capitaliste orientée vers le marché des entreprises blanches ; 2) l'agriculture de simple subsistance des réserves. Les considérations développées jusqu'ici ne se rapportent pas à ce second type, mais nous en avons déjà donné une description à propos du Transkei. Il suffit de se rappeler que ces aires sont constituées de territoires semi-désertiques, paludéens, sans routes, etc..., et que les Africains, outre les femmes, les enfants et les vieux, qui ne sont pas utilisés immédiatement dans la production, y vivent dans des conditions misérables. 95 % de la production des bantoustans, qui est obtenue avec des moyens primitifs, est consommé localement et n'a par conséquent aucun intérêt du point de vue de l'économie nationale.

Le premier type d'économie, c'est-à-dire celui des entreprises blanches, au contraire est de type capitaliste et déverse 90% de ses produits sur le marché. En effet, comme déjà il en découlait des données précédentes (la force de travail dans l'agriculture hors bantoustans est composée pour 85% de prolétaires et pour seulement 7 % de paysans), le rapport basé sur le salariat est nettement prévalent. Ainsi le nombre d'ouvriers est passé de 488.000 en 1918 à 1.025.000 en 1962, indiquant un net accroissement de la prolétarisation en zones rurales. En outre, ces formes, malgré les limites antérieurement décrites, sont encouragées, grâce aux subventions de l'État qui cherche à promouvoir l'agriculture sur des bases modernes, à faire un large emploi de machines et d'équipements agricoles.

Pour ce qui est de la concentration, les 3/4 des entreprises agricoles, qui cultivent moins de 840 hectares (l'agriculture étant de type extensif, comme en Amérique), représentent seulement 23 % de la surface totale cultivée. Tandis que le 1/4 restant cultive donc plus de 840 hectares chacune, occupant les 77 % de la surface totale. Nous voyons ainsi que la production est surtout concentrée dans des entreprises de grandes dimensions. Pour ce qui est des rapports de propriété, nous pouvons noter que les propriétaires sont généralement les gestionnaires des fermes ; seulement 22% d'entre elles sont en location. Comme on le voit, les conditions propres à la revendication révolutionnaire de type démocratique du partage des terres n'existent pas. Il n'y a pas de grandes latifundia dont la propriété est morcelée en une myriade de lopins donnés en métayage, ou sous une forme mixte de location à de petits paysans, ou sous d'autres formes de propriétés et de locations, mais de toute façon caractéristiques d'une économie pré-capitaliste. Au contraire, il s'agit là de grandes entreprises agricoles gérées sur une base purement capitaliste et orientées vers le marché. Quant à la petite bourgeoisie agraire, le traditionnel paysannat qui joue un rôle si important dans la révolution démocratique bourgeoise, elle est quasi inexistante ou en nombre insignifiant.

En scène se trouvent seulement la classe des propriétaires fonciers, des capitalistes agraires – c'est-à-dire les "farmers" qui dans la majorité des cas, comme on l'a vu, se confondent avec la première classe –, et celle des salariés agricoles. La ligne de conduite que cette situation impose au prolétariat n'est pas de réclamer le partage des terres, mais la gestion collective des fermes, ce qui sera possible seulement après la révolution sociale et l'instauration de la dictature de classe.

L'industrie minière (dont le principal produit aujourd'hui est l'or) a été la base de l'expansion de l'économie sud-africaine. A partir de cette industrie s'est développé pour la première fois un marché national. Les premiers vrais centres urbains sont apparus et avec eux tout un réseau de moyens de

communication. En outre les mines ont fait naître la classe ouvrière moderne. Des milliers et des milliers de bantous, arrachés à leur économie primitive, vinrent vendre leurs bras disponibles sur le marché de la force de travail. Ils furent la base de l'accumulation primitive du capital qui attirant d'importants capitaux extérieurs permit de restituer une rente (travail non payé) qui fut, même partiellement, réinvestie localement.

Jusqu'en 1950, la production minérale par rapport à l'industrie et à l'agriculture est restée la branche la plus importante en pourcentage du PNB. Si aujourd'hui cette part, en pourcentage, s'est notablement réduite, – 12,4 % en 1973 contre 27 % en 1911-12 – l'activité minière n'en reste pas moins un facteur de première importance pour la solidité et le développement de l'économie, tant pour son effet bénéfique sur la balance des paiements – le prix de l'or reste relativement stable, et a eu même plutôt tendance à augmenter ces dernières années – que pour les ressources financières qu'elle procure à l'État. Il est vrai que l'exploitation des mines revient à des compagnies étrangères. Toutefois la production est soumise à une forte taxation, et l'État, auquel appartient une partie du capital, participe directement aux profits.

L'extraordinaire développement de l'industrie extractive en Afrique du Sud a été rendu possible, non pas tant à cause d'une exceptionnelle richesse du sous-sol, mais surtout grâce à un système d'exploitation qui a permis de rendre les mines extrêmement rentables du point de vue capitaliste. Tout le monde sait que l'Afrique du Sud est très riche en or ; ce que l'on connaît moins, ce sont les difficultés géologiques et technologiques de son extraction. Ces difficultés ne sont surmontées que parce que les employeurs disposent à discrétion d'une main d'œuvre noire abondante qui se trouve contrainte d'accepter de travailler dans les pires conditions pour un salaire très bas.

M.J Pentz, économiste bourgeois, rappelle les obstacles naturels qui rendent difficile cette exploitation : « La profondeur des lieux de travail, l'étroitesse des galeries, la chaleur excessive, les infiltrations d'eau, les larges failles dans la roche, etc » sont des obstacles tels qu'ils « rendraient cette exploitation impossible en tout autre pays que l'Afrique du Sud. » En fait de nombreux pays ont de grandes réserves d'or, mais chez peu d'entre eux existent les conditions telles à en rendre l'exploitation rentable.

Aux États-Unis, par exemple, le coût de production de l'or tournait autour de 124 dollars l'once, tandis que sur le marché son prix, depuis 1970, égale environ 35 dollars l'once ; il est clair que dans ces conditions le capital américain ne pouvait se lancer dans l'extraction.

Comme nous avons vu et verrons encore par la suite, c'est proprement le système de l'apartheid qui assure le bas coût et l'ample disponibilité de la main d'œuvre noire. Le développement de l'industrie sud-africaine se fonde, elle aussi, sur cette main d'œuvre à bon marché, taillable et corvéable à merci.

Cette dernière s'est développée à la fin du siècle dernier à partir des industries nécessaires à l'extraction minière (production de l'outillage utilisé dans les mines, les explosifs, transformation des minerais, etc...) et de l'industrie de transformation des produits agricoles et de l'élevage qui apparurent en même temps que les grandes villes. C'est toujours durant la première guerre mondiale, à la suite des difficultés d'importation dans un pays encore substantiellement agricole, que l'industrie connut une forte impulsion.

La main d'œuvre noire employée dans les fabriques égalait la main d'œuvre blanche en nombre, et il n'y avait pas encore une tendance à la prédominance. La répartition était différente ; ainsi les villes étaient peuplées principalement par les blancs, tandis que les noirs résidaient dans les zones agraires et prévalaient dans la production agricole et minière. Dans ce dernier cas, comme nous l'avons vu, le rapport avait atteint dans les années 20 celui de trois noirs pour un blanc.

C'est avec la crise de 1931-33 que l'on a un premier changement dans la composition raciale de la classe ouvrière industrielle. En 1938, le nombre des noirs est déjà une fois et demi celui des blancs, tandis que l'indice de croissance de la production atteint des niveaux jusqu'alors inconnus. Mais le vrai bouleversement dans la composition raciale de la classe ouvrière eut lieu entre 1945 et 1955 ; et qui, pas par hasard, correspond avec la période dans laquelle le système de l'apartheid a pris sa forme définitive et le plus en conformité avec les intérêts capitalistes. Les ouvriers noirs deviennent deux fois plus nombreux que les ouvriers blancs en 1945 et 3 fois plus en 1950. Pendant ce temps, la production atteint des

sommets exceptionnels, faisant de l'Afrique du Sud un pays industriellement avancé et dont la production égale 40 % de celle de tout le continent africain.

C'est justement l'introduction de la main d'œuvre noire qui travaillant pour un salaire minime et permettant une masse considérable de profit, a permis l'industrialisation du pays à une telle échelle. A cause de ses taux de profit extrêmement élevés, l'Afrique du Sud est connue comme une place optimum pour l'investissement des capitaux du monde entier. Comme on le voit, l'édifice monstrueux de l'apartheid plonge ses racines dans la structure économique de la moderne société sud-africaine. Ce n'est donc pas un résidu du colonialisme, ou une expression de formes arriérées ou précapitalistes, comme l'esclavage, ou pire encore, le résultat d'une mentalité rétrograde et réactionnaire de la bourgeoisie sud-africaine, à laquelle on voudrait opposer une mentalité progressiste, illuministe et démocratique, plus conforme à l'esprit des temps. Cette structure tire son origine, au contraire, du développement du capitalisme lui-même. Le "progrès" du capitalisme est loin d'être rose et couvert de fleurs, comme voudrait nous le faire croire l'opportunisme, mais s'accompagne partout et toujours de la faim et de la violence et se nourrit de la sueur et du sang des classes opprimées.

L'APARTHEID ET LA CONDITION DE LA CLASSE OUVRIÈRE.

L'apartheid représente donc le système moderne et efficient par lequel l'Afrique du Sud réalise l'exploitation d'une main d'œuvre à bas coût. On a vu dans la première partie du travail que ce système a eu ses premières théorisations dans le parti travailliste intéressé qu'il était à défendre les intérêts d'une aristocratie ouvrière blanche et à lier le prolétariat blanc au capitalisme sud-africain. Il s'ensuivra une série de mesures qui seront les prémisses à son édification complète après-guerre. Nous ne nous arrêterons pas sur les arguments ridicules par lesquels la bourgeoisie sud-africaine se justifie. L'important est qu'à partir de ce moment l'apartheid sera systématiquement appliqué par l'État qui usera de tous ses moyens coercitifs. La conséquence en sera la déportation massive de milliers de noirs qui devront peupler les ghettos à la périphérie des cités, ou les immenses "camps de concentration" appelés plus tard **bantoustans**.

Aujourd'hui, chaque noir doit posséder un laissez-passer qui doit être signé chaque mois par le patron et contenir en outre le permis de séjour dans le lieu-dit et un reçu des impôts payés au bantoustan. Dans le cas contraire, le bantou est renvoyé sans autre forme de procès manu militari dans la réserve à laquelle il est rattaché. En application de cette loi, chaque jour plus de 10.000 Africains sont ainsi arrêtés.

Il est évident que dans ces conditions, à cause du risque d'aller grossir la masse des chômeurs qui remplissent les réserves et la perspective d'y mourir de faim avec sa famille, un ouvrier noir est prêt à vendre sa force de travail à n'importe quel prix, même en travaillant 10 à 12 heures à 2000 mètres au fond des mines.

Suivant les experts bourgeois, le niveau minimum de pauvreté au dessous duquel l'on tombe dans la dénutrition, est de 85 rands par mois pour une famille moyenne. Avant l'onde de grèves déclenchée en 1973, le salaire pour les ouvriers textiles du Natal était de 5 à 8 rands par semaine, tandis qu'il était de 9 rands pour les ouvriers des briqueteries. Les tailleurs de canne à sucre gagnaient 15 rands pour 30 jours de travail.

Un professeur de l'université du Natal a visité la bourgade ouvrière de Beaumont Wattle Estate, où vivent les ouvriers de la grande entreprise anglaise Courtanlds : « Les cases sont faites de boue... à l'intérieur il n'y a ni lit ni autre mobilier, et le terrain sur lequel est bâti le bourg est couvert de fange. La compagnie ne donne aucun subside pour la maladie ou la grossesse, et ne paye aucun jour férié... L'ouvrier Sisva, d'ethnie zouloue, marié avec trois enfants et qui a 32 ans gagne 22 rands par mois. » On a l'impression de lire « La situation de la classe laborieuse anglaise » d'Engels, ouvrage qui démontrait, en prenant pour exemple la "magnifique" Angleterre de ces temps, comment le progrès capitaliste et une économie florissante sous le capitalisme signifiaient bien-être et richesse à un pôle de la société et conditions de vie inhumaines à l'autre.

Il est clair que ce système représente une mine à retardement dans le sous-sol de la société

sud-africaine. Ce n'est pas par hasard si l'État se trouve contraint d'augmenter démesurément son épouvantable appareil répressif.

BOURGEOISIE ET PROLÉTARIAT, SOLUTIONS ET PERSPECTIVES.

On a vu comment la moderne économie sud-africaine s'est développée grâce à un système qui lui assure la disponibilité d'une main d'œuvre à très bon marché. Si le capitalisme veut supprimer l'apartheid, il est évident qu'il devra le remplacer par un système qui lui assure les mêmes conditions nécessaires à son existence. Une amélioration consistante et constante des conditions de vie de la classe ouvrière est donc incompatible avec l'existence du capitalisme, quelque soit la forme par laquelle celui-ci manifeste sa domination. Pour cette raison, la lutte du prolétariat pour sortir de la misère dans laquelle il vient inéluctablement à être jeté en situation de crise ne peut que se diriger contre la société bourgeoise.

Nous avons vu comment l'apartheid porte en soi une série de contradictions. A celles-ci nous devons ajouter la nécessité d'un niveau culturel plus élevé dans le sens d'une plus grande qualification et d'une meilleure capacité de travail qui sont réclamés par l'industrie elle-même, mais que le système rigide de l'apartheid empêche de satisfaire.

Un autre dilemme posé par quelques économistes concerne l'adéquation d'un système qui bien qu'assurant la disponibilité d'une vaste main d'œuvre à très bas coût réclame le maintien d'un gigantesque appareil répressif très coûteux. Mais surtout la bourgeoisie sud-africaine et le capital international se sentent assaillis par la situation sociale.

En ce moment où tout le continent et particulièrement l'Afrique noire est agité par des tensions sociales, le resurgissement de mouvements qui de façon plus ou moins cohérente tendent à s'opposer à l'assise politico-sociale imposée par le capitalisme international, à travers un entrelacement compliqué d'intérêts sous lequel se cachent les classes sociales et les contrastes inter-impérialistes, dans cette situation, donc, la répétition de révoltes sanglantes de la part du prolétariat sud-africain pourrait constituer l'amorce d'une réaction qui polariserait les intérêts des couches prolétariennes, semi-prolétariennes et paysannes des masses déshéritées de l'Afrique, les séparant ainsi irrévocablement, non seulement des deux blocs impérialistes et des classes qui leur sont liées, mais aussi de ces couches bourgeoises et semi-bourgeoises, non révolutionnaires, toujours enclines aux compromis, et cherchant constamment à tirer le mouvement social en arrière. L'Afrique du Sud représente ainsi potentiellement un puissant foyer révolutionnaire qui risque d'incendier toute l'Afrique, la moderne classe ouvrière sud-africaine étant cette avant-garde qui dans la future révolution pourra cimenter toutes ces couches prolétariennes et semi-prolétariennes du continent africain.

Il est certain qu'une victoire prolétarienne en Afrique du Sud bouleverserait tout le continent et ne pourrait pas ne pas avoir une répercussion importante sur l'alignement des classes à l'échelle mondiale. Pour cette raison la question sud-africaine représente un point fondamental que non seulement le capitalisme sud-africain, mais le capitalisme international, et dans le bord opposé le parti de classe, ne peuvent pas ne pas prendre au sérieux.

Du point de vue du capital, le problème n'est pas facile à résoudre. Nous avons vu comment l'actuelle assise économique ne peut pas se soustraire à la nécessité de disposer sur une vaste échelle d'une main d'œuvre à bon marché. Dans les conditions de l'Afrique du Sud, il ne peut pas se développer une couche vraiment consistante de petits bourgeois et d'aristocrates ouvriers noirs qui puissent efficacement jouer le rôle de conservation sociale. Il est certain toutefois que le capitalisme, pour atténuer la tension, ne peut aller que dans cette direction. Cependant les difficultés sont énormes et la création d'une couche moyenne noire ne peut pas se faire sans d'importantes subventions internationales, accordées dans l'intérêt commun de bloquer tout ferment révolutionnaire qui pourrait contaminer l'ambiance sociale, même externe.

Toutefois il existe le péril pour le prolétariat, surtout en l'absence d'un parti de classe, de tomber sous l'influence petite bourgeoise d'organisations type ANC (African National Congress), qui tout en s'appuyant sur les couches moyennes des métisses et aussi sur cette frange petite bourgeoise de la population noire, qui bien que très minoritaire existe néanmoins, arrive à exercer une certaine influence

parmi les ouvriers. Ces organisations auxquelles adhère le **PCSA** (Parti Communiste d'Afrique du Sud) revendiquent la fin de la ségrégation, un État démocratique, et avancent le mot d'ordre d'égalité des races ensemble à celui "d'égalité des classes", c'est-à-dire qu'elles posent le terme de race en éludant la question des classes ; alors que, comme nous l'avons vu, derrière l'oppression raciale se cache l'oppression de classe. Le problème se pose au contraire en terme de conquête des conditions économiques et sociales qui permettront à la classe travailleuse de sortir de la situation de misère et de faim dans laquelle le capitalisme l'a jetée, et non pas en celui de l'obtention d'une égalité juridique face à l'État. Cette lutte du prolétariat noir, à l'encontre de la perspective pacifique, ne pourra déboucher que dans la lutte révolutionnaire pour la destruction du système capitaliste et l'instauration non démocratique de la dictature du prolétariat. L'issue de cette lutte dépendra de celle que mènera le prolétariat à l'échelle mondiale et surtout de la lutte qui se déroulera en Europe.

En paraphrasant les mots d'ordre qui enflamment les masses opprimées du prolétariat noir, mais qui trop facilement se prêtent aux déviations petites-bourgeoises, nous réaffirmerons nos positions classistes : l'"État noir" ne peut signifier que dictature du prolétariat ; que mort aux capitalistes exploités ; "libération des peuples de couleur" que l'émancipation de la classe travailleuse du joug du capitalisme. Ce programme présuppose, et nous l'écrivons en toutes lettres, la création, le renforcement et l'extension de pures organisations prolétariennes, au sein desquelles devra se constituer une avant-garde organisée en **PARTI POLITIQUE** n'ayant pas peur de proposer ouvertement sa dictature de classe et fermement résolu à conquérir le pouvoir les armes à la main. Sans cela, l'assaut au régime de Pretoria sera impossible et se terminera en une défaite sanglante.

LES PERSPECTIVES DE LA RÉVOLUTION EN AFRIQUE DU SUD ⁶

Malgré plus de 500 morts depuis le début de l'année et l'arrestation (à l'heure où nous écrivons) à la suite de la proclamation de l'État d'urgence de 1300 personnes au moins, le prolétariat noir d'Afrique du Sud ne plie pas : grèves, démonstrations, affrontements avec la police se succèdent en une spirale sans fin. Face à cette agitation sociale qui secoue la république d'Afrique du Sud depuis maintenant plus de dix ans, la bourgeoisie occidentale, qui vit de l'exploitation du prolétariat du monde entier et notamment de l'exploitation de celui sud-africain, prend peur et commence à dénoncer "l'intolérable" et "honteux" système de l'apartheid. Si ce système lui a permis de réaliser de substantiels profits durant plusieurs décennies, aujourd'hui, dans la situation de crise économique mondiale, la conjugaison de l'oppression raciale à l'exploitation de classe basée sur le salariat crée une situation explosive et menace non seulement ses investissements, mais toute la stabilité sociale et politique de l'Afrique australe, et au-delà de tout le continent africain. Comme le disait le président du Mozambique, Samora Machel, dans une interview au journal "Le Monde", une révolution en Afrique du Sud serait plus radicale et aurait bien d'autres conséquences que la révolution française de 1789. C'est justement pour cette raison que, comme représentant de la bourgeoisie noire de l'Afrique australe, il a tendu la main au gouvernement raciste de Pretoria. Pour la même raison, Mugabé, le porte-parole de l'aile radicale de la révolution nationaliste du Zimbabwe, au lendemain de sa victoire électorale, alors que son gouvernement n'était pas encore constitué, déclara, rassurant Pretoria : "Nous voulons que l'Afrique du Sud nous considère comme un bon voisin, de la même façon que nous envisageons de nous conduire à son égard dans le cadre d'une juste coexistence mutuelle. Il n'est pas question d'offrir aux mouvements de libération d'Afrique australe en lutte contre Pretoria des "sanctuaires" pour leurs opérations. Le Zimbabwe apportera un soutien diplomatique et moral à ceux qui combattent l'apartheid, mais aucune aide militaire." (Le Monde du 11-3-1980).

Quelques jours après, le président Samora Machel s'empessa d'abonder dans le même sens. Au delà des divisions de race, la bourgeoisie, qu'elle soit noire ou blanche, constitue un front unique face au prolétariat.

Comme nous l'avons démontré en de précédents travaux (cf Il Programma 1956, n°13-14 et Il Partito 1976 n°28-31), l'Afrique du Sud possède une industrie développée et très concentrée – 70 % de la production industrielle et 40 % de la population active sont concentrés dans la région de Durban-Pinetown, la péninsule du Cap et la région de Port Elisabeth-Uitenhage qui représentent seulement 4 % de tout le territoire sud-africain – avec un prolétariat important et moderne en écrasante majorité noir (environ 80 % pour le prolétariat non blanc). Nous en trouvons la confirmation en calculant, comme nous l'avons fait dans le passé avec les grands pays industriels, le taux de développement du capitalisme en Afrique du Sud, c'est-à-dire son degré de rapprochement du modèle pur à trois classes de Marx. D'après les données fournies par l'office des statistiques de l'Afrique du Sud, nous obtenons pour 1976 :

(tous les chiffres sont exprimés en millions)

- Population totale : 25,5
- Population active : 8,9 soit 35 %; taux plus faible que celui de la France ou de l'Italie (40 %), mais identique à celui espagnol (36 %).
- Population active dans l'agriculture : $8,9 \times 32 \% = 2,86$
- Population active dans les mines : $8,9 \times 16\% = 1,42$

⁶ Il Partito, novembre 1985

- Population active dans l'industrie : $8,9 \times 27,5 \% = 2,45$

Pour calculer le nombre de prolétaires dans chaque secteur, nous appliquerons les mêmes critères déjà utilisés dans le passé (voir à ce propos "Volcan de la production ou marais du marché" et "Russie et révolution dans la théorie marxiste") :

- Agriculture : $2,86 \times 4/10 = 1,14$
- Mines : $1,42 \times 7/10 = 1$
- Industrie : $2,45 \times 7/10 = 1,7$

Le chiffre de 1 million pour les mineurs est trop grand – en effet d'autres sources nous indiquent 550.000 mineurs –, mais comme nous n'avons pas tenu compte des travailleurs des services publics, c'est-à-dire de la poste, des transports, des travailleurs municipaux, etc., nous le laissons donc ainsi. Faisons la somme : $1,14 + 1 + 1,7$, ce qui donne 3,84 de purs prolétaires. Laissons de côté la grande bourgeoisie industrielle et foncière qui représente une minorité, et nous obtenons comme taux de capitalisme $3,84 / 8,9 = 43 \%$.

Un autre calcul fait pour 1980 avec d'autres chiffres nous donne 48 %. En somme tout grossier qu'il soit, ce calcul nous indique que le degré de développement du capitalisme dans la république sud-africaine contemporaine est plus élevé que celui de l'Italie des années cinquante (30 %) et de la France de la même époque (40 %), mais plus faible que celui de l'Italie et de la France d'aujourd'hui : environ 55-60 %. Toutefois il est équivalent à celui de l'Espagne moderne : 44 %.

Pour avoir une idée un peu sommaire de la force industrielle de l'Afrique du Sud, nous prendrons la production d'acier par tête en établissant une comparaison avec la France et l'Espagne, ce qui donne :

PRODUCTION D'ACIER EN PAR HABITANT		
PAYS	1976	1981
AFRIQUE DU SUD	273 kg	308 kg
FRANCE	552 kg	391 kg
ESPAGNE	322 kg	341 kg

La production d'acier en France est en diminution constante depuis la crise de 1975 ; cependant nous pouvons voir que ses capacités productives sont bien supérieures à celle de la république d'Afrique du Sud. Il en irait de même si nous établissions la comparaison avec l'Italie. Par contre sa production avoisine celle de l'Espagne. De tout ceci nous pouvons conclure sans trop nous tromper que l'Afrique du Sud correspond à une petite et moyenne puissance industrielle européenne avec une industrie extrêmement concentrée comme en Belgique.

A partir de ce cadre économique, très sommaire, mais néanmoins suffisant pour notre analyse, nous pouvons en conclure que l'Afrique du Sud est plus que mûre pour la révolution communiste. La révolution n'y sera ni démocratique, ni nationale ; **elle sera purement prolétarienne avec pour but l'abolition du capitalisme basé sur le salariat, ou ne sera pas**. Le problème de la double révolution ne se pose plus. En effet ce pays, à travers la guerre des Boers contre l'impérialisme anglais, a déjà réalisé sa révolution nationale et démocratique, même si les populations noires n'y ont pas participé, ou seulement en un mode extrêmement mineur, et que celle-ci fut donc essentiellement la tâche de la race blanche. En ce temps, le rôle des populations noires dans la société sud-africaine était encore marginal et passif. Le prolétariat qui formait une minorité était en majorité blanc. Aujourd'hui la situation est complètement différente. Sans le travail du prolétariat noir, toute l'industrie et les mines seraient paralysées et avec eux la société sud-africaine s'écroulerait. Et plus le temps passe, plus le poids de la population noire s'accroît. Il est vrai que l'agitation sociale qui secoue l'Afrique du Sud n'est pas le seul fait du prolétariat noir. La lutte contre l'apartheid mobilise la petite et moyenne bourgeoisie noire, une partie de celle métisse et indienne et une minorité blanche. L'ANC (African National Congress) fondé en

1912 et qui lutte pour une société démocratique et pluri- raciale est justement issu de ce stratum social. Le PAC (Pan Africanist Congress of Azania) qui résulte d'une scission en 1960 de l'ANC et plus récemment encore de l'AZAPO (Azanian People's organisation) sont issus du même filon social. Ces deux dernières organisations, sans exagérer, reprennent à leur compte les mêmes positions que le parti nationaliste de Pieter Botha, mais en les inversant.

Cette bourgeoisie de couleur est non seulement numériquement trop faible face à la masse du prolétariat, mais surtout les rapports de production bourgeois sont désormais trop mûrs pour qu'elle puisse jouer un quelconque rôle révolutionnaire. A cause de cela, au fur et à mesure que la lutte du prolétariat se radicalisera, elle se montrera lâche et cherchera un compromis au sujet de l'apartheid avec la bourgeoisie blanche. Il est amusant de rappeler la déclaration de l'évêque Desmond Tutu qui s'est dit "triste" lorsqu'il a appris que le gouvernement de Botha refusait de le recevoir. En effet il espérait pouvoir « apporter sa contribution au pays, alors que la situation est désespérément grave. » Bien sûr l'évêque n'est pas le représentant le plus radical de cette couche sociale. Cependant Monsieur Oliver Tanbo, le leader de l'ANC, dont l'organisation jouit d'une certaine influence parmi les masses africaines, a trouvé extrêmement positive la visite que le sénateur Kennedy – un représentant patenté de l'impérialisme américain – a rendu en Afrique du Sud à la suite de l'invitation de son organisation. Quant à l'AZAPO, qui a critiqué et s'est opposée à cette rencontre, elle suivra le même chemin, tout comme l'ont déjà fait dans le passé ceux qu'elle prend pour modèle : les partis petits bourgeois du Mozambique, de l'Angola et du Zimbabwe. Ces derniers, pour éviter d'être débordés par l'élément plébéien durant la phase finale de la révolution bourgeoise, se sont entendus avec l'impérialisme portugais et anglo-américain pour une passation pacifique du pouvoir. Mugabé, par exemple, est venu au gouvernement au travers des élections organisées par les Anglais. En résumé, à cause des conditions économiques et sociales bourgeoises, archimûres, où l'on peut voir les trois classes modernes du capitalisme se délimiter nettement en Afrique du Sud, la bourgeoisie de couleur est mort-née et n'a aucune mission historique à accomplir. Son seul rôle ne peut être que contre-révolutionnaire en servant de tampon entre la bourgeoisie blanche et le prolétariat noir. Vouloir enfermer le mouvement prolétarien dans les limites d'une révolution nationale et démocratique reviendrait à vouloir faire tourner la roue de l'histoire en arrière. D'un côté le remplacement à la tête de l'État, comme au Zimbabwe, de la bourgeoisie blanche par celle de couleur, ne changerait absolument rien à la condition du prolétariat noir – l'exploitation du prolétariat au Mozambique, en Angola, au Zaïre ou en Algérie est tout aussi bestial et parfois même pire –, mais surtout si le prolétariat se laissait entraîner par les sirènes démocratiques de ces organisations, toute révolution finirait dans un bain de sang. Si ces couches sociales n'ont aucun rôle révolutionnaire à jouer, il resterait à voir si le prolétariat n'a pas des tâches démocratiques à prendre en charge. Pour cela il aurait fallu qu'il existe une paysannerie pauvre similaire à tous les autres pays d'Afrique, qui aurait servi d'allié en se rangeant derrière le prolétariat. Or, comme nous l'avons démontré dans un travail antérieur, une telle paysannerie n'existe pas en Afrique du Sud. La population noire y est prolétarisée à presque 95 %, et les fermiers blancs sont tous des entrepreneurs employant des ouvriers précisément noirs. Les seules tâches qui subsistent en Afrique du Sud sont celles de la révolution communiste. En abolissant non pas une forme particulière d'oppression, mais toutes les formes d'oppression, notamment celle ultime fondée sur le salariat, le prolétariat pourra s'émanciper en réalisant une vraie révolution des conditions économiques et sociales. Cependant pour atteindre ce but il est nécessaire qu'il se maintienne strictement sur un terrain de classe et qu'il ne se laisse pas détourner par les illusions petites bourgeoises de nationalisme et de démocratie.

Pour l'instant, malgré une répression féroce, le prolétariat s'organise sur le terrain économique en constituant un réseau de syndicats en dehors des syndicats officiels et en luttant à la fois contre le patronat et l'État bourgeois ; situation dont le prolétariat blanc d'Europe, après cinquante années catastrophiques de contre-révolution est encore loin, même si apparaissent les premiers symptômes de son futur réveil. En luttant pour ses revendications de classe, le prolétariat noir se montre être la seule vraie force révolutionnaire capable de s'opposer et un jour de renverser l'État bourgeois. Mais avant d'aller plus avant, remontons brièvement le passé pour voir comment les masses africaines furent peu à peu prolétarisées et intégrées au processus d'accumulation du capital. Jusqu'à la première moitié du 20ème

siècle la grande majorité de la population noire vivait en zone rurale, dont une bonne partie était encore attachée à la terre. Toutefois la situation commença à changer entre les deux guerres. La grande grève des mineurs blancs du Rand était justement dirigée contre l'introduction massive de la main d'œuvre noire qui se traduisait par un abaissement des salaires. A ce propos, quand le premier ministre français, Fabius, critique le régime de l'apartheid parce « qu'il rend institutionnelle la discrimination raciale et mine les principes moraux et politiques sur lesquels notre société est basée », il ne fait que rappeler que l'exploitation sous le capital ne se fonde pas sur une race particulière, mais sur le travail salarié du prolétariat. En cette occasion, l'État sud-africain dans la tradition de tout État capitaliste, en massacrant plus de 200 mineurs blancs, a montré qu'il le savait pertinemment, et s'est révélé moins raciste qu'on ne le croit. Donc faisant leur compte et pour répondre à la faim insatiable de main d'œuvre de l'industrie en pleine expansion, les capitalistes sud-africains n'hésitèrent pas à ouvrir toutes grandes les portes des fabriques aux ouvriers noirs, malgré l'opposition du prolétariat blanc qui voulait défendre et ses salaires et ses emplois. En 1930, pour la première fois, la part de la production industrielle dans le PIB (produit intérieur brut) dépassa celle agricole. Parallèlement l'exode des masses noires rurales vers les villes s'accélérait, atteignant entre 1933 et 1939 le nombre de 4.000.000 de personnes. Les années de guerre de 1937 à 1945 se caractérisent par une nette accélération du processus d'industrialisation. Comme pour de nombreux pays, l'Afrique du Sud profita de la paralysie économique de l'Europe pour développer ses propres industries de transformation et étendre son commerce international. A son tour ce processus augmenta la proportion des travailleurs noirs dans l'industrie et les mines, et ce d'autant plus que le quart de la population active blanche était enrôlée dans l'armée en soutien aux alliés. Ce qui fait que durant les années de guerre, la main d'œuvre noire s'accrut de 57 %, finissant par représenter à la fin de 1948, 80 % de la main d'œuvre non qualifiée, 34 % des ouvriers qualifiés et 6 % des spécialistes. L'entrée massive des travailleurs noirs dans les mines et l'industrie entraîna leur participation active aux luttes économiques, ce qui se traduisit par leur organisation sur le plan syndical.

A la fin de la première guerre mondiale, de nombreuses grèves éclatèrent un peu partout en Afrique du Sud. Elles mobilisèrent aussi les travailleurs noirs, dont les dockers et les employés municipaux. Mais surtout la grève la plus importante fut celle qui mobilisa en 1920 70.000 mineurs noirs. C'est de ce terrain de lutte économique qu'est sorti le premier syndicat noir, l'ICU (Industrial and Commercial Workers Union of Africa) fondé en 1919, qui comprit jusqu'à 100.000 membres en 1926. Son représentant fut le premier syndicaliste noir à se rendre, en avril 1927, à un congrès international, celui de l'OIT. Toutefois la grande dépression de 1930 toucha durement les ouvriers noirs, et l'ICU s'affaiblit. Vers la fin des années trente, les nationalistes afrikaners et leurs sympathisants, les fascistes nationaux chrétiens, tentèrent d'organiser les travailleurs blancs sur une base raciale. A la différence des mines où la division raciale était très marquée depuis le siècle dernier, et où seuls les ouvriers blancs qualifiés avaient le droit de s'organiser en syndicats – les ouvriers blancs non qualifiés étaient exclus de l'organisation syndicale et les patrons veillaient à faire respecter cette règle ; ils avaient en effet peur que si les ouvriers blancs non qualifiés s'organisent syndicalement, ils ne donnent l'exemple aux travailleurs noirs, entraînant de ce fait une augmentation générale des salaires –, la situation dans l'industrie était différente. Là le prolétariat blanc, qu'il soit qualifié ou non qualifié, était majoritaire. De ce fait, à côté des ouvriers blancs non qualifiés, dans les syndicats se trouvaient souvent les travailleurs noirs. Ainsi, pour en revenir à la situation de l'entre deux guerres, parmi les syndicats où existait une solidarité de classe non raciale, comme par exemple le "Garment Workers Union", les nationalistes afrikaners et les nationaux chrétiens n'arrivèrent pas à s'implanter. Par contre parmi les autres, ils réussirent à s'emparer de la direction usant pour cela de la violence en allant jusqu'à l'assassinat et le sabotage. Cependant la reprise économique et la guerre créèrent une situation favorable aux ouvriers noirs. Entre 1934 et 1945, les statistiques signalent 304 grèves impliquant 58.000 Africains, Métisses et Indiens, et 6000 blancs ; chiffres qui peuvent sembler faibles, mais n'oublions pas que les statistiques sous-évaluent toujours le nombre des participants. Dans même temps, le salaire moyen d'un ouvrier noir qui représentait en 1930 19,8 % de celui d'un blanc, passa à 26,6 % de ce même salaire moyen en 1941. A ce propos on peut rappeler l'attitude du parti "communiste" stalinien qui conduisit à la scission de la grande centrale des travailleurs noirs d'alors : la CNETU (Council of Non European Trade Unions). A la suite de l'entrée de l'Union Soviétique dans la guerre, celui-ci s'opposa à toute action qui pouvait miner l'effort de guerre. A l'opposé, la minorité qui

sortit du syndicat contrôlé par les stalinien pour fonder le PTU (Progressive Trade Union) argumentait justement, comme les événements ultérieurs malheureusement le démontrèrent plus que suffisamment, que les travailleurs n'avaient rien à gagner à aider le gouvernement à vaincre. Malgré le sabotage des stalinien et les mesures de guerre prises contre les ouvriers noirs, le nombre de jours perdus pour fait de grève doubla presque entre 1940 et 1945 par rapport à 1930. Les luttes de cette époque culminèrent dans la grande grève des mineurs noirs de 1946 qui mobilisa entre 70.000 et 100.000 travailleurs. L'État en riposte envoya l'armée et la grève se conclut par 12 morts. Avec cet événement dramatique et la venue au pouvoir du parti nationaliste afrikaner en 1948, à la suite de laquelle furent mis hors-la-loi le moribond "parti communiste" et tous les syndicats organisés sur une base non raciale, une période historique se terminait. Le mouvement syndical va alors s'éteindre. A la place des syndicats de classe ou réformistes subsisteront les syndicats officiels, fascistes, organisés sur une base corporatiste et dirigés par les seuls ouvriers blancs. Avec l'ensemble de ces mesures, l'abolition du droit de vote des métisses du Cap et la nouvelle constitution de la république, l'organisation sociale de l'apartheid sera systématisée. Malgré tout, une série de luttes syndicales sera conduite par les syndicats qui refuseront l'organisation raciale et fasciste. Ceux-ci se regrouperont en 1955 dans le SACTU (South African Congress of Trade Unions). Ces syndicats comprendront encore 9000 membres et conduiront la lutte pour un salaire minimum de 1 livre par jour. A cette époque, les luttes politiques dirigées surtout par l'ANC et le "parti communiste" désormais clandestin seront focalisées contre l'apartheid et se traduiront par de très nombreuses manifestations pacifiques auxquelles le SACTU apportera son appui. Ces luttes trouveront leur épilogue avec la tragédie de Sharpville où l'intervention des forces de police fit 69 morts. Désormais une chape de plomb tombera sur les luttes sociales et politiques, et l'ANC après le PC, sera mise hors-la-loi. Le SACTU ne sera jamais formellement interdit, mais tous ses dirigeants seront arrêtés et plus aucune organisation ne sera dans les faits possible. Le mouvement ouvrier africain pieds et mains liés disparut par conséquent de la scène sociale et politique. Cependant, durant cette période de contre-révolution, il puisera une nouvelle force dans le développement industriel. En effet, la croissance impétueuse de l'industrie de cet après-guerre augmentera de façon notable la dimension de la classe ouvrière, dont sa partie noire ; la fraction blanche diminuant relativement toujours plus pour constituer une couche aristocratique liée au régime de l'apartheid par ses privilèges. Les chiffres sont d'ailleurs éloquent. En 1951, l'industrie employait 742.000 ouvriers dont 360.000 noirs et 250.000 blancs ; en 1961 on passe à 957.000 dont 484.000 noirs et 301.000 blancs ; et en 1972 on atteint le chiffre record de 1.650.000 dont 950.000 noirs et 340.000 blancs. A ces chiffres, on doit ajouter ceux du prolétariat employé dans l'agriculture, les mines et les services.

Finalement après plus de dix ans de paix sociale, les premiers signes d'un réveil apparurent début 1972 avec la grève des chauffeurs d'autobus de Johannesburg et de Pretoria, dont le service est nécessaire au transport quotidien de 120.000 travailleurs noirs. Leur grève fit école et l'année se caractérisa par divers autres conflits dont les plus notables furent les grèves des 2000 dockers du Cap et de ceux de Durban. Le patronat et l'État, bien que surpris et déconcertés, réagirent brutalement : licenciements, interventions des forces de police, menaces d'emprisonnement, etc... Cependant le résultat ne fut pas totalement sans succès. Ainsi les chauffeurs d'autobus finirent par arracher 33 % d'augmentation ! Et en février de l'année suivante ils décidèrent de s'organiser en syndicat. Mais c'est surtout la grève de Durban qui a éclaté au début de 1973 qui a ouvert la série des grandes grèves qui ont bouleversé les années 1973-74. Il ne s'agissait plus d'une grève locale. Partie d'une fabrique de matériaux de construction, elle a rapidement gagné les entreprises textiles, qui sont importantes dans la région et où les salaires sont bas, pour ensuite s'étendre aux travailleurs des services publics et à toute la région. Exemple par sa force, son extension et ses résultats, elle fit l'effet d'une véritable décharge électrique arrachant le prolétariat à sa torpeur. Plusieurs facteurs ont contribué à ce réveil impétueux de la lutte des classes, et d'une manière générale de l'opposition de la population noire à l'oppression raciale. La progression des mouvements d'indépendance nationale en Afrique Australe, qui a conduit à la chute, les uns après les autres, des bastions de la domination blanche (d'abord le Mozambique en 1974, puis l'Angola en 1976, et pour finir la Rhodésie) a eu un effet indéniable. Avec l'effondrement de la Rhodésie, la révolution bourgeoise s'est étendue jusqu'aux frontières de l'Afrique du Sud, dernier bastion de la domination blanche. La nouvelle de la victoire (électorale et non pas les armes à la main) de Mugabé, bien qu'elle ait eu lieu sous les bons auspices de l'Angleterre, fut accueillie dans la liesse et la joie par les larges masses noires sud-africaines.

A partir de ce moment, il était devenu évident pour tout observateur quelque peu perspicace, que la fin de la domination blanche en Afrique du Sud n'est qu'une question de temps.

A ce facteur subjectif venait s'ajouter la condition économique des masses africaines. Bien que le début des années 70 furent des années florissantes pour le capital sud-africain, il n'en allait pas de même pour le prolétariat. La dévaluation de 8 % en 1971 du rand (monnaie sud-africaine) combinée à une augmentation générale des prix alimentaires, se traduisit entre 1971 et 1973 par un accroissement de la pauvreté de 40 %. En 1973 une analyse économique a démontré que 80 % des Africains employés dans les fabriques anglaises et sud-africaines étaient payés en dessous du seuil de pauvreté. Dans le même temps, le nombre des chômeurs qui ne fait que s'accroître depuis la dernière guerre a vu son rythme d'augmentation s'accroître : passant d'une moyenne de 4000 par mois entre 1961 et 1969 à celle de 11.000 par mois entre 1971 et 1975. Presque le triple ! Ce tableau que nous venons de tracer à grands traits était particulièrement vrai à Durban, grande région industrielle, dont la principale activité est l'industrie textile qui emploie une main d'œuvre à très bas salaire. Donc la combinaison d'un facteur subjectif (la défaite des bastions blancs ceinturant l'Afrique du Sud) et d'une situation économique dramatique pour les masses africaines, situation d'autant plus intolérable que le capitalisme se trouvait encore en pleine prospérité, explique les grandes grèves de 1973-75. Ces deux facteurs se trouveront relayés à partir de 1975 par la crise économique mondiale qui touchera très durement l'Afrique du Sud. En aggravant les conditions d'existence des masses, elle portera les luttes sociales à un niveau d'exaspération encore jamais vu auparavant. Quelques chiffres suffiront à donner une idée de l'acuité de la crise économique et de ses conséquences sociales. La part des exportations dans le PIB (produit intérieur brut) passera de 30 % en 1970 à 25 % en 1984 ; ce qui se traduira par un déficit chronique de la balance commerciale et un endettement croissant de l'État. La dette publique avoisine aujourd'hui 20 milliards de dollars dont 8,6 à court terme. Le nombre des chômeurs parmi les travailleurs noirs a fini par atteindre 3.000.000 de personnes, soit plus de 20 % de la population active. D'après une analyse économique rapportée par le "Die Beald" du 12-12-84, 22 % des familles noirs se disent touchées par le chômage, ainsi que 5 % de celles blanches. Quant à l'inflation elle dépasse allégrement les 16 % l'an. Pour la seule année 1984, le prix du maïs a augmenté de 30 % et celui du pain de 25 %. On imaginera facilement les conséquences sur le niveau de vie du prolétariat noir lorsque l'on saura que le maïs constitue l'aliment de base des populations noires. En 12 mois, le prix des produits de première nécessité s'est accru de 21 %. Le résultat a été une diminution du niveau de vie des populations sud-africaines que la "Barkley Bank" a chiffré à 6 % en moyenne par an depuis 1979. Les blancs avaient déjà vu le leur diminuer légèrement de 4 % entre 1975 et 1978. Bien qu'au cours des années 1970, la tendance a été à une diminution de l'écart des salaires entre blancs et noirs, comme on peut le voir dans le tableau I, ce sont évidemment ces derniers qui souffrent le plus de la crise économique. Ainsi la consommation de maïs a diminué de 20 %, sans qu'elle soit pour autant remplacée par celle d'un autre aliment. Dans la région de Durban, chaque année 8000 nouveaux nés noirs sont abandonnés par leurs parents. Dans les campagnes, parmi la population noire 820.000 personnes sont réduites à vivre de charité. Quant à la sous alimentation parmi les enfants, dans les bantoustans du Ciskei, elle atteint le taux pharamineux de 89 % ! Dans les autres bantoustans, la situation n'est guère meilleure. L'on peut dire que si les blancs virent leur consommation de produits de luxe diminuer légèrement, pour le prolétariat noir, il s'agit de sa survie.

Pourcentage du salaire moyen d'un africain par rapport à celui d'un blanc		
Secteur	1972	1982
Mines	5,47%	17,79%
Manufactures	17,12%	31,60%
Électricité	21,72%	26,76%
Construction	16,05%	18,35%
Commerce	21,72%	24,94%
Transports et Communications	16,61%	25,96%

Par conséquent, la combinaison d'un facteur subjectif (l'extension de la révolution bourgeoise jusqu'aux portes de l'Afrique du Sud) aux facteurs économiques, dans la situation de l'apartheid où les noirs sont traités comme du bétail, a créé une situation explosive. Si l'on examine les statistiques sur les grèves, fournies par l'Office de Pretoria, on peut distinguer deux moments ; d'abord les années 72-74, qui correspondent encore, malgré la détérioration du niveau de vie des masses, aux années de prospérité du capital, ce qui lui a permis de lâcher du lest ; ensuite les années 80-84 qui coïncident avec la crise économique.

NOMBRE DE GRÈVES ET DE GRÉVISTE PAR ANNÉE		
Année	Nombre de grèves	Nombre de grévistes
1971	69	4 196
1972	71	8 814
1973	370	98 029
1974	384	58 975
1975	276	23 295
1976	248	26 931
1977	90	15 091
1978	106	14 088
1979	101	17 323
1980	207	56 286
1981	342	84 705
1982	396	141 517
1983	336	64 469
1984	469	180 000

Nonobstant une sous-évaluation générale du nombre des grévistes et des grèves, nous pouvons voir que pour 80-84 le nombre des grèves, non seulement est supérieur à celui de 72-74, mais la participation y a été bien supérieure (le double) avec deux maxima en 82 et 84. La différence s'explique par une situation de crise économique majeure dans le second cas. Durant les années 72-74, la classe ouvrière réagit à la dégradation de son niveau de vie et obtint effectivement une nette amélioration. Entre 1970 et 1976, tandis que le salaire des blancs augmente de 3,8 % en moyenne, celui des noirs s'accroît de 51,3 %. Durant les six premiers mois de 78, le salaire des travailleurs noirs s'accroît de 28 % contre 8,2% pour les blancs. Dans les mines, partant d'un niveau plus bas, la différence est encore plus spectaculaire. Entre 1970 et 78, tandis que le salaire des premiers s'accroît de 390 %, celui des seconds augmente de 79 %. Récupérant ainsi le retard accumulé durant les années antérieures, le prolétariat noir, de 73 jusqu'à fin 76, a vu en général son niveau de vie s'améliorer, tandis que celui blanc voyait le sien diminuer. Ceci dit, l'on ne doit pas oublier que le salaire moyen des travailleurs noirs est très bas, et varie, après ces augmentations arrachées de haute lutte, de 1/5 à 1/3 de celui d'un travailleur blanc. Pour avoir une idée, tandis que les prix des marchandises sur le marché sud-africain sont les mêmes qu'en Europe, le salaire de base d'un ouvrier noir dans l'industrie métallurgique, qui se trouve être parmi les meilleurs, équivaut environ à 1600-2000 F par mois. Même pas la moitié du SMIG français ! A l'inverse, les années 80-84 correspondent à une dramatique diminution du niveau de vie. Tout comme en Europe, la misère commence aussi à toucher les rangs du prolétariat blanc. On peut remarquer en outre que si le nombre des grèves et des grévistes a diminué après 74, le seuil est resté notable et très nettement supérieur aux années antérieures de paix sociale. Quant au minimum de 1977, il correspond à la répression qui a fait suite aux événements de Soweto de juin 76, qui est responsable de la mort de 500 personnes environ, rien que dans cette seule ville.

Le fait le plus important de toutes ces années n'est pas seulement que le prolétariat africain peu à peu se rende compte de sa force sociale, de son poids économique dans la société sud-africaine, mais surtout, malgré des conditions extrêmement difficiles, qu'il s'organise à travers tout un réseau de syndicats qui s'étend et se renforce d'année en année. En 1969, il ne restait plus que 13 syndicats moribonds regroupant 16.000 adhérents. Depuis 1973, 17 nouveaux syndicats sont apparus. Modestes au début, ces syndicats voient le nombre de leurs adhérents croître régulièrement et rapidement pour atteindre en 1977 entre 30.000 et 40.000 membres, et en 1981 360.000, puis en 1983 550.000, et enfin en 1984 1.500.000 ; soit le triple du chiffre de 1983. En outre, alors que les grèves de Durban en 1973 avaient touché des secteurs moins décisifs pour l'économie sud-africaine, les nouveaux syndicats se sont implantés et développés particulièrement dans les secteurs stratégiques : métallurgie, chimie, industrie automobile, transports, industrie mécanique, et aujourd'hui les mines. Mais ce mouvement d'organisation ne se limite pas au seul secteur industriel et minier ; il commence à gagner aussi le prolétariat agricole dont l'exploitation est plus que bestiale. Fait très important, ces "Unions", sauf la CUSA (Council of Unions of South Africa), se placent sur un terrain de classe en refusant toute division raciale et en cherchant, malgré les grandes différences de salaire, à organiser aussi les travailleurs blancs. Une minorité d'entre eux accepte d'entrer dans ces "unions", mais la pression sociale qu'ils subissent fait que leur adhésion est instable. Le syndicat le plus important est la "Federation of South African Trade Unions" (**FOSATU**) fondée en 1979, et qui regroupait déjà en 1983, à travers 490 entreprises, 106.000 membres. En 1982, elle pouvait se prévaloir de 285 accords et avait dirigé et organisé 145 grèves auxquelles ont participé 90.000 travailleurs. La FOSATU, influencée par un courant trotskyste organisé au sein de l'ANC, est le syndicat le mieux organisé et le plus centralisé, et tend à regrouper toutes les unions en une seule fédération nationale. La seconde union, organisée sur une base beaucoup plus étroite, est la CUSA (influencée par le mouvement la "conscience noire") à direction ouvertement réformiste. Elle comptait en 1982 148.000 adhérents dont la moitié (70.000) est apportée par la NUM (National Union of Mine Workers). A la différence de la FOSATU, en 1982 elle n'a dirigé que 13 grèves impliquant 10.000 travailleurs. La tendance aujourd'hui est au regroupement de toutes ces unions en une grande fédération nationale. Toutefois une division en deux groupes est apparue sur la question de l'enregistrement. L'un des deux groupes, appelé "hard line", refuse tout enregistrement auprès de l'État raciste de Pretoria, en arguant du fait que malgré leur illégalité, ils sont reconnus de fait au niveau des entreprises par les patrons. L'autre groupe, qui comprend la FOSATU, sans tomber, semble-t-il, dans le crétinisme légalitaire, s'est soumis à l'enregistrement officiel qui permet plus facilement au syndicat de s'étendre à l'échelle nationale. Pour nous marxistes, le fait que l'État sud-africain soit raciste ne change rien. Sa base est la société bourgeoise dont le fondement est l'exploitation salariée du prolétariat. Pour ce qui est du racisme, tous les États bourgeois sont racistes vis à vis du prolétariat. Il est encore trop tôt pour savoir si une grande Fédération réunissant tous les syndicats verra le jour. Dans tous les cas, une grande fédération comprenant la FOSATU est en cours de formation.

Le prolétariat noir, plein d'ardeur juvénile, continuant la tradition révolutionnaire du prolétariat blanc des années vingt, – tradition qu'il ne faut pas renier, même si ce dernier n'a pas réellement su surmonter les divisions raciales ; ce n'est pas pour rien qu'en 1922 l'État sud-africain a massacré 200 mineurs blancs – montre par les grèves, les boycottages économiques et les manifestations de rue, qui rapidement tournent à l'affrontement avec les forces de police et l'armée, être la seule vraie force capable d'abolir non seulement l'**apartheid**, mais aussi l'**exploitation basée sur le salariat**. Pour atteindre ce but, il ne suffit pas toutefois d'organiser un réseau efficace de syndicats de classe. Il est **surtout** nécessaire que le prolétariat s'organise en classe ; c'est-à-dire en parti politique de classe, en **parti communiste international**. Le chemin pour y arriver est encore long. L'héroïque lutte des classes dans les seules limites de l'Afrique du Sud ne peut suffire. Il convient qu'elle se généralise à l'échelle mondiale, et surtout qu'elle enflamme la vieille Europe putride, reportant le prolétariat occidental à ses glorieuses traditions de classe. En attendant le prolétariat sud-africain croît vigoureusement et se tient sur le chemin qui le conduira à renverser l'odieux État sud-africain et avec lui le capitalisme. Toutefois, il ne suffit pas que la classe soumise n'accepte plus ses conditions d'existence, qu'elle soit déterminée à lutter contre ses oppresseurs ; il faut aussi que les classes dominantes ne puissent plus gouverner comme par le passé. Mais nous savons que les mêmes contradictions économiques qui conduisent à la lutte des classes provoqueront une grave crise au sein des classes dominantes elles-mêmes.

L'apartheid qui a permis au capitalisme d'accumuler d'énormes profits, devient un obstacle au développement du capitalisme lui-même. L'un des principaux problèmes auxquels l'industrie se trouve confrontée est le manque de main d'œuvre spécialisée et qualifiée. Sous le régime de l'apartheid, les postes correspondants sont réservés aux blancs. Mais à cause de la différence de natalité – 1,4% pour les blancs contre 2,6 % pour les noirs –, le pourcentage de la population blanche par rapport à la population totale, qui représentait encore 20% avant guerre, diminue constamment pour atteindre aujourd'hui 14 %. Dans ces conditions ils ne peuvent pas subvenir aux besoins de l'économie sud-africaine. Jusqu'ici la demande en main d'œuvre d'ouvriers spécialisés et qualifiés était plus ou moins satisfaite en faisant appel à l'immigration blanche qui évidemment est coûteuse. Cependant au fil du temps l'immigration ne suffisait plus pour répondre à la demande. Ainsi en 1980 le manque était de 12 % et l'on prévoyait déjà pour la fin du siècle une insuffisance de 750.000 travailleurs qualifiés. A ceci vient s'ajouter la détérioration du solde immigration/émigration qui est devenu négatif à la suite des événements sociaux. Pour toutes ces raisons, nonobstant l'opposition des syndicalistes corporatistes blancs, le capitalisme sera conduit dans la pratique à remettre en cause le principe de la "couleur boer" qui réserve les emplois qualifiés et spécialisés aux seuls blancs. Un autre obstacle sur lequel vient buter le capital est l'exiguïté du marché africain. Bien que les dépenses domestiques de la population noire représentent une part croissante du marché sud-africain, (par exemple le centre commercial de Johannesburg dépend à 70 % des achats des noirs), les bas revenus de cette population et les obstacles qui entravent le développement des couches moyennes noires font que ce marché reste étroit. En outre la loi sur le "pass" et le fait que la majorité de la population noire soit considérée comme étrangère dans son propre pays, ajoutés aux autres discriminations, rendent la situation, déjà critique économiquement, tout à fait explosive. 35 % de la population noire vit dans les zones blanches ; ce qui fait, à la suite de l'extrême concentration industrielle que connaît l'Afrique du Sud, qu'en bien des endroits ils sont déjà majoritaires. Par exemple dans un rayon de 25 km autour de Johannesburg, 70 % de la population est noire. Mais en vertu du grand apartheid qui réserve 13% du territoire aux Africains, – qui constitue pourtant 70 % de la population totale –, ils sont des étrangers en Afrique du Sud. Lorsqu'un travailleur perd son emploi dans une zone blanche, lui et sa famille doivent lâcher les lieux pour retrouver la misère des bantoustans. Depuis 1960 plus de trois millions et demi de personnes furent ainsi déportées et deux millions d'autres sont encore jusqu'à maintenant menacées de l'être. En tout depuis 1948, avec une moyenne annuelle de 300.000 personnes arrêtées, 12,5 millions d'Africains ont subi le même sort. Ces restrictions aux déplacements des noirs, malgré ses avantages indéniables pour le maintien de l'ordre et le contrôle de la classe ouvrière, deviennent une difficulté supplémentaire s'ajoutant à l'exaspération générale et une rigidité inutile pour le "libre" déplacement de la force de travail. Pour toutes ces raisons, dans la situation de crise qu'il traverse, le capitalisme sud-africain est conduit à remettre en cause ces formes de l'apartheid. Déjà il est admis que la population noire qui vit dans les zones blanches y soit définitivement implantée. Sous certaines conditions le droit de propriété est reconnu. Or ce droit ne pourra qu'être toujours plus étendu, surtout si l'on veut favoriser le développement d'une couche moyenne. Dans l'industrie la loi qui réserve certains postes exclusivement aux blancs pèse aux industriels, contraints de verser des salaires plus élevés et ayant même de plus en plus de difficultés à se procurer cette force de travail nécessaire. Aussi cherchent-ils par tous les moyens à la contourner et à la faire sauter. Dans le même temps, les inévitables réformes qui favoriseront la minorité noire embourgeoisée ou en voie de l'être, frapperont durement l'aristocratie ouvrière blanche et les couches les plus basses de la petite bourgeoisie blanche. Ces réformes, sur lesquelles Voster est tombé, ne pourront pas s'imposer sans provoquer une rupture et un affrontement au sein de la population blanche, et une grave crise à l'intérieur du parti nationaliste au pouvoir depuis 1948. Si au premier abord ces couches se tourneront vers l'extrême droite, il n'est pas dit que par la suite, quand la crise deviendra bien plus aigüe et surtout lorsque le prolétariat d'Europe aura retrouvé ses traditions de classe, qu'elles ne rejoindront pas le prolétariat noir, si ce dernier aura su se maintenir décidément sur le terrain de classe et non de race. Tandis que la bourgeoisie noire et de couleur sera toujours plus encline au compromis avec le régime de Pretoria, la prolétarisation d'une partie de la population blanche accentuera la polarisation en classe de toute la société. Déjà aujourd'hui, à cause de leurs positions de classe, différents militants de la FOSATU se sont vus menacés d'avoir leur maison brûlée par des membres de l'UDF (Front démocratique inter-racial lié à l'ANC). Mais l'assassinat de Neil Agget, militant blanc de ce

syndicat depuis sa création, et les persécutions systématiques poursuivies par les autorités du Ciskei en collaboration avec l'État central, loin d'aboutir, n'ont fait que pousser la fédération à resserrer les rangs. **Seul le prolétariat sud-africain, organisé en classe, c'est-à-dire en un authentique parti communiste international, pourra renverser le régime raciste de Pretoria, et permettre le développement, sous sa dictature de classe, d'une société pluri-raciale, communautaire et non mercantile.**

NOUVEAUX SYNDICATS OUVRIERS EN AFRIQUE DU SUD POUR UN FRONT INTER- RACIAL DE CLASSE CONTRE LE CAPITAL⁷

L'année 1986, malgré l'état d'urgence et le couvre-feu décrétés sur tout le territoire, aura encore une fois montré la vitalité, mais aussi la force, le poids économique et social du prolétariat noir sud-africain. Avant de rapporter les péripéties des luttes tout au long de l'année 1986 et les grands événements qui l'ont marquée, revenons en arrière afin de rappeler la situation générale.

Après plus de 20 années de paix sociale, l'Afrique du Sud est entrée dans un tourbillon de violences et de luttes sociales sans précédent. Les facteurs déclenchant peuvent se ramener au nombre de deux. L'un, un facteur subjectif, est dû à l'extension des mouvements de libération nationale, c'est-à-dire de la révolution bourgeoise dans les anciennes colonies portugaises et anglaises, jusqu'aux frontières sud-africaines, portant à travers toute l'Afrique australe, avant celui d'Afrique du Sud, à l'effondrement des derniers bastions de la domination blanche. Ainsi, après la Zambie, le Mozambique, puis l'Angola, la Rhodésie, sous le nom de Zimbabwe – nom africain du principal fleuve qui arrose ce pays, alors que celui de Rhodésie était tiré du nom du grand colonisateur et impérialiste anglais Cecil Rhode – accéda à son tour à l'indépendance. L'accession à l'indépendance du Zimbabwe – malgré le fait que la Rhodésie était soutenue économiquement et militairement par la République d'Afrique du Sud – eut une grande répercussion au sein des masses sud-africaines et fut accueillie par une véritable explosion de joie. Dès ce moment, il devint évident que le temps de la domination blanche en Afrique du Sud, à plus ou moins longue échéance, était compté. L'autre grand facteur est la crise qui depuis 1975 secoue violemment l'économie sud-africaine.

Bien qu'important, presque 5 millions de membres, la population blanche est minoritaire au sein de la population globale (soit 15 % sur un total de 31 millions qui se décomposent comme suit : 22.800.000 noirs, 2.800.000 métisses, 873.000 indiens) et avec le temps, à cause de la différence de natalité, bien que encore relativement élevée chez les blancs, elle le deviendra toujours plus. Alors que dans les années vingt, la population blanche constituait encore 20 % de la population totale, on calcule qu'à l'horizon de l'an 2000 elle ne représentera plus que 12 %. D'autre part, la situation économique et sociale de la population noire a considérablement changé depuis le début du siècle. Alors encore dans son immense majorité d'origine rurale, elle est aujourd'hui en très grande partie urbanisée et représente 70% de la force de travail sud-africaine. Quand on se souvient que 70 % de la production industrielle et que 40 % de la population active se trouvent concentrés dans la région de Durban-Pinetown, dans la péninsule du Cap et dans la région de Port Elisabeth-Uitenhag qui représentent ensemble 4 % de tout le territoire sud-africain, on aura une idée de l'extrême concentration et de l'industrie et du prolétariat sud-africain.

Tous ces facteurs – très grande concentration d'un important prolétariat urbain, dure crise économique, etc. –, conjugués à une exploitation de classe féroce à laquelle se superpose une oppression raciale, font que la situation est devenue explosive dans la république d'Afrique du Sud.

Le cycle actuel de luttes a son origine dans les grandes grèves de Durban de 1973. A l'origine ces luttes avaient permis au prolétariat noir de rattraper une partie de l'écart des salaires qui l'oppose au prolétariat blanc et d'augmenter notablement son niveau de vie. Aujourd'hui, avec la crise économique qui se traduit sur le marché par une flambée des prix, le niveau de vie a substantiellement reculé. A la crise industrielle s'ajoute une crise agricole qui a provoqué une chute de la production du maïs et une forte augmentation de prix de cette denrée de base, essentielle dans l'alimentation africaine. A cela s'ajoute un important chômage, en constante augmentation depuis 1975, touchant en moyenne aujourd'hui 25 % de la

⁷ Il Partito, avril 1987, n°152

population noire active, mais qui dans certains districts, notamment des cités industrielles du Cap-Est, peuvent atteindre 50 voire 60%; si bien que dans le pays le plus industrialisé et le plus riche du continent africain, la sous-alimentation, surtout chez les jeunes enfants, et la famine, notamment en zone rurale et dans les bantoustans, ont fait leur réapparition. Ainsi, on peut lire dans le "Herald Tribune" du 17-07-1986 qu'au moins 9 millions de noirs vivant en zone rurale se trouvent en dessous du niveau de pauvreté, dont 1,4 million sans aucun revenu mesurable. De même 50 % des 600.000 enfants scolarisés dans les bantoustans souffrent de malnutrition. Confirmant tragiquement, encore une fois, que le capitalisme est incapable de nourrir la population. Au niveau du capital industriel et financier, la chute des profits, combinée aux risques politiques, font que les grandes firmes multinationales, surtout celles américaines, se retirent les unes après les autres. Les deux dernières en date sont entre autres IBM et Generale Motors. Bien que l'apartheid ait permis à ces entreprises durant des années de réaliser de substantiels profits, la situation de crises économiques et politiques fait qu'aujourd'hui le jeu n'en vaut plus la chandelle : comme on dit, les rats quittent le navire en perdition !

Pour le prolétariat noir, un des grands faits nouveaux de ces dernières années a été l'apparition des Unions ouvrières, nées spontanément au cours des luttes en opposition aux syndicats de régime officiels. D'abord nombreuses et éparpillées, organisées sur la base de l'entreprise, puis par branches, elles ont tendu à se regrouper en grandes confédérations. Ainsi le 1^{er} décembre 1985 est née la COSATU (Confederation of South Africa Unions) dont nous avons salué la fondation dans un de nos tracts et affiches consacrés à l'Afrique du Sud. La COSATU provient de la réunion de 34 unions dont la FOSATU – fédération qui comprenait déjà plusieurs unions organisées dans diverses branches industrielles – et la NUM – qui regroupe essentiellement des mineurs. Elle revendiquait 500.000 adhérents payant effectivement leur cotisation au moment de sa fondation, et visait à en regrouper un million d'ici la fin de l'année 1986 à travers dix solides unions industrielles. A la différence de la CUSA, syndicat réformiste et raciste inspiré par le mouvement de la "conscience noire" – né au sein des universités –, la COSATU vise à regrouper tous les travailleurs quelque soit la couleur de sa peau sur une base de classe. Les militants de cette organisation savent très bien qu'il ne suffit pas d'abolir l'oppression raciale pour réaliser l'émancipation de la majorité des travailleurs. Il leur suffit de regarder vers le Mozambique, le Zimbabwe ou le Zaïre pour voir comment des noirs oppriment d'autres noirs, et de voir comment la condition de la classe ouvrière y est terrible et bien souvent pire qu'en Afrique du Sud. Aussi ce syndicat, animé en partie par la tendance trotskyste de l'ANC, se réclame-t-il ouvertement du socialisme. Cependant cette revendication reste vague et générale, et s'exprime par l'inscription dans leur programme de la nationalisation des moyens de production – mesure qui comme on le sait n'a rien de socialiste ; d'ailleurs 60% de l'industrie est nationalisée en Afrique du Sud – et par l'exigence du contrôle ouvrier. Revendication que ne rejettent pas nombres d'opportunismes. Les vraies définitions socialistes rigoureuses et scientifiques sont : abolition du salariat et dictature du prolétariat. Mais comme on le sait, les syndicats sont spontanément réformistes, seule leur direction par le parti communiste leur confère un caractère révolutionnaire et vraiment de classe. Or, en Afrique du Sud, comme dans le reste du monde d'ailleurs, nous n'en sommes pas là. Néanmoins la COSATU en cherchant à organiser tous les travailleurs quelque soit la couleur de leur peau – ce qui est remarquable dans un pays où la différence de salaire entre travailleur blanc et non blanc est substantielle – montre qu'elle considère que l'oppression de classe est plus fondamentale que celle de race. Ce qui est un point très important. Dans la situation présente cette recherche de l'unité est difficile. Toutefois, quoique dans des proportions moindres, le prolétariat blanc est lui aussi touché par la crise ; ses conditions de travail empirent, son niveau de vie diminue et le chômage augmente aussi dans ses rangs ; si bien que dans quelques cas comme à Highweld Steel, en 1984, il est arrivé que ces unions, parce qu'elles sont les seules à défendre réellement les intérêts des travailleurs, aient dirigé la lutte des travailleurs blancs. Sur le plan international, tout en rejetant toute affiliation à aucune des deux grandes fédérations syndicales internationales, parce que réformistes, la COSATU cherche à établir un lien avec le prolétariat du reste du monde. Ainsi la FOSATU et la NUM avaient-elles déjà apporté un soutien actif aux mineurs anglais durant leur grande grève de 1985. Sans rapporter ici l'ensemble du programme de la COSATU, disons que quatre points essentiels s'en dégagent : 1° lutter pour obtenir un salaire minimum valable pour toute l'Afrique du Sud, c'est-à-dire l'équivalent de notre SMIG ; ce qui s'explique par le fait que la majorité des travailleurs gagne un salaire de misère ne lui permettant

pas de subvenir réellement à ses besoins, et que parmi elle des millions n'ont aucune garantie de salaire minimum. La COSATU espère mobiliser sur cette revendication des millions de travailleurs. 2° La deuxième revendication, très importante, concerne la réduction du temps de travail à 40 heures par semaine sans diminution de salaire, et la suppression des heures supplémentaires. 3° Le troisième point, tout aussi important, concerne l'organisation des chômeurs en une union affiliée à la COSATU et la lutte pour l'obtention d'un fond de chômage en addition de ce qui existe déjà – The unemployed benefits –, afin d'obtenir une véritable allocation de chômage qui serait complétée par le paiement du loyer, une réduction pour les transports et les soins médicaux gratuits ; c'est-à-dire en gros ce qui existe déjà en Angleterre. 4° Le quatrième point concerne le pass book pour lequel des dizaines de millions de noirs ont été arrêtés par le passé. La COSATU avait appelé à la désobéissance civile et lancé un ultimatum de six mois au gouvernement pour la suppression du pass law act. Revendication qui ne concernait pas seulement la classe ouvrière, mais toute la communauté noire. Sur ce dernier point, la COSATU a obtenu partiellement satisfaction, puisque depuis avril 1986 le pass law act et l'influx control sont abrogés et que tous les citoyens sud-africains seront porteurs dorénavant d'une carte d'identité. Toutefois cette mesure ne s'applique pas aux quatre homelands – Transkei, Ciskei, Venda, Bophuthatswana – organisés en États soi-disant indépendants, dont les ressortissants devront se munir d'un passeport. Ce qui veut dire qu'ils seront considérés comme des étrangers en Afrique du Sud ! Rappelons que le pass law act obligeait tout noir de plus de 16 ans à porter constamment sur lui un livret, le pass book, indiquant le lieu de sa résidence et le nom de son employeur, qui devait être dûment signé par le boss et les autorités locales. Ce livret était l'équivalent du livret de travail, de triste mémoire, qui avait cours sous Napoléon 1er et sous la restauration et dont le rôle était de contrôler le déplacement des travailleurs, de limiter leur changement d'employeur et d'exercer un véritable contrôle policier de la classe ouvrière, la rendant taillable et corvéable à merci par les patrons. Le pass law act et l'influx control poursuivaient la même tâche en maintenant l'ensemble de la population noire dans le même état de suggestion. En abolissant ces deux lois devenues anachroniques et constamment violées – ainsi on a calculé que la police procédait à une arrestation tous les trois minutes, si bien que depuis 1916, 18 millions de noirs ont été arrêtés et jetés en prison pour violation de ces deux lois ! –, le capitalisme sud-africain met sa montre à l'heure en cherchant à atténuer l'oppression raciale pour maintenir, ce qui est fondamental pour lui, l'oppression salariale. Dors et déjà on peut signaler que pour les classes aisées, le développement séparé des races s'estompe. Alors qu'en Grande Bretagne il est de bon ton d'envoyer sa progéniture dans des écoles privées pour éviter la promiscuité des autres races, en Afrique du Sud au contraire les familles riches envoient leurs enfants dans les écoles privées pour leur permettre de rencontrer ceux des autres races et d'échapper au système du développement séparé. Bien que les lois de 1950 sur le "group Areas Act", une des pierres angulaires du système de l'apartheid en vertu de laquelle chaque race se voit attribuée une zone de peuplement différente, ne soient plus considérées comme intangibles, elles n'en sont pas moins encore officiellement en vigueur. Cependant, dans les banlieues riches des grandes villes sud-africaines (Johannesburg, Cape Town, Durban et Port Elisabeth), on assiste à un mixage progressif de la population. Ainsi par exemple dans les trois zones blanches résidentielles les plus peuplées de Johannesburg, les gens de couleur (noirs, indiens, métisses) constituent 24 % de la population. Évidemment ce phénomène ne concerne qu'une minorité, la frange riche de ces différentes races. Car seule une poignée d'entre elles peut se permettre de payer les loyers élevés de ces zones ou d'y acheter des maisons. Là où le mixage pourrait être plus important, c'est dans les banlieues ouvrières blanches, notamment au Sud de Johannesburg, mais c'est justement dans ces banlieues qu'apparaît un phénomène d'intolérance. L'aristocratie ouvrière qui se trouve en bas de l'échelle sociale de la communauté blanche tient à préserver le peu de privilèges qu'elle possède.

La fondation de la COSATU a donné au prolétariat noir d'Afrique du Sud une force et – malgré le fait que ceux qui sont dûment affiliés aux syndicats sont encore une minorité ; un million en tout dont 600.000 pour la COSATU –, une cohésion qu'il n'avait pas encore atteinte jusque là, lui permettant ainsi avec la participation des autres syndicats d'organiser deux grandes grèves nationales. Ces deux grèves, bien qu'elles n'aient duré que 24 heures chacune, ont été un grand événement, et ont eu un grand retentissement, car c'est la première fois que le prolétariat noir réussit à paralyser l'ensemble du pays. Voici ce que relate le journal "Le Monde" du 03/05/86 à propos de la première grève organisée pour

célébrer le 1^{er} mai : « L'anglo-américain, le conglomérat industriel et minier, a fait état d'un absentéisme chiffré à 83 %.... La population noire est restée chez elle, les écoliers comme les ouvriers. A Soweto, les services de bus n'ont pas fonctionné, et les trains étaient désertés. De nombreux magasins ont dû fermer leurs portes à Johannesburg, où la police patrouillait dans les rues. » La seconde grève qui avait pour but la commémoration du 10^{ème} anniversaire des événements de Soweto, bien que peu suivie dans le secteur minier, eut un succès à peu près égal. Parallèlement au combat mené par les ouvriers organisés dans leurs syndicats, contre l'apartheid et contre la dégradation de leurs conditions d'existence, les jeunes, en dépit du couvre-feu et de la proclamation de l'état d'urgence qui permet de tirer à vue et d'opérer des arrestations en masse sans besoin de justifications, se battent dans les Townships contre la police et les collaborateurs du régime. Face à cela, la réaction à son tour a relevé la tête au sein de la population noire. Celle-ci se manifeste dans les Townships par la lutte des "Fathers" ou "vigilantes" contre les "camarades" – c'est ainsi que s'appellent les jeunes – pour le contrôle de ces "villes" banlieusardes. Les "vigilantes" encore appelés "Witdœke", c'est-à-dire "White cloth" en africain, sont constitués par cette étroite fraction de la population noire qui tire avantage du régime en place, tout comme le faisait en leur temps les harkis d'Algérie. L'un des affrontements les plus importants fut celui de Crossroad, un immense bidonville près de Cape Town fondé en 1975. Depuis des années, les autorités blanches essaient de persuader vainement la population d'aller plus loin. Les vigilantes, armés de pistolets, de matraques et de haches, pour s'assurer le contrôle du bidon-ville et chasser les "camarades", n'ont pas hésité à mettre le feu aux cabanes, laissant en l'espace de quelques jours 77.000 personnes sans abri, forçant cette fraction de la population à trouver refuge dans la nouvelle ville, réalisant ainsi ce que les autorités n'avaient pu obtenir jusqu'alors. Bien que la police proclamait sa neutralité, elle intervenait chaque fois que les vigilantes se trouvaient en position de faiblesse, leur permettant de remporter une victoire là où ils n'auraient pu le faire avec leurs seules forces. Tout comme dans les années vingt, lorsque le très démocratique État italien armait et soutenait en sous-main les bandes fascistes, et envoyait l'armée à leur secours lorsque ces dernières se trouvaient en difficultés dans les bastions ouvriers. Aujourd'hui en France, l'État possède le SAC (Service d'Action Civique), réseau semi-clandestin d'hommes de main, réalisant les besognes que l'État ne peut pas faire ouvertement. Lors de l'arrivée de la "Gauche" au pouvoir, à la suite du scandale de Lyon qui vit toute une famille assassinée à l'arme blanche, ce réseau a été mis en sommeil, mais bien entendu il sera réactivé le moment venu, en cas de besoin.

Cependant les vigilantes ne se réduisent pas à un réseau de militants de droite directement organisé et financé en sous-main par l'État ; leur composition sociologique est plus large : ils sont la fraction de la population noire, aussi bien mafiosi que petits bourgeois, qui trouvent un avantage dans la collaboration avec le régime en place et qui voient leurs intérêts menacés par les "camarades". Une autre Township connu des affrontements presque aussi meurtriers qu'à Crossroad : Alexandra, près de Johannesburg, avec quelques dizaines de morts – au moins 50 morts à Crossroad. L'autre tête de la réaction est représentée par Gatsha Buthelezi, le chef zoulou dont l'organe politique et le bras armé, l'**Inkatha**, qui revendique un million de membres, est financé par lqhafia et des hommes d'affaire noirs. Le homeland zoulou se trouve dans le Natal avec comme capitale Durban, grande ville industrielle d'où partit le mouvement actuel avec les grèves de 1973. Buthelezi a toujours refusé de transformer le homeland zoulou en bantoustan indépendant ; en outre dans le passé il a fait partie de l'ANC et a obtenu plusieurs fois l'appui de cette organisation, et ceci encore récemment. Il jouit donc d'un certain prestige auprès des masses africaines ; ce qui lui permit d'intervenir en 1973 pour essayer de modérer les grèves dans le Natal. Historiquement Inkatha a combiné une résistance à la conquête et à la domination blanche et contre la pression exercée par le capitalisme, en s'opposant à la diffusion du salariat, avec une hostilité ouverte à toute organisation ouvrière indépendante. On a donc affaire à une forme sociale périmée qui ne résisterait pas à une révolution et qui se lie à la fraction modérée de la population noire, celle qui souhaite une transformation pacifique et progressive, notamment les chefs traditionnels, mais aussi les hommes d'affaires. Ces derniers sont très minoritaires ; la chambre d'affaires noire comprend 1500 membres dont la majorité possède des entreprises de moins de 50 personnes. En s'appuyant sur les couches rurales les plus arriérées, Inkatha essaye d'attiser les haines raciales et tribales. Son rôle contre-révolutionnaire a déjà été utilisé lors des émeutes de Soweto en 1976. Il a alors essayé, malheureusement en partie avec succès, de mobiliser les ouvriers migrant contre les écoliers pour briser leur grève scolaire et leurs démonstrations. Cette année

dans le Natal il a réussi à provoquer des affrontements entre noirs et indiens, aboutissant à de vraies batailles rangées, brûlant les maisons et les cabanes de ces derniers. La COSATU intervint en organisant des meetings de solidarité entre travailleurs de différentes races. En réponse Buthelezi a déclaré la guerre à la COSATU et essaye d'organiser un syndicat zoulou affilié à Inkatha.

L'apparition, au cours des luttes sociales qui secouent l'Afrique du Sud depuis 1973, de syndicats indépendants des syndicats officiels est indéniablement un facteur important, comme l'a été la création de Solidarnosc en Pologne. Mais en eux-mêmes ils ne sauraient suffire ni permettre la constitution du prolétariat en classe. Comme le soulignait Lénine dans son "Que faire?", les syndicats sont spontanément réformistes, seule leur direction par le parti communiste leur confère un caractère révolutionnaire. Et cela la bourgeoisie le sait aussi ; c'est pourquoi elle encourage, dans certains cas, la formation des syndicats et use vis à vis d'eux pour les amadouer à la fois du bâton et de la carotte, afin de maintenir les revendications du prolétariat dans les strictes limites économiques. Dans les années 1970, une partie de la grande bourgeoisie industrielle s'est rendue compte du potentiel révolutionnaire que représente le prolétariat noir concentré dans les grands centres industriels ; aussi certaines multinationales se sont-elles mises à parler de réformer l'apartheid – et d'encourager à la formation de syndicats noirs indépendants, évidemment catégoriels ! Seule la formation d'un vrai parti communiste qui n'hésitera pas à se revendiquer de la dictature du prolétariat et de l'abolition du salariat permettra au prolétariat sud-africain indépendamment de la couleur de la peau, de se constituer en classe et de devenir une véritable force sociale à l'échelle de l'Afrique australe, et même du continent africain. A l'encontre de ce que pense la fraction trotskyste, en aucun cas ce parti ne serait se constituer dans les limites de l'ANC, même si l'on admettait avec eux que la révolution en Afrique du Sud a encore des tâches démocratiques à accomplir. L'ANC est une organisation petite bourgeoise dont la charte de libertés ne va pas au delà des revendications des droits de l'homme propre à toute révolution bourgeoise, même s'il s'y ajoute quelques formulations socialisantes, comme le contrôle démocratique ouvrier. Son programme est le même que celui du parti de Mugabe au Zimbabwe – que les trotskystes reconnaissent eux-mêmes comme des représentants de la bourgeoisie noire – ou de Kaunda en Zambie qui vient d'écraser dans le sang la révolte de la faim des prolétaires de la ceinture du cuivre. Ce n'est pas par hasard que l'ANC a établi des contacts avec des représentants de l'impérialisme américain et britannique et organisé une table-ronde avec les plus éminents membres du capitalisme sud-africain à Lussaka (capitale de la Zambie et du "socialiste" Kaunda). Dans le même temps, elle expulsait quatre trotskystes apparemment encore trop "marxistes" pour elle. Très honnêtement le président de l'ANC, Oliver Tambo, alors qu'il se trouvait dans l'enceinte du parlement britannique, à une question d'un Tory lui demandant s'il avait l'intention de détruire le système capitaliste ou de le réformer, répondit : « Non, nous ne voulons pas le détruire. La charte de la liberté n'a jamais proclamé vouloir détruire le système capitaliste. Tout ce que la charte de la liberté envisage est une économie mixte, dans laquelle une partie de l'économie, de l'industrie serait contrôlée, détenue par l'État – comme il advient dans beaucoup de pays – et le reste détenu par des propriétaires privés. » Par la suite les leaders de l'ANC ont précisé que leur modèle, en matière d'économie mixte, était la Suède. Le tout est rapporté par le "Financial mail" du 11/10/85. Ces déclarations font suites à d'autres du même filon faites dans la presse, et se trouvent en retrait non seulement par rapport au programme de l'ANC, mais même vis à vis de l'Afrique du Sud, puisque, comme nous l'avons déjà dit, 60 % de l'économie sud-africaine est nationalisée contre 15 % seulement pour la Suède. Ne parlons pas de l'article de propagande que constitue le contrôle ouvrier démocratique. En fait en voulant construire – comme ils disent – un parti ouvrier dans les limites de l'ANC, les trotskystes œuvrent à lier le prolétariat sud-africain au char de la petite bourgeoisie noire. Tout l'enseignement de Marx-Engels et de Lénine, tandis que la révolution bourgeoise était encore à l'ordre du jour à l'échelle du continent européen, puis dans les limites de la seule aire slave, montre la nécessité pour le prolétariat de s'organiser en parti indépendant. Tout l'effort de Lénine a tendu, non seulement à se distinguer politiquement et organisativement des partis bourgeois, mais encore plus des partis ouvriers soi-disant socialistes ; d'abord des économistes, ensuite des Menchéviks ! En fait, les trotskystes d'aujourd'hui marchent dans les traces des staliniens d'il y a 60 ans et préparent au prolétariat sud-africain, si leurs chants de sirène ou d'aguicheuses prenaient, une nouvelle tragédie. Comme les staliniens hier en Chine, lorsqu'ils obligèrent le parti communiste chinois à se dissoudre et forcèrent les communistes à adhérer individuellement au Kuomintang. Heureusement la situation est différente. La

défaite du prolétariat chinois fut le dernier acte d'une série de tragédies à l'échelle internationale et conclut la période révolutionnaire des années vingt, alors qu'aujourd'hui en Afrique du Sud, comme dans le reste du monde, la révolution est encore à venir et balayera avec le vieux monde non seulement l'apartheid mais aussi l'ANC et ses respectueuses. En Afrique du Sud, comme dans presque tout le reste du monde, maintenant que le capitalisme et avec lui la révolution bourgeoise ont fait le tour de la planète, le prolétariat est la seule force révolutionnaire. La société bourgeoise, avec ses rapports de production capitalistes et ses rapports de classes typiques y est trop mature pour que la petite bourgeoisie noire puisse jouer un quelconque rôle révolutionnaire, sans parler de la petite minorité des hommes d'affaires noirs totalement conservateurs. Déjà les différentes petites bourgeoisies noires des pays d'Afrique australe se sont montrées très modérées durant leur révolution. On peut rappeler comment la passation des pouvoirs entre Ian Smith et Mugabe, le leader nationaliste du Zimbabwe, l'alter ego d'Oliver Tambo, s'est opérée sous les bons auspices de l'impérialisme britannique et sans solution de continuité entre l'ancienne administration coloniale, mais très bourgeoise, de Ian Smith, et la nouvelle. Lorsque les trotskystes de l'ANC pensent que les accords de Lancaster House sont impossibles dans les conditions de l'Afrique du Sud, non seulement ils s'illusionnent eux-mêmes, mais plus grave ils trompent les masses. Bien que l'heure de tels accords ne soit pas encore arrivée, la grande bourgeoisie sud-africaine n'en fera pas moins ses comptes, tout comme l'a fait durant la guerre d'Algérie la bourgeoisie française. Cette dernière n'a pas hésité, lorsqu'elle s'est aperçue que la guerre d'Algérie n'aurait pas de fin et que pour maintenir un minimum de paix sociale, il fallait immobiliser sur le sol algérien un million d'hommes sous les drapeaux, à réviser sa politique coloniale d'ensemble et à sacrifier la petite bourgeoisie française qui vivait depuis des générations en Algérie. Évidemment l'Afrique du Sud n'est pas l'Algérie, mais ce n'est pas sans raison que la petite bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière blanche craignent d'être sacrifiées par les hommes d'affaires. Avant d'en arriver là – c'est-à-dire d'accepter le principe : une voix, un vote – bien des affrontements auront lieu et le processus de démantèlement progressif de l'apartheid sera bien entamé. Ce qui fait la force de l'État sud-africain, c'est la cohésion des 5 millions de blancs qui se trouvent derrière lui. Cependant plus la lutte des classes se développera sous l'effet de la crise économique, plus elle poussera la grande bourgeoisie sud-africaine à chercher une solution. Les accords de Lancaster House, tout en permettant le passage sans rupture du pouvoir à la majorité noire au Zimbabwe, ont permis aux fermiers et industriels blancs de conserver tous leurs privilèges. Si Pieter Botha, cherche à préserver l'unité de la tribu blanche, l'approfondissement de la crise économique ne pourra que fissurer, puis rompre cette unité, provoquant l'éclatement de la lutte des classes à l'intérieur de la communauté blanche. Déjà une partie du prolétariat blanc est touché par le chômage et la misère. Le démantèlement progressif du système de l'apartheid, que l'État sud-africain est obligé d'entreprendre en remettant en cause les privilèges de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière blanche, ne peut aller que dans le même sens. Dans le même temps, plus les tensions sociales s'aggravent, plus le danger du déchaînement d'une lutte de classe transcendant les divisions raciales se profileront, plus les organisations de la petite bourgeoisie noire, ANC, UDF, etc... chercheront une solution négociée avec la bourgeoisie sud-africaine, et l'impérialisme américain et anglais. D'autres tables-rondes entre les représentants de l'ANC et les boss sud-africains suivront. Si actuellement aucune négociation entre l'ANC et l'UDF d'une part et l'État sud-africain de l'autre n'a lieu, ce n'est pas faute de bonne volonté de la part des organisations nationalistes, mais du gouvernement sud-africain qui s'oppose à toute reconnaissance de l'ANC et, pour employer un jargon à la mode, refuse pour le moment tout dialogue. Néanmoins à long terme, des accords type Lancaster House ne sont pas simplement possibles en Afrique du Sud mais inéluctables. Et si le gouvernement sud-africain a pour l'instant mis de côté cette perspective, on peut rappeler à ce propos la déclaration que le ministre des affaires étrangères, Pik Botha, a faite au début de l'année 1986 :

« L'Afrique du Sud peut être gouvernée par un président noir dans le futur, pourvu qu'un accord puisse être atteint sur la protection des droits des blancs et des autres minorités. » (Financial Time du 07/02/86).

Cependant de tels accords ne changeront rien à la situation, ni du prolétariat noir, ni de cette fraction de la population blanche alors prolétarisée par la crise économique. Seule la révolution communiste permettra de résoudre les vrais problèmes économiques et sociaux de l'Afrique du Sud en développant une société multiraciale, non seulement sans oppression de race, mais sans classe ! Gageons que d'ici là un vrai parti communiste se sera développé dans cette aire géographique, non seulement en dehors de l'ANC, mais en

opposition à toutes les organisations petites bourgeoises, noires comme blanches !

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE IMPÉRIALISTE D'ESPAGNE

Les événements espagnols de 1936 ne furent pas, comme le colporte la falsification historique, les signes du début d'une phase de grand élan démocratique culminant ensuite dans la croisade 1938/45 conduite par les nations démocratiques contre la barbarie fasciste ; bien au contraire, ils marquèrent la fin d'une période révolutionnaire dont le prolétariat sortit vaincu, à l'échelle internationale, et, encore aujourd'hui, après un demi-siècle, ne donnant pas de signe de reprise.

L'Internationale Communiste commit une grande erreur tactique quand elle proposa le Front Unique aux partis sociaux-démocrates ; ce front émoussait les divergences incompatibles entre communistes et socialistes et encourageait l'opportunisme des dirigeants centristes entrés dans l'Internationale par calcul politique. Mais si le Front Unique ne comportait pas d'altération ou de révision formelle du programme marxiste révolutionnaire, le Front Populaire qui lui succéda dénaturait à la base le caractère classiste du communisme en liant le prolétariat au sort de la démocratie capitaliste.

Dans sa plate-forme initiale, l'I.C. préconisait l'appui aux revendications ouvrières afin que, parvenues à un certain point de leur développement, elles sortent du cadre économique et provoquent le "désordre", à savoir cette crise sociale qui permettrait au prolétariat organisé de prendre le pouvoir et d'exercer sa dictature. Cela en 1920. En 1936, au contraire, pour les "communistes" de Staline, le "désordre" ne pouvait être l'œuvre que de réactionnaires et de fascistes ; il sera donc demandé aux ouvriers de sacrifier leurs revendications immédiates pour défendre "l'ordre" qui les exploite, qui les affame, qui les envoie au massacre patriotique.

Furent aussi complices de la contre-révolution ces groupes politiques (anarchistes et trotskistes), d'inspiration révolutionnaire, mais qui, face à la ruine des institutions démocratiques, mirent en sourdine leurs principes intransigeants. Ils pensaient qu'il fallait avant tout sauvegarder le cadre juridique et social apparemment plus favorable aux organisations et aux actions de classe. Ils entendaient sauver la démocratie non comme régime politique idéal, mais parce qu'ils croyaient de manière erronée que la démocratie parlementaire aurait plus facilement consenti leur lutte contre le capitalisme. En agissant ainsi, non seulement ils se trompaient dans l'évaluation de la vraie nature du fascisme, mais ils perdirent aussi la notion des tâches spécifiques du prolétariat.

En 1936, le cycle de dégénérescence, qui prit le nom de Staline, était déjà accompli. Il restait à l'opportunisme encore beaucoup d'infamies à consommer, avant et après la dissolution de la 3^{ème} Internationale, mais c'est à partir de là qu'il est prouvé que notre courant avait eu raison quand, en 1920, il avertissait toute l'Internationale sur le fait que, en cas d'un reflux du prolétariat à l'échelle mondiale, la tactique du Front Unique lui aurait été fatale.

Le Front Populaire fut, au même moment, la préparation intense des ouvriers à l'idéologie de guerre, la résurrection du patriotisme et du chauvinisme, la destruction de tous les efforts accomplis par Lénine pour arracher les ouvriers à l'influence capitaliste. En France, le Front Populaire devait mourir de mort naturelle en 1938 quand Daladier le dénonça pour pouvoir réprimer la grève générale proclamée par la CGT contre les "décrets-lois de misère". Ce qui en France, où le mouvement ne sortit jamais des limites du réformisme classique de toutes les coalitions des urnes, s'était réduit à une classique farce électorale, devait prendre en Espagne les dimensions d'une tragédie. Là, l'offensive totalitaire de la bourgeoisie fut une réalité, et la riposte ouvrière une insurrection armée. En conséquence, la signification de "l'antifascisme", le vrai rôle politique de ses promoteurs, le caractère contre-révolutionnaires des partis

communistes dégénérés, devaient apparaître en pleine lumière. En Espagne, l'antifascisme fut essentiellement l'annulation des expropriations réalisées par l'insurrection ouvrière, la restauration de la politique et de l'autorité de l'État bourgeois au nom de la discipline militaire, l'assassinat des révolutionnaires sous le prétexte de la lutte contre "la cinquième colonne" et de "l'unité contre Franco".

Nous écrivions en 1965 :

« Dans la formulation de Lénine, guerre entre États modernes signifie guerre impérialiste de concurrence directe contre tous les prolétaires, alors que la guerre civile est une guerre de classe du prolétariat international contre toutes les bourgeoisies. La complexité de la guerre d'Espagne dérive du fait qu'elle tenait aux deux aspects. Guerre civile parce que le prolétariat y intervint, violemment, disloquant les institutions de l'État bourgeois. En Espagne, la révolution fut immédiatement battue par la contre-révolution ; en Espagne, deux gouvernements également bourgeois – le républicain et le franquiste – aspiraient à la direction du même État de classe : ce sont là les deux raisons qui expliquent comment le prolétariat espagnol fut induit en erreur, et qu'à partir de là certains purent convaincre tous les prolétaires du monde que, à l'intérieur du même mode de production, des États exploiters et oppresseurs puissent se battre pour la "Liberté" contre d'autres qui la niaient. A la base de toute lutte armée, il y a un conflit d'intérêts matériels. Ceux de la réaction fasciste de Franco étaient plus qu'évidents ; ceux des ouvriers qui lui répondirent par l'insurrection n'étaient en rien plus mystérieux. Le conflit initial était un conflit entre capitalisme et prolétariat. C'est seulement en détournant l'insurrection prolétarienne de ses objectifs primitifs que l'on pouvait la transformer en un conflit entre "l'idéal démocratique" et la "barbarie fasciste". La riposte ouvrière à l'offensive franquiste éclata à un moment où la guerre internationale, seule solution capitaliste à la crise capitaliste, était à deux pas. Les principales conditions pour son déclenchement étaient alors réunies, à partir du moment où la seule classe qui pouvait s'y opposer, le prolétariat, était battu, et son parti international, devenu simple appendice des intérêts nationaux russes, en acceptait l'éventualité. » (Programma Comunista n°13, 1965).

La bourgeoisie espagnole, après une existence difficile jusqu'à la fin de la première guerre mondiale, trouva une prospérité relative sous la dictature militaire de Primo de Rivera, dictateur soutenu par le parti socialiste et notamment par Largo Caballero, le "Lénine espagnol", future personnalité de pointe de l'antifascisme. La chute de Rivera, en 1930, ouvrit la période orageuse de la vie politique espagnole. La monarchie bourbonnienne fit ses valises en douce, mais la république se révéla tout aussi impuissante pour résoudre les difficultés politiques et économiques. Après chaque élection, les gauches arrivaient au pouvoir et noyaient dans le sang les mouvements revendicatifs toujours plus imposants. En 1931, le républicain Azana et le socialiste Caballero déclarèrent "la république en danger" et instituèrent l'arbitrage obligatoire des conflits sociaux ; en janvier 1932, les socialistes félicitèrent le gouvernement pour la répression ferme contre les ouvriers en grève. En septembre, un avortement de réforme agraire fit se soulever les paysans. En janvier 1933, il y eut des grèves à Malaga, Bilbao, Saragosse. La gauche bourgeoise et les socialistes, après avoir assumé la tâche de chiens de garde du capital donnèrent le gouvernement à la droite. En 1934, la grève des Asturies fut violemment réprimée. Participèrent à toutes ces répressions ces hommes politiques qui, dans le **Frente Popular**, prétendaient s'opposer à l'avancée du fascisme.

Aux élections de février 1936, le Front Populaire obtint une majorité écrasante ; un gouvernement fut formé, composé de républicains avec l'appui extérieur des "partis ouvriers". Le parti socialiste, qui sentait venir les événements, revendiqua la nécessité de maintenir son indépendance et le démagogue Largo Caballero tenta d'anticiper les manœuvres des concurrents en louchant sur les anarchistes, agitant le mot d'ordre de "gouvernement ouvrier", et même de "dictature du prolétariat". Pendant ce temps, Francisco Franco organisait, en toute tranquillité, son complot à l'intérieur de l'état-major de l'armée sous les yeux des ministres républicains et après qu'Azana ait déclaré aux Cortes que "tout danger fasciste était exclu".

Le 17 juillet 1936, Franco effectue son coup d'État : l'insurrection de l'armée est victorieuse en Andalousie, dans le nord, à Saragosse, Oviedo et dans toutes ces régions agricoles que la répression des luttes paysannes avait totalement désarmées. La Révolution d'octobre est là pour démontrer que dans les pays agricoles, c'est l'attitude des paysans qui décide du sort de la guerre civile. Franco aurait été

impuissant contre une lutte massive de la paysannerie espagnole, mais le gouvernement républicain, en leur confisquant ces terres qu'ils avaient arraché par des luttes violentes aux propriétaires fonciers, rejetait les paysans dans le camp de la "réaction", ou, tout au moins, les rendait indifférents à une lutte qui ne pouvait rien leur apporter.

Mais le plan initial de Franco, qui consistait à débarquer en force et à réunir autour de lui tout l'appareil militaire gouvernemental, échoua à cause de la riposte foudroyante des ouvriers qui, dans beaucoup de villes et surtout à Barcelone, fraternisèrent avec les soldats, désarmèrent les officiers et se rendirent maîtres du terrain. Au premier affrontement, le gouvernement "légal" se défila, les gardes civils se cachèrent et le prolétariat resta le seul maître de la situation. Cela permit le déchaînement d'un "terrorisme de masse" qui toucha sans pitié tout ce que les travailleurs haïssaient le plus : curés, patrons grands et petits, hommes politiques bourgeois, policiers, tortionnaires, flics, etc. Les organisations syndicales prirent des mesures de confiscation et de contrôle des entreprises, des transports, des services publics, etc. Le prolétariat espagnol, complètement pris par le programme d'expropriation, négligea l'aspect essentiel de toute révolution : le pouvoir politique, la dictature de classe. L'anarchisme, dont l'Espagne de 1936 était la terre d'élection, aurait eu la possibilité de faire une démonstration révolutionnaire, mais, en plein élan révolutionnaire, renonça à prendre la direction de la révolte et restitua le prolétariat en armes aux mains du pouvoir capitaliste-démocratique. L'anarchisme, dont les faiblesses théoriques et pratiques avaient été depuis toujours dénoncées par l'école marxiste révolutionnaire, donna la preuve du véritable contenu de son apolitisme, de son hostilité au centralisme, de son idéologie démocratique et libertaire. Aucune force politique, trotskystes compris, ne mit à l'ordre du jour le problème du renversement de la république bourgeoise incarnée par le gouvernement Giral, sous le prétexte que « celui-ci avait perdu toute importance ». Les anarchistes, ennemis jurés de toute forme d'État, refusèrent d'instaurer leur propre dictature, mais laissèrent en place le pouvoir déjà existant ; ils prirent part, par la suite, au gouvernement démocratique et les **ministres anarchistes** n'auront plus honte d'imposer la dictature démocratique sur la classe ouvrière.

Le drame de l'insurrection ouvrière d'Espagne fut qu'elle ne disposa pas d'un parti comparable au parti bolchevik de 1917 ; sans ce parti, les actes héroïques et glorieux du prolétariat espagnol rebelle furent dépensés en vain. Toutes les initiatives, au nom de l'idéal libertaire, furent locales : chaque entreprise, chaque ville, chaque village agirent de manière autonome sans se préoccuper d'organiser un plan et une stratégie uniques. Les anarchistes en arrivèrent même à se vanter de cette impuissance traîtresse qui était la leur :

« Nous pouvions être seuls, imposer notre volonté absolue, proclamer la Généralité de Catalogne déchue et imposer à sa place le **vrai pouvoir du peuple** ; mais nous ne croyions pas à la dictature quand elle s'exerçait contre nous et nous ne la désirions pas quand nous pouvions l'exercer à notre tour à la place des autres. »

Des déclarations analogues et des comportements analogues se retrouvent chez les trotskystes du POUM.

Tant et si bien que l'État bourgeois, qui s'était mis prudemment de côté, donnait jour le 4 septembre au "gouvernement ouvrier" de Largo Caballero, désigné par son prédécesseur Giral comme le seul en mesure de gouverner l'Espagne en ébullition. Le gouvernement reprit ses fonctions en s'appuyant sur la gendarmerie d'État ; les milices ouvrières et les organismes nés spontanément de l'insurrection furent spoliés de toute prérogative politique et devinrent de simples appendices du gouvernement bourgeois. Le 1^{er} octobre, fut dissous le Comité Central des Milices en Catalogne ; le 9 octobre furent dissous tous les comités populaires, les industries expropriées furent restituées à leurs "légitimes" propriétaires.

Peu après la constitution du nouveau gouvernement, les anarchistes, se couchant sur tous leurs soi-disant principes, entrèrent au gouvernement central après des discussions typiquement parlementaires sur le nombre de portefeuilles à obtenir.

Les explications de cet ignoble volte-face fournies au prolétariat en armes furent les suivantes :

« La bourgeoisie internationale refusait de nous fournir des armes. Nous devons donner l'impression

que nos patrons étaient non pas les Comités Révolutionnaires, mais le gouvernement légal ; sinon, nous n'aurions rien eu du tout. Nous avons dû nous plier aux circonstances inexorables du moment, c'est-à-dire accepter la collaboration gouvernementale. »

S'agissait-il seulement de donner de fausses impressions à la bourgeoisie internationale ? De l'amener par ce stratagème à armer la Révolution ? Le triste épilogue de ces "géniaux stratagèmes" eut lieu en mai 1937 à Barcelone, quand le glorieux prolétariat de cette ville, qui avait, une année auparavant, éventé dès le départ le complot franquiste, érigea les barricades contre l'insupportable dictature capitaliste-démocratique : à Barcelone, le prolétariat retrouvera la force d'ériger des barricades et de résister durant trois jours. Le pouvoir légal enverra alors des navires de guerre dans le port pour semer la terreur, et des chefs anarchistes (Federica Montsemys et Garcia Oliver, "anarchistes d'État") pour l'abrutir. Et la colonne motorisée de 5 000 gardes d'assaut envoyée du front pour la lancer contre le prolétariat de Barcelone, rétablira l'ordre, non pas aux cris de "à bas la Révolution", mais à ceux de "vive la FAI !".

L'insurrection espagnole avait été étouffée dans le sang, la guerre d'Espagne pouvait alors commencer.

« L'antifascisme ne se préoccupe plus, à ce moment là, de dissimuler son visage contre-révolutionnaire. Depuis des mois, le gouvernement de Front Populaire, fermement encadré par les "communistes" installés à la suite des accords d'aide militaire conclus à Moscou, s'efforce de reprendre aux ouvriers tout ce qu'ils ont conquis par une âpre lutte l'année d'avant, et particulièrement la gestion des entreprises expropriées (...). La répression (...) offre aux hommes de Staline l'occasion pour "une épuration" attendue depuis longtemps – le trotskyste Andreas Nin est enlevé et tué par des "éléments incontrôlés" ; l'anarchiste Berneri est arrêté et exécuté dans les locaux de la police de Barcelone. L'ignoble campagne orchestrée autour des procès de Moscou indique clairement qui est l'inspirateur de ces délits. CNT et POUM protestent, mais ne rompent pas avec le gouvernement, démontrant en cela à quel degré d'assujettissement sont tombées les dernières organisations se réclamant de la tradition révolutionnaire. Pour vendre son aide aux républicains, l'URSS avait exigé la substitution de Caballero par Negrin. Ce dernier, docile, mit immédiatement le POUM hors-la-loi et tenta, mais sans y parvenir, de monter contre lui un procès du genre de celui de Moscou. Ce même gouvernement masquera la lassitude et le mécontentement des masses en lançant le mot d'ordre de "résistance jusqu'au bout". En réalité, il abandonnera Madrid, Valence puis Barcelone et ce sera la fin. Une partie du triste cortège de réfugiés et de soldats républicains passera la frontière où, sur l'autre versant des Pyrénées, le camarade démocratique Blum les enfermera dans des camps de concentration. Si la guerre d'Espagne mit à nu le vrai rôle des gouvernements du Front Populaire en tant que serviteurs de la réaction, elle fut également fatale aux fractions d'extrême gauche qui avaient soutenu ces gouvernements. L'anarchisme qui avait toujours considéré avec horreur la seule idée d'un État prolétarien, se discrédita en envoyant ses représentants jouer le rôle de ministres d'un gouvernement bourgeois. Le POUM, qui, à la suite de Trotsky, misait sur la possibilité d'une intervention du prolétariat en exploitant l'antagonisme démocratie-fascisme, dut assister non seulement à l'assassinat de la révolution espagnole, mais aussi au renforcement de l'imposture stalinienne et à la diffamation du vieux compagnon de Lénine que, deux ans plus tard, un tueur à la solde du NKVD russe devait abattre d'un coup de pistolet au Mexique.

Notre courant, dans la ligne de la Gauche Communiste Italienne, tira, depuis lors, tout l'enseignement des événements espagnols. Fascisme et démocratie ne sont pas deux voies opposées de la domination du capital, mais deux attitudes politiques différentes d'une seule et même classe, suivant que celle-ci est ou non menacée par la révolution. Le prolétariat n'a donc pas à "choisir" pour l'une ou pour l'autre de ces formes, mais à les détruire toutes deux. » (Il Programma Comunista, n°14, 1965).

Les cinq articles que nous republions ci-dessous, extraits de la revue Bilan, organe dans les années trente de notre Fraction de Gauche, n'ont besoin d'aucun commentaire. Ils restent parfaitement dans la droite ligne du « fil rouge » révolutionnaire qui unit les générations prolétariennes du passé, lancées à l'assaut contre les forteresses du capital, à l'avant-garde révolutionnaire qui sait tenir bon sans tomber victime des sirènes de « l'antifascisme » plus ou moins de classe, au prolétariat révolutionnaire renaissant de demain, destructeur de l'infâme organisation capitaliste et de tous ses souteneurs, de droite et de gauche.

LE "FRONT POPULAIRE" TRIOMPHE EN ESPAGNE

BILAN n° 28, mars-avril 1936

La presse centriste [stalinienne, ndr] exulte. La presse socialiste, démocratique et antifasciste en général lui fait écho. Le « Front Populaire » – nom nouveau d'une vieille marchandise : le « bloc des gauches » – a triomphé aujourd'hui en Espagne ! Il triomphera demain en France. On l'envisage comme une solution de transition en Italie.

Certes, nous ne contestons pas la victoire en Espagne, pas davantage la possibilité d'une semblable victoire en France, non plus que l'éventualité d'une manœuvre dans ce sens pour l'Italie.

Mais le problème est celui-ci : la victoire d'un "Front Populaire" peut-elle – à part certains avantages apparents – signifier un succès réel pour la classe ouvrière, ou doit-elle – en dernière analyse – constituer un facteur négatif et de confusion, à ajouter à tant d'autres qui, actuellement, désorientent et démoralisent la classe ouvrière à l'échelle internationale, dans le but de la lier toujours étroitement à la Bourgeoisie, qu'elle soit "démocratique" ou fasciste, en prévision de la guerre ?

Le 16 février 1936, le peuple espagnol a été appelé en consultation électorale pour le troisième fois depuis les élections municipales du 12 avril 1931, qui avaient provoqué l'effondrement de la monarchie des Bourbons.

La République proclamée deux jours après cette chute fut comme on sait la République des "Travailleurs", d'après la Constitution, mais en réalité une vulgaire coalition républicaine socialiste avec le gouvernement provisoire de Alcalá Zamora et surtout après celui des élections à la Constituante du 28 juin 1931, lequel devait diriger pendant trente mois les destinées du pays.

Si nous analysons aujourd'hui la fonction de ces gouvernements, semblables d'après leur composition politique et les hommes, qui s'y trouvaient à celui qu'Azana a formé, on peut affirmer, sans aucune hésitation, que ces premiers gouvernements des gauches eurent la fonction historique assignée à tous les gouvernements démocratiques d'après-guerre : celui d'aplanir la voie à la contre-révolution d'octobre 1934.

Quel était le problème fondamental à résoudre dans une Espagne agraro-féodale ? La « réforme agraire », cette réforme qui avait déjà troublé le sommeil des "grands" révolutionnaires bourgeois de 1789 en France et que leurs épigones, dans l'Espagne de 1931-33, se sont bien gardés d'affronter dans son ensemble, se contentant de jeter de la poudre aux yeux des populations des campagnes.

On peut s'imaginer combien il est difficile – surtout pour l'Espagne – d'avoir des statistiques exactes sur la propriété foncière. Mais grosso modo, voici comment s'y répartit la terre :

	TOTAL	% du total de la population agricole	Nombre d'habitations possédés	% de la superficie totale
Grands propriétaires	50 000	1	464,0	51,5
Cultivateurs aisés	700 000	14	22,6	35,2
Paysans propriétaires	1 000 000	20	5,0	11,1
Paysans pauvres	1 250 000	25	0,4	2,2
Prolétaires agricoles	2 000 000	40	-	0,0

Il résulte de ce tableau que : **1 % des propriétaires possède plus d'hectares que tout le reste de la population rurale ; 15 % du nombre de propriétaires possèdent 87 % du total de la superficie et 85 % des paysans possèdent les 13 % restant de la superficie.**

Dans les douze provinces visées surtout par la réforme agraire – où l'ouvrier agricole dont le salaire réparti sur toute l'année ne dépasse pas 2 pesetas ou 2 pesetas et demi par jour – 10 000 propriétaires se partagent à eux seuls 8 200 000 hectares, c'est-à-dire 69% de la superficie totale, et **ces terres sont peu ou pas du tout cultivées**, alors que sur 800 000 familles paysannes 100 000 ont suffisamment de terre pour vivre de leur travail. Quant aux terres appartenant aux anciens grands d'Espagne et qui devaient être expropriées purement ou simplement (mesure prise à la suite du pronunciamiento du mois d'août 1932), elles furent frappées seulement d'une mesure temporaire.

La portée démocratique de la réforme agraire était de créer des millions de propriétaires nouveaux, de donner du travail à l'immense foule des travailleurs agricoles et de mettre en friche les terrains incultes.

Dans la pratique, la réforme agraire, devenue loi en septembre 1932, prévoyait simplement l'aliénation des terres les plus mauvaises – par rachat naturellement. La mise en application fut de plus accompagnée de telles conditions que, suivant les calculs, faits par un journal bourgeois, il **aurait fallu 17 siècles** pour mettre les paysans sans terre en possession de leur parcelle.

Et quand le prolétariat agricole espagnol – devant une aussi sinistre tromperie – déclencha dès 1931 une série continue de grèves par la violence, ce fut le gouvernement de gauche qui pratiqua une répression sanglante, dont le point culminant, en janvier 1933, ne laissa rien à envier à celles de décembre 1933 et d'octobre 1934.

Les socialistes, avec à leur tête le "Lénine espagnol", Largo Caballero, par leur silence, se rendirent complices du massacre de Casa Viejas, c'est-à-dire d'un lâche assassinat d'ouvriers désarmés et prisonniers.

Entre temps, la réaction s'était renforcée, grâce à cette politique de gauche. Elle put prendre sa revanche : le parti radical, qui en fut le principal instrument, ayant provoqué la dissolution des Cortès et les élections du 19 novembre 1933 qui amenèrent la défaite des partis de gauche. Les socialistes n'obtinrent que la moitié des sièges qu'ils avaient précédemment et Azana ne revint au Parlement qu'avec 4 de ses partisans.

Ainsi les destinées politiques du pays passèrent à une coalition réactionnaire, basée sur les éléments de Gil Roblès et les radicaux de Lerroux, c'est-à-dire les "philo-fascistes" agraires et industriels.

La répression brutale, la suspension du statut catalan, la réintégration des généraux monarchistes dans l'armée, les lois répressives contre le mouvement ouvrier, le renforcement de la censure, la proclamation de l'état de siège permanent dans certaines provinces, voilà le bilan de cette réaction avant et surtout après octobre 1934.

On sait comment le "scandale des jeux", qui mit en pleine lumière l'énorme corruption du parti radical – par antonomase : le parti des voleurs – détermina la chute de Lerroux et la dislocation de son parti. Mais comme ce parti radical constituait avec le parti de Gil Roblès le Bloc Gouvernemental, il ne restait que deux issues : ou bien le pouvoir allait au parti clérical de Gil Roblès ou bien on nommait un gouvernement de transition et les Cortès étaient dissoutes. Ce fut cette dernière solution qui l'emporta et le Cabinet de Portela Valla-darès fut constitué.

La campagne électorale se fit sous le signe du "Front Populaire" et de la coalition des partis de droite. Celle-ci s'appuyait surtout sur l'accord entre la Ceda de Gil Roblès et les monarchistes avérés de Calvo Sotelo, sur les Agrariens, sur les radicaux de Lerroux et sur la "Ligue Catalane" de Cambo. Cette droite envisageait la révision de la Constitution qu'elle jugeait trop avancée, la restauration de l'enseignement religieux, l'étouffement de toute lutte de classes, le respect le plus absolu des droits de la propriété privée.

D'autre part, le Front Populaire avait acquis son maximum d'extension en allant de la gauche

républicaine de Azana, des Radicaux dissidents de Martinez Barrio, au Parti Socialiste, au Parti Communiste, au Parti Syndicaliste de Pestana et au Parti Ouvrier d'Éducation Marxiste (fusion de l'ancien Bloc Ouvrier et Paysan de Maurin avec les trotskystes de Nin).

Le programme du Front Populaire réclamait l'amnistie générale et l'abrogation de toutes les lois répressives adoptées par le Gouvernement des Droites. L'accord n'ayant pu se faire sur la réforme agraire au sujet de la nationalisation de la terre et de sa répartition gratuite aux paysans – à cause de l'opposition des partis bourgeois – le Front Populaire trouva un compromis sur la base d'un minimum de revendications : diminution des impôts, des redevances et des fermages abusifs, large politique de crédit agraire, revalorisation efficace des produits de la terre. Le programme contenait de plus un vaste plan de travaux publics pour la résorption du chômage, ainsi que des lois ouvrières fixant, par exemple, un salaire minimum.

13 187 311 électeurs dont 6 843 426 femmes, c'est-à-dire plus d'un demi-million d'électrices que d'électeurs, devaient élire 473 députés, selon le système électoral majoritaire qui assigne, dans chaque circonscription, 80% des sièges à la liste obtenant la majorité même relative.

Bien qu'à première vue, le succès des gauches apparaisse inattendu, en réalité il n'a rien d'extraordinaire. Même aux élections de novembre 1933, la gauche avait eu la majorité des voix, et c'est uniquement parce qu'elle était allée aux urnes beaucoup plus divisée que la droite, qu'elle avait perdu tant de sièges. Cette fois, le "Front Populaire" eut l'appui généralisé des anarcho-syndicalistes, non seulement du Parti syndicaliste de Pestana – qui a adhéré au "Front Populaire" – mais des masses de la CNT. Au cours d'un grand meeting à Saragosse, plusieurs dirigeants de la CNT soutinrent que l'organisation restait apolitique, mais que ses membres étaient libres de voter ou non pour le "Front Populaire".

Le Comité Régional de Barcelone, dirigé par les anarchistes de la Fédération Anarchiste Ibérique (les mêmes qui, en octobre 1934, en bons "anarchistes anti-autoritaires", avaient donné l'ordre de reprendre le travail sans consulter les masses) convoque des réunions pour discuter du problème électoral. Il commença par proposer de "modérer" la position abstentionniste, et finit par inviter, deux jours avant les élections, les membres de la CNT à voter pour les candidats du Front Populaire, qui avaient l'amnistie à leur programme.

On connaît les résultats des élections : majorité absolue du "Front Populaire", effondrement du Parti Radical de Lerroux, position inchangée du Parti clérical de Gil Roblès.

Immédiatement après les premiers résultats, le Gouvernement de Portela Val-ladarès – sans même attendre les résultats du second tour de scrutin, le 1^{er} mars, qui devait pourvoir à 40 sièges – donna sa démission et Azana constitua le nouveau gouvernement de "gauche".

Les Maisons du Peuple, toujours fermées, s'ouvrirent ; les 30 000 prisonniers politiques sortirent.

Voici les deux premiers résultats de la victoire des "gauches". On fera quelque chose pour les chômeurs (officiellement 704 000, en réalité plus d'un million sur 5 millions de travailleurs actifs), dont 60% sont des travailleurs d'Andalousie et Estrémadure, régions des latifundia où devait se concrétiser la fameuse "loi agraire", qui n'a même pas voulu empêcher les propriétaires de continuer à chasser par milliers les petits cultivateurs qui travaillaient pour eux. Si dans les premiers moments d'effervescence qui ont suivi les élections, quelques hommes de droite crurent prudent de traverser la frontière, ils peuvent être certains d'être bientôt rappelés par le Gouvernement des "Gauches", comme le premier le fit pour les monarchistes et les prêtres après avril 1931. Le fait même que la bourgeoisie ait remis avec un tel empressement le pouvoir aux Azana et aux Companys, démontre sa certitude de n'avoir rien à craindre de la "gauche", qui en 1931-1933, comme coalition républicaine-socialiste, étouffa brutalement le mouvement ouvrier et permit à la contre-révolution de se consolider et de reprendre le pouvoir, ce qui aboutit aux massacres d'octobre 1934. Le fait qu'en 1936, après cette expérience concluante quant à la fonction de la démocratie comme moyen de manœuvre pour le maintien du régime capitaliste, on ait pu de nouveau, comme en 1931-1933, pousser le prolétariat espagnol à s'aligner sur un plan non de classe mais de défense de la "République", du "Socialisme" et du "Progrès", contre les forces de la monarchie, du clérical-fascisme et de la réaction, démontre la profondeur du désarroi des ouvriers sur ce secteur

espagnol où les prolétaires ont donné récemment des preuves de combativité et d'esprit de sacrifice.

Le centrisme porte une lourde responsabilité que n'atténue nullement sa faiblesse organique ni le crétinisme des dirigeants de sa section espagnole. Le fait d'avoir contribué à entraîner les ouvriers espagnols sur le terrain du binôme "démocratie-fascisme" et d'avoir fait confiance aux chefs de la social-démocratie qui s'étaient désolidarisés et avaient décliné toute responsabilité dans les mouvements héroïques d'octobre, le rend responsable du second assassinat des feros d'Oviedo, de Gijon, de Mières et de Langréo, perpétré avec les élections du 16 février 1936.

AU FRONT IMPÉRIALISTE DU MASSACRE DES OUVRIERS ESPAGNOLS, IL FAUT OPPOSER LE FRONT DE CLASSE DU PROLÉTARIAT INTERNATIONAL

BILAN n° 34, août-septembre 1936

La simple affirmation générale qu'actuellement, en Espagne, se déroule une bataille sanglante entre la bourgeoisie et le prolétariat, loin de permettre d'établir les positions et les forces politiques pouvant permettre la défense et la victoire du prolétariat, peut conduire au pire désastre et au massacre des travailleurs. Pour arriver à des conclusions positives, il faut déterminer tout d'abord si les masses ont occupé leur retranchement spécifique de classe, se trouvent dans la possibilité d'évoluer, de faire sortir de leur sein les forces capables de briser l'attaque ennemie.

Plusieurs alternatives occupent en ce moment la scène politique. Commençons par celle soulevée par le Front Populaire et à laquelle les centristes ont donné une consécration "théorique". Il s'agirait d'une lutte à mort des « factieux, des rebelles, des fascistes » contre le « gouvernement légal, défendant le pain et la liberté ». Le devoir du prolétariat serait par conséquent de défendre le gouvernement qui serait, en définitive, celui de la bourgeoisie progressive en lutte contre les forces de la féodalité. Les ouvriers qui auraient permis la victoire contre les représentants du régime féodal pourraient, par la suite, passer à la phase supérieure de la lutte pour le socialisme. Dans notre numéro précédent, nous avons mis en évidence que si, en Espagne, le capitalisme se trouvait dans l'impossibilité d'organiser une société du type des autres existantes en Europe, c'est bien une bourgeoisie qui détient le pouvoir, et le seul protagoniste de la refonte du mécanisme économique et politique est le prolétariat et lui seul. Le Front Populaire en Espagne, tout comme d'ailleurs dans les autres pays, se révèle être, même au cours des événements actuels, non pas une force dont les ouvriers pourraient se servir, mais une arme puissante de l'ennemi ayant pour fonction l'écrasement de la classe ouvrière. Qu'il suffise de réfléchir au fait que c'est bien sous son gouvernement qu'a pu s'organiser méthodiquement toute l'action de la droite dont les supports ne consistent pas seulement dans la conjuration (cet aspect le plus théâtral est quand même le moins important), à laquelle toute latitude a été donnée pour se préparer, que, dans le domaine social, l'action du gouvernement de Front Populaire avait déterminé la démoralisation des masses paysannes, l'hostilité profonde des ouvriers s'acheminant à nouveau vers l'éclosion de grandes grèves du type de celles de 1931-32, qui furent écrasées par la terreur dirigée justement par le gouvernement de gauche composée d'une équipe analogue à celle du Front Populaire d'aujourd'hui.

Même au début des événements actuels, l'orientation bien marquée du Front Populaire était d'obtenir un compromis avec la droite, ainsi qu'en témoigne la tentative de constitution du gouvernement Barrio. Aussi Azana peut-il bien s'étonner du fait que Franco, tout en pouvant le faire sans le moindre risque, ne soit pas allé l'arrêter dès le premier jour. C'est qu'une grande inconnue planait sur la situation, et le capitalisme, tout en ayant décidé une première attaque frontale dans toutes les villes, ne savait point si son aile droite aurait pu obtenir immédiatement une victoire totale. L'arrestation d'Azana a été réservée en prévision de cela, et c'est bien l'action ultérieure du Front Populaire qui a donné les plus grandes chances de succès à l'offensive capitaliste. A Barcelone en premier lieu et dans tous les autres centres ouvriers

aussi, l'attaque de la droite se heurta à un soulèvement populaire, qui, parce qu'il luttait sans la moindre attache avec la machine étatique capitaliste et affirmait sa base de classe, put rapidement désagréger les régiments où, en correspondance avec ce qui se déroulait dans les rues, la lutte de classes éclata et les soldats se révoltèrent contre leurs chefs. A ce moment, le prolétariat s'acheminait directement vers un intense armement politique, d'où ne pouvait résulter qu'une offensive dirigée contre la classe capitaliste, et vers le triomphe de la révolution communiste.

En conséquence de la riposte véhémement et puissante du prolétariat, le capitalisme sentit qu'il devait abandonner son premier plan d'attaque frontale et uniforme. En face d'ouvriers qui s'étaient insurgés, qui allaient acquérir une puissante conscience de classe, la bourgeoisie sentit qu'il n'y avait d'autre moyen de se sauver et de vaincre qu'en chargeant le Front Populaire de diriger l'action politique des ouvriers. La tolérance de l'armement des masses s'accompagnait de son encadrement, que Caballero veut aujourd'hui porter à sa perfection au point de vue technique au travers du "commandement unique". A la première phase du faible armement matériel, mais de l'intense armement politique, succédait celle de l'accroissement des instruments techniques à la disposition d'ouvriers qui, progressivement, étaient transportés de leur base primitive de classe vers l'autre, opposée, qui est celle de la classe capitaliste.

A Madrid rapidement, moins facilement aux Asturies, par un procédé bien plus compliqué à Barcelone, le Front Populaire a pu obtenir son succès et les masses se trouvent actuellement englobées sous cette devise centrale : qu'elle soit Sacrée, la machine étatique du capitalisme, qu'elle fonctionne au plus haut rendement pour permettre la victoire contre la droite ; l'écrasement des « factieux » étant le suprême devoir du moment.

Le prolétariat a déposé ses armes spécifiques de classe et consenti au compromis avec son ennemi, au travers du Front Populaire. Aux frontières de classe, les seules qui auraient pu démantibuler les régiments de Franco, redonner confiance aux paysans terrorisés par la droite, d'autres frontières ont surgi, celles spécifiquement capitalistes, et l'Union Sacrée a été réalisée pour le carnage impérialiste, région contre région, ville contre ville en Espagne, et par extension États contre États dans les deux blocs, démocratique et fasciste. Qu'il n'y ait pas la guerre mondiale, cela ne signifie pas que la mobilisation du prolétariat espagnol et international ne soit pas actuellement achevée, pour son entr'égorgement sous le drapeau impérialiste de l'opposition : fascisme-antifascisme. Après les expériences italienne et allemande, il est extrêmement désolant de voir des prolétaires d'une haute préparation politique qui, en se basant sur le fait que les ouvriers sont armés, en concluent que, bien que le Front Populaire dirige ces armées, les conditions se seraient présentées, sans un bouleversement total de la situation, pour permettre la défense et la victoire de la classe ouvrière. Non, Azana et Caballero sont les dignes frères des socialistes italiens et allemands, ils en sont les émules parce que dans une situation extrêmement tendue, ils sont parvenus à trahir les ouvriers, à qui ils ont laissé les armes uniquement parce qu'elles devaient servir à une bataille de classe, non contre, le capitalisme espagnol et international, mais à une bataille de classe contre la classe ouvrière d'Espagne et du monde entier sur le front de la guerre impérialiste.

A Barcelone la façade obscurcit la réalité. Parce que la bourgeoisie se retire provisoirement de la scène politique, parce que les bourgeois ne sont plus à la tête de certaines entreprises, l'on en arrive à considérer que le pouvoir bourgeois n'existe plus. Mais si ce dernier est vraiment inexistant alors c'est l'autre qui aurait dû surgir : celui du prolétariat. Et ici la réponse tragique des événements est cruelle : toutes les formations politiques, même les plus extrêmes, la CNT, proclament ouvertement qu'il ne faut nullement attenter à la machine étatique capitaliste à la tête de laquelle Companys serait même utile à la classe ouvrière. Notre avis à ce sujet est absolument net : deux principes s'opposent, deux classes, deux réalités : celle de la collaboration et de la trahison et celle de la lutte. A la tension extrême de la situation correspondent aussi des forces extrêmes de la collaboration. Si en face d'une conflagration sociale du type de celle de Barcelone, les ouvriers sont poussés non vers l'attaque contre la machine étatique capitaliste, mais vers sa sauvegarde, alors c'est la collaboration et non la lutte de classe qui triomphe. La voie pour l'éclosion de la lutte de classes ne se trouve point dans l'élargissement successif des conquêtes matérielles, tout en laissant debout l'instrument de domination de l'ennemi, mais dans la voie opposée du déclenchement des mouvements prolétariens. La socialisation d'une entreprise, tout en laissant intact l'appareil étatique, est un maillon de la chaîne qui bloque le prolétariat derrière son ennemi aussi bien sur

le front intérieur que sur le front impérialiste de l'antagonisme fascisme - antifascisme, alors que le déclenchement d'une grève pour la moindre revendication de classe (et cela même dans une industrie "socialisée") est un anneau qui peut conduire à la défense et à la victoire du prolétariat espagnol et international.

Il est tout aussi impossible d'opérer un mélange entre le prolétariat et la bourgeoisie qu'il l'est entre les Fronts territoriaux actuels, les armées de l'Union Sacrée et les frontières de classe, les armées de classe. La différenciation s'opère sur les questions fondamentales et non sur celles de détail. Il existe actuellement une opposition apparente entre le détail et l'essentiel, entre la composition, l'ardeur, le sacrifice, l'héroïsme des prolétaires enchaînés par le Front Populaire, et la force politique et historique que représente ce dernier. Tout comme Lénine en avril 1917, nous devons opérer sur le nœud central du problème et c'est là que la seule différenciation politique "réelle" peut s'opérer. A l'attaque capitaliste, on ne peut répondre que sur une base prolétarienne. Ceux qui négligent ce problème central se mettent délibérément de l'autre côté de la barricade et les prétendues réalisations sociales ne sont, en définitive, qu'une maille reliant les ouvriers à la bourgeoisie.

Notre conception de la guerre, comme étant une manifestation de la lutte de classes, semble trouver une confirmation dans les événements actuels en Espagne, qui prouvent que si les compétitions inter-impérialistes n'éclatent pas sous une forme extrême au travers de la guerre impérialiste mondiale, par contre l'antagonisme de classe se manifeste dans toute son ampleur et le capitalisme international, Russie comprise, peut passer au massacre du prolétariat espagnol en exterminant en lui le prolétariat international, puisque les ouvriers des autres pays sont mobilisés autour des mêmes positions qui permettent l'écrasement des travailleurs d'Espagne.

De la situation actuelle où le prolétariat est tenaillé entre deux forces capitalistes, la classe ouvrière ne peut passer à l'autre opposée qu'en empruntant le chemin conduisant à l'insurrection. Il n'y a aucune évolution possible des armées actuelles de Catalogne, de Madrid, d'Asturies, mais il faut la rupture brutale, sans la moindre équivoque. La condition essentielle pour le sauvetage de la classe espagnole réside dans le rétablissement des frontières de classe qui sont opposées aux frontières territoriales actuelles. En Catalogne surtout, où les énergies prolétariennes sont encore puissantes, ces énergies doivent être mobilisées sur un plan de classe. Il faut faire échec au plan capitaliste qui consiste à écraser par la terreur les masses paysannes et à convoiter, par la corruption politique, les masses industrielles pour les diriger vers le même front de la victoire du capitalisme espagnol et international. Pas d'Union Sacrée, à aucun échelon de la lutte, à aucun instant de la bataille. Cet acte de la guerre impérialiste peut ne pas se relier avec l'éclosion immédiate de la conflagration mondiale. Dans ce cas, les batailles actuelles en Espagne, faute d'un bouleversement total de la situation, se dirigeront vers la victoire de la droite, car c'est à cette dernière que revient la fonction politique d'écraser par milliers les prolétaires, d'instaurer la terreur générale, du type de celle qui a exterminé le prolétariat italien et allemand. La gauche – le Front Populaire – a une fonction historique différente et consistant à faire le lit à la réaction, un lit sanglant où sont déjà couchés des milliers de travailleurs espagnols et d'autres pays. La classe ouvrière n'a que des forteresses de classe et ne peut vaincre du moment qu'elle est emprisonnée dans les forteresses ennemies que sont actuellement les fronts militaires. Les héroïques défenseurs d'Irun étaient condamnés d'avance, ils avaient été livrés au capitalisme par le Front Populaire qui était parvenu à les extirper de leur terrain de classe et en a fait la proie des armées de Franco. La lutte armée sur le plan impérialiste est la tombe du prolétariat. Il faut y opposer la lutte armée sur le terrain social. A la compétition pour la conquête des régions et des villes, il faut opposer l'attaque contre la machine étatique, et c'est uniquement de cette attaque que peut résulter la désintégration des régiments de la droite, c'est ainsi seulement que le plan du capitalisme espagnol et international pourra être brisé. Autrement, avec ou sans l'acceptation du plan français de neutralité, avec ou sans le Comité de Coordination composé de fascistes, démocrates et centristes (tous les pays importants y étant représentés), c'est l'orgie capitaliste qui triomphe, et les marchands de canons de France, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie, et l'État Soviétique lui-même livreront des munitions aux deux états-majors, à Franco comme à Caballero, pour massacrer les ouvriers et les paysans en Espagne.

Dans tous les pays, au mot d'ordre capitaliste : pour ou contre la neutralité, pour ou contre l'envoi de munitions à Franco ou au gouvernement, opposez des manifestations de classe, des grèves contre les

transports légaux d'armes, des batailles dirigées contre chaque impérialisme. C'est à cette condition uniquement que la solidarité peut s'affirmer réellement pour la cause du prolétariat espagnol.

PLOMB, MITRAILLE, PRISON : C'EST AINSI QUE RÉPOND LE FRONT POPULAIRE AUX OUVRIERS DE BARCELONE QUI OSENT RÉSISTER A L'ATTAQUE CAPITALISTE !

BILAN n° 41, mai-juin 1937.

PROLÉTAIRES !

Le 19 juillet 1936, les prolétaires de Barcelone, avec leurs poings nus, écrasèrent l'attaque des bataillons de Franco, armés jusqu'aux dents.

Le 4 mai 1937, ces mêmes prolétaires, munis d'armes, laissent sur le pavé bien plus de victimes qu'en juillet lorsqu'ils doivent repousser Franco et c'est le gouvernement antifasciste – comprenant jusqu'aux anarchistes et dont le POUM est indirectement solidaire – qui déchaîne la racaille des forces répressives contre les ouvriers.

Le 19 juillet, les prolétaires de Barcelone sont une force invincible. Leur lutte de classe, affranchie des liens de l'État bourgeois, se répercute au sein des régiments de Franco, les désagrège et réveille l'instinct de classe des soldats : c'est la grève qui enrave fusils et canons de Franco et qui brise son offensive.

L'histoire n'enregistre que des intervalles fugitifs au cours desquels le prolétariat peut acquérir son autonomie entière vis-à-vis de l'État capitaliste. Quelques jours après le 19 juillet, le prolétariat catalan arrive à la croisée des chemins : ou bien il entrait dans la **phase supérieure** de sa lutte en vue de la destruction de l'État bourgeois ou bien le capitalisme reconstituait les mailles de son appareil de domination. A ce stade de la lutte où l'instinct de classe ne suffit plus et où la **conscience** devient le facteur décisif, le prolétariat ne peut vaincre que s'il dispose du capital théorique accumulé patiemment et avec acharnement par ses fractions de gauche érigées en partis sous l'explosion des événements. Si aujourd'hui, le prolétariat espagnol vit une aussi sombre tragédie, c'est dû à son immaturité à forger son parti de classe : le cerveau qui, **seul**, peut lui donner force de vie.

En Catalogne, dès le 19 juillet, les ouvriers créent spontanément, sur leur terrain de classe, les organes autonomes de leur lutte. Mais, immédiatement, surgit l'angoissant dilemme : ou engager à fond la **bataille politique** pour la destruction totale de l'État capitaliste et parachever ainsi les succès économiques et militaires, ou bien laisser debout la machine oppressive de l'ennemi et lui permettre alors de dénaturer et de liquider les conquêtes ouvrières.

Les classes luttent avec les moyens qui leur sont imposés par les situations et le degré de tension sociale. En face d'un incendie de classe, le capitalisme ne peut même pas songer à recourir aux méthodes classiques de la légalité. Ce qui le menace, c'est l'**indépendance** de la lutte prolétarienne conditionnant l'autre étape révolutionnaire vers l'abolition de la domination bourgeoise. Le capitalisme doit donc renouer les fils de son contrôle sur les exploités. Ces fils qui étaient précédemment la magistrature, la police, les prisons, deviennent, dans la situation extrême de Barcelone, les comités des milices, les industries socialisées, les syndicats ouvriers gérant les secteurs essentiels de l'économie, les patrouilles de vigilance, etc.

Ainsi, en Espagne, l'Histoire pose à nouveau le problème qui, en Italie et en Allemagne, a été résolu par l'écrasement du prolétariat : les ouvriers conservent à leur classe les instruments qu'ils se créent dans le feu de la lutte pour autant qu'ils les tournent contre l'État bourgeois. Les ouvriers arment leur bourreau de demain si, n'ayant pas la force d'abattre l'ennemi, ils se laissent à nouveau attirer dans les filets de sa domination.

La milice ouvrière du 19 juillet est un organisme prolétarien. La "milice prolétarienne" de la semaine suivante est un organisme capitaliste approprié à la situation du moment. Et, pour réaliser son plan contre-révolutionnaire, la bourgeoisie peut faire appel aux centristes, aux socialistes, à la CNT, à la FAI, au POUM, qui, tous, font croire aux ouvriers que l'État change de nature lorsque le personnel **qui le gère change de couleur**. Dissimulé dans les plis du drapeau rouge, le capitalisme aiguise patiemment l'épée de la répression qui, le 4 mai, est préparée par toutes les forces qui, le 19 juillet, avaient brisé l'échine de classe du prolétariat espagnol.

Le fils de Noske et de la Constitution de Weimar, c'est Hitler ; le fils de Giolitti et du "contrôle de la production", c'est Mussolini ; le fils du front antifasciste espagnol, des "socialisations", des milices "prolétariennes", c'est le carnage de Barcelone du 4 mai 1937...

Et, seul, le prolétariat russe riposta, à la chute du tsarisme, par l'octobre 1917, parce que, seul, il parvint à construire son parti de classe au travers des fractions de gauche.

PROLÉTAIRES !

C'est à l'ombre d'un gouvernement de Front Populaire que Franco a pu préparer son attaque. C'est dans la voie de la conciliation que Barrios a essayé, le 19 juillet, de former un ministère unique pouvant réaliser le programme d'ensemble du capitalisme espagnol, soit sous la direction de Franco, soit sous la direction mixte de la droite et de la gauche fraternellement unies. Mais c'est la révolte ouvrière de Barcelone, de Madrid, des Asturies, qui oblige le capitalisme à dédoubler son ministère, à départager les fonctions entre l'agent républicain et l'agent militaire liés par l'indissoluble solidarité de classe.

Là où Franco n'est pas parvenu à imposer sa victoire immédiate, le capitalisme appelle les ouvriers à le suivre pour "battre le fascisme". Sanglant guet-apens qu'ils ont payé de milliers de cadavres en croyant que, sous la direction du gouvernement républicain, ils pouvaient écraser le fils légitime du capitalisme : le fascisme. Et ils sont partis pour les cols de l'Aragon, les montagnes de Guadarrama, des Asturies, pour la victoire de la guerre antifasciste.

Encore une fois, comme en 1914, c'est par l'hécatombe des prolétaires que l'Histoire souligne en traits sanglants l'opposition irréductible entre bourgeoisie et prolétariat.

Les fronts militaires : une nécessité imposée par les situations ? Non ! Une nécessité pour le capitalisme afin d'encercler et d'écraser les ouvriers ! Le 4 mai 1937 apporte la preuve éclatante qu'après le 19 juillet, le prolétariat avait à combattre Companys, Giral tout autant que Franco. Les fronts militaires ne pouvaient que creuser la tombe des ouvriers parce qu'ils représentaient les fronts de guerre du capitalisme contre le prolétariat. A cette guerre, les prolétaires espagnols – à l'exemple de leurs frères russes de 1917 – ne pouvaient riposter qu'en développant le défaitisme révolutionnaire dans les deux camps de la bourgeoisie : le républicain comme le "fasciste", et en transformant la guerre capitaliste en guerre civile en vue de la destruction totale de l'État bourgeois. La fraction italienne de gauche a été soutenue uniquement, dans son tragique isolement, par la solidarité du courant de la Ligue des Communistes Internationalistes de Belgique, qui vient de fonder la fraction belge de la gauche communiste internationale. Seuls, ces deux courants ont jeté l'alarme, alors que, partout, l'on proclamait la nécessité de sauvegarder les conquêtes de la révolution, de battre Franco pour mieux battre Caballero ensuite.

Les derniers événements de Barcelone confirment lugubrement notre thèse initiale et ils découvrent que c'est avec une cruauté égalant celle de Franco que le front populaire, flanqué des anarchistes et du POUM, s'est jeté sur les ouvriers insurgés du 4 mai.

Les vicissitudes des batailles militaires ont été autant d'occasions pour le gouvernement républicain de resserrer son emprise sur les exploités. En l'absence d'une politique prolétarienne du défaitisme révolutionnaire, les succès comme les échecs militaires de l'armée républicaine n'ont été que les étapes de la sanglante défaite de classe des ouvriers : à Badajoz, Irun, San Sebastian, la république du front populaire apporte sa contribution au massacre concerté du prolétariat tout en resserrant les liens de l'Union Sacrée, parce que, pour gagner la guerre antifasciste, il faut une armée disciplinée et centralisée.

La résistance de Madrid, par contre, facilite l'offensive du front populaire qui peut se débarrasser de son valet d'hier : le POUM et ainsi préparer l'attaque du 4 mai. La chute de Malaga renoue les fils sanglants de l'Union Sacrée, tandis que c'est la victoire militaire de Guadalajara qui ouvre la période se concluant par les fusillades de Barcelone. Dans l'atmosphère d'ivresse guerrière peut ainsi germer et éclore l'attaque du 4 mai.

Parallèlement, dans tous les pays, la guerre d'extermination du capitalisme espagnol nourrit la répression bourgeoise internationale, et les morts fascistes et "antifascistes" d'Espagne accompagnent les assassinés de Moscou, les mitraillés de Clichy ; et c'est aussi sur l'autel sanglant de l'antifascisme que les traîtres rassemblent les ouvriers de Bruxelles autour du capitalisme démocratique lors des élections du 11 avril 1937.

« Des armes pour l'Espagne » : tel a été le mot d'ordre central qui a résonné aux oreilles des prolétaires. Et ces armes ont tiré sur leurs frères de Barcelone. La Russie soviétique, en coopérant à l'armement de la guerre antifasciste, a aussi représenté la charpente capitaliste pour le récent carnage. Aux ordres de Staline – qui étale sa rage anticommuniste le 3 mars – le P.S.U.C. de Catalogne prend l'initiative du massacre.

Encore une fois, comme en 1914, les ouvriers se servent des armes pour s'entre tuer au lieu de s'en servir pour la destruction du régime d'oppression capitaliste.

PROLÉTAIRES !

Les ouvriers de Barcelone ont repris, le 4 mai 1937, le chemin qu'ils avaient emprunté le 19 juillet et dont le capitalisme avait pu les rejeter en s'appuyant sur les forces multiples du Front Populaire. En déclenchant la grève partout, même dans les secteurs présentés comme des conquêtes de la révolution, ils ont fait front contre le bloc républicano-fasciste du capitalisme. Et le gouvernement républicain a répondu avec autant de sauvagerie que l'a fait Franco à Badajoz et Irun. Si le gouvernement de Salamanque n'a pas exploité cet ébranlement du front de l'Aragon pour pousser une attaque, c'est parce qu'il a senti que son complice de gauche remplissait admirablement son rôle de bourreau du prolétariat. Épuisé par dix mois de guerre, de collaboration de classe, de la CNT, la F.A.I., le POUM, le prolétariat catalan vient d'essuyer une terrible défaite. Mais cette défaite est aussi une étape de la victoire de demain, un moment de son émancipation, car elle signe l'arrêt de mort de toutes les idéologies qui avaient permis au capitalisme de sauvegarder sa domination, malgré le soubresaut gigantesque du 19 juillet.

Non, les prolétaires tombés le 4 mai ne peuvent être revendiqués par aucun des courants qui, le 19 juillet, les ont entraînés hors de leur terrain de classe pour les précipiter dans le gouffre de l'antifascisme.

Les prolétaires tombés appartiennent au prolétariat et uniquement à lui. Ils représentent les membranes du cerveau de la classe ouvrière mondiale, du parti de classe de la révolution communiste.

Les ouvriers du monde entier s'inclinent devant tous les morts et revendiquent leurs cadavres contre tous les traîtres : ceux d'hier, comme ceux d'aujourd'hui. Le prolétariat du monde entier salue en Berneri, un des siens, et son immolation à l'idéal anarchiste est encore une protestation contre une école politique qui s'est effondrée au cours des événements d'Espagne : c'est sous la direction d'un gouvernement à participation anarchiste que la police a répété sur le corps de Berneri l'exploit de Mussolini sur le corps de Matteotti !

PROLÉTAIRES !

Le carnage de Barcelone est le signe avant-coureur de répressions encore plus sanglantes sur les ouvriers d'Espagne et du monde entier. Mais il est encore le signe avant-coureur des tempêtes sociales qui, demain, déferleront sur le monde capitaliste.

Le capitalisme, en dix mois seulement, a dû épuiser les ressources politiques qu'il comptait consacrer à démolir le prolétariat, en entravant le travail que celui-ci accomplissait pour fonder son parti de classe, arme de son émancipation, et de la construction de la société communiste. Centrisme et anarchisme, en rejoignant la social-démocratie, ont, en Espagne, atteint le terme de leur évolution, comme ce fut le cas en 1914 lorsque la guerre réduisit la Deuxième Internationale à l'état de cadavre.

En Espagne, le capitalisme a déclenché une bataille d'une portée internationale, la bataille entre le fascisme et l'antifascisme qui, au travers de la forme extrême des armes, annonce une tension aiguë des rapports de classe sur l'arène internationale.

Les morts de Barcelone déblaient le terrain pour la construction du parti de la classe ouvrière. Toutes les forces politiques qui ont appelé les ouvriers à lutter pour la révolution en les engageant dans une guerre capitaliste ont toutes passé de l'autre côté de la barricade et devant les ouvriers du monde entier s'ouvre l'horizon lumineux où les morts de Barcelone ont écrit avec leur sang la leçon de classe déjà tracée par le sang des morts de 1914-18 : **la lutte des ouvriers est prolétarienne à la seule condition de se diriger contre le capitalisme et son État ; elle sert les intérêts de l'ennemi si elle ne se dirige pas contre lui, dans tous les instants, dans tous les organismes prolétariens que les situations font surgir.**

Le prolétariat mondial luttera contre le capitalisme même lorsque celui-ci passera à la répression contre ses valets d'hier. C'est la classe ouvrière et jamais son ennemi de classe qui est chargée de liquider le compte de ceux qui ont exprimé une phase de son évolution, un moment de sa lutte pour l'émancipation de l'esclavage capitaliste.

La bataille internationale que le capitalisme espagnol a engagée contre le prolétariat ouvre un nouveau chapitre international de la vie des fractions de tous les pays. Le prolétariat mondial, qui doit continuer à lutter contre les "constructeurs" d'Internationales artificielles, sait qu'il ne peut fonder l'Internationale prolétarienne qu'au travers de l'ébranlement mondial du rapport des classes ouvrant la voie de la Révolution communiste, et seulement ainsi. Face au front de la guerre d'Espagne, qui annonce l'éclosion de tourmentes révolutionnaires en d'autres pays, le prolétariat mondial sent que le moment est venu de nouer les premiers liens internationaux des fractions de la gauche communiste.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS !

Votre classe est invincible : elle représente le moteur de l'évolution historique : les événements d'Espagne en apportent la preuve, car c'est votre classe, **uniquement**, qui constitue l'enjeu d'une lutte qui convulsionne le monde entier !

Ce n'est pas la défaite qui peut vous décourager : de cette défaite vous retirerez les enseignements pour votre victoire de demain !

Sur vos bases de classe, vous reconstituerez votre unité de classe au-delà des frontières, contre toutes les mystifications de l'ennemi capitaliste ! En Espagne, aux tentatives de compromissions tendant à fonder la paix de l'exploitation capitaliste, répondez par la fraternisation des exploités des deux armées pour la lutte simultanée contre le capitalisme !

Debout pour la lutte révolutionnaire dans tous les pays !

Vivent les prolétaires de Barcelone qui ont tourné une nouvelle page sanglante du livre de la Révolution mondiale !

Élevons l'étendard de la Révolution communiste que les bourreaux fascistes et antifascistes ne peuvent empêcher les prolétaires vaincus de transmettre à leurs héritiers de classe.

Soyons dignes de nos frères tombés !

Vive la Révolution communiste dans le monde entier !

LES FRACTIONS BELGE ET ITALIENNE DE LA GAUCHE COMMUNISTE INTERNATIONALE

LA GUERRE IMPÉRIALISTE D'ESPAGNE ET LE MASSACRE DES MINEURS ASTURIENS

BILAN n°44, octobre 1937.

Une nouvelle vague d'Union Sacrée déferle sur l'Espagne républicaine. « Entente à l'arrière-garde », « cordialité entre les secteurs antifascistes », et tous voudraient faire revivre les semaines qui suivirent la constitution du premier gouvernement Caballero. Autour des mineurs asturiens s'échafaudent d'ignobles campagnes pour effacer dans l'esprit des prolétaires les crimes du gouvernement Negrin et de ses complices socialo-centristes et anarchistes. Dans nos pays, les « Comités pour Bilbabao » ont changé d'étiquette et sont devenus les « Comités pour les Asturies ».

Pauvres prolétaires ! Après plus d'un an de guerre impérialiste, de carnage, de répression féroce de Franco contre des chefs républicains, ils seront encore une fois les dupes des traîtres qui exploitent la tragédie asturienne pour maintenir et consolider l'Union Sacrée.

Comment peut-on ne pas réfléchir et rester figé dans de stupides illusions lorsqu'on examine le déroulement et surtout le mécanisme capitaliste qui actionne les événements dans la péninsule ibérique. Le prolétariat est incapable de par sa fonction historique même de faire la guerre "antifasciste" (qui est le nom dont on affuble le carnage des ouvriers) et de lutter parallèlement pour la révolution prolétarienne. Il fallait choisir entre le terrain de classe où les ouvriers ont prouvé le 19 juillet qu'ils pouvaient vaincre, et le terrain capitaliste où la bourgeoisie montre depuis des mois et des mois qu'elle sait obtenir sa victoire. Du mirage qui aveuglait tant de soi-disant communistes de gauche, Don Quichotte de révolutions inexistantes, que reste-t-il ? Des mots, des déclamations, alors que la réalité capitaliste se dresse, imposante, et leur lance des soufflets qu'ils encaissent en protestant : « nous n'avons jamais dit ceci ou cela ». Pauvres "révolutionnaires" qui n'ont pas le courage de reconnaître leurs monstrueuses aberrations et qui continuent, malgré tout, à naviguer dans les eaux de l'antifascisme. Aujourd'hui qu'un vent de "concorde" souffle dans la zone républicaine et que les fils d'un nouvel acte de mobilisation chauvine apparaissent, peut-être criera-t-on encore "au triomphe" des forces révolutionnaires "imposant" l'Union Sacrée, "imposant" leur présence dans le gouvernement de Valence, "imposant" toutes les mesures possibles de collaboration de classe au nom des intérêts futurs de la "révolution".

Et pourtant, pour nous, jamais la situation ne fut aussi claire et ne fit apparaître la nécessité d'une position de classe, basée sur la théorie marxiste, pour sortir les ouvriers de la situation terrible qu'ils connaissent.

Que nous apprennent en effet les événements de ces derniers mois ? Le gouvernement Negrin vient au pouvoir après la "victoire" autour de Madrid, contre les troupes italiennes et l'offensive en pays basque ; il poursuit l'œuvre de répression féroce que son collègue Caballero avait commencée le 4 mai à Barcelone, et dès lors, jusqu'à la chute de Bilbao et Santander, ce fut une attaque permanente contre les prolétaires, un nettoyage des comités ouvriers, le massacre des militants du POUM, des Amis de Durruti ; le triomphe complet et intégral de la légalité bourgeoise.

A peine Santander se rend-elle, qu'immédiatement Valence et Madrid bouillonnent de complots fascistes dans lesquels les Corps Armés de la République participent activement. Alors que les "victoires" militaires permettent le déclenchement de la répression et la préparation du grand jour des "trahisons", le gouvernement Negrin accouche avec ses canailles centristes de la défaite totale en Biscaye. Tout fut tellement évident dans la façon dont les républicains remirent Santander à Franco, qu'il n'est pas étonnant que les franquistes se soient démenés à Madrid et à Valence, presque avec la certitude de jouir des bontés de Negrin et de ses alliés centristes.

D'un seul coup, nous avons assisté à un retournement de situation. La défaite militaire et les appels désespérés des mineurs asturiens vont déterminer une campagne pour rétablir l'Union Sacrée. D'une pierre

on fera deux coups : comme la situation devient impossible à Barcelone et à Valence où les masses sont rationnées à l'extrême, où la vie augmente et où le pacte UGT-CNT avait déjà essayé de canaliser le mécontentement des ouvriers travaillant pour la guerre, les mineurs asturiens seront le point de ralliement de tous les secteurs antifascistes qui – y compris la CNT – feront confiance à Negrin.

Ainsi, la victoire ou la défaite militaire servent tour à tour de moyen pour étrangler le prolétariat.

C'est que la classe ouvrière oppose à la guerre capitaliste sa guerre de classe et ne réalise pas l'Union Sacrée lors de la défaite "pour battre le fascisme" car elle sait que la moindre victoire verra son massacre. Les conditions exigées des prolétaires pour secourir les mineurs asturiens, pour attaquer en Aragon, sont l'abandon de leur esprit de classe, leur soumission à l'État capitaliste (en Aragon l'offensive a commencé seulement après que les anarchistes aient été obligés d'accepter le général républicain Pozas et les directives militaires de Valence). Et lorsqu'on progresse sur le terrain militaire, les conditions sont réalisées pour la répression de la bourgeoisie. C'est vraiment une évolution excessivement tortueuse que celle que nous vivons actuellement en Espagne. Des faits contradictoires se suivent, s'enchaînent et nous donnent quand même le tracé que suit la guerre du capitalisme contre le prolétariat. Ainsi, nous aurons d'une part les déclarations publiques des centristes donnant ordre à leurs adhérents de cesser toute campagne contre les anarchistes, afin de maintenir le front antifasciste ; la campagne de la CNT pour « l'intégration de tous les secteurs et organisations antifascistes dans un gouvernement de guerre dans lequel doivent figurer, en premier lieu, les deux centrales syndicales » (Solidaridad Obrera). D'autre part, les Cortès s'ouvriront avec la participation de Miguel Maura, chef du parti conservateur, et Portela Valladares, leader influent de la droite républicaine, qui avait fui en juillet 1936. Dans La Dépêche de Toulouse, Pontela Valladares a fait des déclarations, avant de rentrer à Valence, qui méritent d'être rapportées⁸ :

« Le gouvernement de la République espagnole agit comme un gouvernement d'ordre, d'autorité et de respect de la loi ; il se comporte conformément à la Constitution. Les droits des citoyens sont assurés. Les Comités de Contrôle, plus ou moins arbitraires, sont dissous. Il existe une seule autorité : celle de la loi, la même pour tous les citoyens. Il y a plus. On a voulu vérifier le passé et poursuivre les délits commis dans une époque où le pouvoir n'avait pas d'autorité, etc. »

Quelle signification peut-on donner à ce double mouvement : la tentative de concilier toutes les organisations dans un renforcement de l'Union Sacrée et la possibilité pour la droite républicaine de réapparaître sur l'arène politique avec son langage d'autorité si caractéristique ?

La nécessité de la campagne pour un "Front Populaire Antifasciste" (l'adjectif indique l'intégration des centrales syndicales dans le Front Populaire, particulièrement la CNT) découle de la manœuvre qu'il faut effectuer pour permettre l'anéantissement complet des mineurs asturiens et étouffer le mécontentement qu'a fait naître la politique de Negrin qui, tout en massacrant les ouvriers, a livré la Biscaye à Franco. Les centristes qui sont les complices directs dans cette affaire, ont tout intérêt à publier des lettres ouvertes où l'on considère comme "provocateur ou agent du fascisme" celui qui travaille contre l'unité et ne veut pas adopter une attitude cordiale envers la CNT. Hier encore, les anarchistes étaient considérés comme des alliés de la "cinquième colonne" et les arrestations pleuvaient sur eux comme une manne céleste.

Les mineurs des Asturies ne doivent pas retirer des enseignements de la reddition de Santander et liquider avant tout la canaille contre-révolutionnaire qui ne vise qu'à les livrer au bourreau. Les travailleurs de Barcelone et de Valence ne doivent pas s'alerter et tenter de se révolter contre le gouvernement de Valence, allié de Franco : leur lassitude de cette guerre devra être combattue. Et ici la manœuvre sera claire : l'État bourgeois a rétabli l'ordre et l'autorité partout : eh bien! on fera appel à ces mêmes anarchistes qui ont permis le massacre de mai pour mieux manœuvrer les ouvriers. Mais, cette fois-ci, la CNT devra évoluer ouvertement sur le terrain de la légalité bourgeoise. Ils répondront à l'appel de la bourgeoisie en déclarant dans un de leurs manifestes que Bakounine aurait très certainement agi comme eux s'il avait vécu en Espagne. Leur raisonnement sera simple : on nous a chassés du

⁸ Nous citons d'après le Nuovo Avanti, organe des socialistes italiens, qui est tout heureux de voir un réactionnaire saluer l'œuvre de Negrin.

gouvernement parce que nous étions dangereux et pouvions empêcher les "trahisons" ; en réintégrant le gouvernement, le prolétariat marquera, au travers des ministres anarchistes, un succès. Et Negrin aux Cortès tendra, par ses allusions discrètes, la perche à ces nouveaux traîtres qui dans le gouvernement Caballero n'ont pas hésité à tremper leurs mains dans le sang ouvrier. Le POUM aussi luttait pour reprendre sa place dans le gouvernement capitaliste de Companys et cela ne l'a pas sauvé des fusils centristes. Les anarchistes ont beau donner des preuves d'attachement au régime, participer à la manifestation patriotique du 11 septembre pour fêter, en commun avec les centristes, la révolte de Casanova contre Philippe V, s'abstenir de toute attaque contre la Russie (conformément au décret de Irujo), découvrir un sens particulier à la défense de la patrie (discours de Garcia Oliver à Madrid, publié par Frente Libertario), rien n'y fera aujourd'hui la bourgeoisie les emploiera pour les livrer demain aux prisons et aux bourreaux rouges ou noirs. On les gonflera à bloc autour de l'aide aux mineurs d'Asturies et ils oublieront tout : les meurtres, les emprisonnés, les trahisons, pour ne plus songer qu'à battre le fascisme par un véritable "front antifasciste" formant un gouvernement de guerre.

A côté d'eux se déroule pourtant un phénomène curieux au sujet duquel nous ne connaissons pas encore toutes les réactions de la CNT. L'UGT voit la victoire de la tendance réformiste-centriste, celle de Gonzalès Pena, député des Asturies, sous le double effet de la campagne centriste contre Caballero et le gouvernement Negrin. Le "Lénine espagnol" est défenestré avec une facilité inouïe et la personnalité de Pena indique symboliquement aux masses que ces changements vont permettre à l'UGT de mieux participer à la guerre antifasciste, particulièrement dans les Asturies. Il ne suffit pas ici aux anarchistes d'opposer l'homogénéité de la CNT aux querelles des courants marxistes dans l'UGT. Hier ils s'opposaient à la campagne contre Largo Caballero, dirigeant de l'UGT, et maintenant, au nom de la "cordialité", vont-ils saluer Pena qu'accompagne le revirement des communistes officiels envers la CNT ?

Mais, il y a aussi le retour des politiciens d'opposition au Front Populaire, qui ont été chaleureusement accueillis aux Cortès. C'est que la machine étatique de Negrin est solide, et toutes les illusions de révolution sont bien mortes. Le glissement vers la droite permet enfin aux politiciens de droite de revenir dans une atmosphère calme et l'Union Sacrée que s'approprient à consolider les anarchistes n'en devient que plus significative : non seulement l'entente avec Negrin, mais aussi avec Maure et Valladares.

Telle est la réalité de la situation qui voit se développer une manœuvre qui permettra de pousser les mineurs asturiens, jusqu'aux derniers, sous les bombes de Franco, alors que les ouvriers des autres zones devront applaudir pendant que Negrin aiguïsera toujours plus les armes de la répression étatique. Dans un article de M. Chaves Nogales, ancien directeur de l'Ahora de Madrid, on pose cette question : « Pourquoi la guerre d'Espagne n'est-elle pas encore finie ? », et l'auteur fait nettement ressortir que de part et d'autre les mobiles de juillet 1936 ont disparu : Negrin massacre les ouvriers, rétablit la démocratie bourgeoise ; Franco tente de recourir aux politiciens de la monarchie et de la république tout en bridant les phalangistes. Pourquoi ne s'entendrait-on pas pour faire cesser la guerre, puisqu'on ne lutte ni pour le communisme, ni pour le fascisme, mais au nom du système capitaliste ?

Et la question reste en effet posée : pourquoi et autour de quoi se poursuit la guerre d'Espagne ? Économiquement, la péninsule ibérique est à bout de forces ; politiquement, les ouvriers sont tombés par dizaines de milliers et la bourgeoisie sort vainqueur sur les deux zones.

Ce qu'il y a ? C'est une situation internationale que domine la lassitude qui existe dans les deux camps et qui empêche l'évolution des tendances vers le compromis (les fameux complots fascistes) d'éclorre et d'arriver à terme. Même les déclarations de Companys sur l'absurdité pour "nous Catalans" de cesser la lutte contre le fascisme et de traiter séparément avec Franco, ne sont pas tellement orthodoxes pour dissimuler les préoccupations de la bourgeoisie catalane.

La guerre d'Espagne continue parce qu'elle est devenue l'axe de la situation mondiale de guerre impérialiste que nous vivons dans tous les pays, particulièrement au point de vue des rapports entre les classes. Ce sont les pays démocratiques, fascistes, centristes – en collaboration avec la bourgeoisie espagnole – qui l'entretiennent et qui actionnent le jeu politique et militaire qui permet l'offensive en Aragon lorsque Franco occupe Santander ; qui laisse la France organiser la Conférence de Nyon pour "légaliser" la "piraterie" en Méditerranée ou, du moins, permettre à l'Italie d'être brigand et gendarme à la

fois, conférence qui semble apporter une aide au gouvernement de Valence ; c'est la Russie, le Mexique, avec leurs fournitures d'armes ; c'est l'Angleterre avec ses capitaux aux deux parties ; c'est l'Italie et l'Allemagne avec leurs envois de corps d'armée.

Sur les cadavres des prolétaires espagnols, l'Union Sacrée dans tous les pays démocratiques peut se maintenir alors qu'en Italie, en Allemagne, un formidable exutoire fonctionne pleinement. Qui peut finir la guerre espagnole (aujourd'hui véritable guerre internationale) ? Le gouvernement de Valence ? Il craint trop les ouvriers et préfère laisser se poursuivre jusqu'au dernier moment les avances de Franco ! Et puis, n'a-t-il pas sur le dos la puissance des pays démocratiques et centristes qui veulent "localiser" mais non finir le carnage ? Franco ? Ce sont l'Italie et l'Allemagne qui ne peuvent s'arrêter sans déterminer un effondrement dans leur système de domination.

Comme la dernière guerre mondiale qui dès la fin de 1916 apparaissait comme un champ de bataille sans possibilité d'issue, sans "logique", sans les "idéaux" initiaux de 1914, la guerre espagnole apparaît aujourd'hui ainsi, et dans les deux phases historiques seul le prolétariat peut en finir avec le carnage par son réveil de classe.

Mais ici la réalité se montre terrible : comme les ouvriers russes s'avèrent actuellement incapables de bouleverser la domination centriste sans l'aide du prolétariat mondial, les travailleurs espagnols ne paraissent pouvoir transformer la guerre impérialiste en guerre civile que si du dehors éclatent des mouvements révolutionnaires contre le capitalisme et sa guerre. A ce point de vue, la situation dans les autres pays n'est pas brillante, surtout si l'on examine le mouvement ouvrier et l'isolement dans lequel luttent les fractions de la gauche communiste. Mais le conflit sino-japonais nous montre que le bouillonnement des contrastes de la société capitaliste est devenu l'élément dominant de la situation, et ces mêmes contrastes, qui obligent le capitalisme à se jeter dans la guerre, agitent en permanence le prolétariat mondial, s'exprimant dans l'œuvre progressive des fractions de gauche, et pourraient enfin faire sauter la bombe révolutionnaire, là où du martyre sanglant des ouvriers a surgi une avant-garde.

La guerre d'Espagne a été décisive pour tous : pour le capitalisme, elle fut le moyen d'élargir le front des forces qui agissent pour la guerre, d'incorporer à l'antifascisme les trotskystes, les soi-disant communistes de gauche, et d'étouffer le réveil ouvrier qui se dessinait en 1936 ; pour les fractions de gauche, ce fut l'épreuve décisive, la sélection des hommes et des idées, la nécessité d'affronter le problème de la guerre. Nous avons tenu, et, contre le courant, nous tenons toujours.

Pourtant, des anarchistes aux trotskystes, des centristes aux socialistes, nous-a-t-on abreuvés d'injures, de calomnies ! Nous osions défendre la destruction des fronts territoriaux capitalistes, la fraternisation immédiate de tous les exploités, par-dessus les tranchées ennemies, contre tous les exploités. A la guerre civile de la bourgeoisie contre le prolétariat nous opposions la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie. Et si les événements qui se sont déroulés depuis un an ont confirmé notre opinion, justifié nos mots d'ordre, rien n'a altéré l'ardeur belliqueuse des traîtres anciens et nouveaux. Que l'on nous accuse donc d'être l'agent de celui-ci, ou de celui-là : de Franco, d'Hitler ou de Mussolini. Les prolétaires comprendront que les véritables agents du capitalisme, payés, stipendiés comme de vulgaires laquais, sont les massacreurs centristes des journées de mai à Barcelone ; les ministres anarchistes d'hier et peut-être d'aujourd'hui ; les bourreaux de Russie. Et si les trotskystes veulent se joindre à ce concert, pour faire preuve de "loyalisme" républicain, ils seront en bonne place pour recevoir les réponses qu'ils méritent.

Notre fraction tient toujours bien haut, face aux provocateurs de la bourgeoisie, le drapeau de la transformation de la guerre impérialiste d'Espagne en guerre civile, par la destruction des fronts militaires, la fraternisation des prolétaires, seule base pour déclencher dans la zone républicaine et fasciste la lutte pour la destruction de l'État capitaliste.

Après l'expérience vécue, il faut choisir entre les positions de la classe prolétarienne et les positions du capitalisme dissimulées sous ses différentes versions. Tous les partis ou groupes ont fait faillite en Espagne : le trotskysme est lui aussi un "cadavre puant" et aucune déclamation de Trotsky ne pourra le faire revivre. Les militants communistes ont à tirer le bilan des derniers événements : ils doivent rompre avec les organisations traîtres ; se mettre au travail pour reconstruire un organisme sur une base de classe :

une fraction de la gauche communiste.

LES DÉFAITES OU LES VICTOIRES MILITAIRES ONT UNE SEULE VICTIME : LES OUVRIERS ESPAGNOLS

BILAN n°46, décembre 1937 – janvier 1938.

Rarement on vit un tel enthousiasme de la presse socialo-centriste : Teruel allait tomber dans les mains des armées républicaines. Pour la première fois celles-ci prenaient l'offensive, et, appuyées par un matériel perfectionné, organisées comme une véritable armée moderne, elles allaient désormais marcher de l'avant et en finir avec Franco.

En avons-nous lu des panégyriques sur l'armée du Front Populaire qui avait surmonté toutes les erreurs des vieilles milices, surmonté la décentralisation, acquis une discipline, et qui menait la guerre comme une véritable armée bourgeoise. Les Zyromsky et consorts ne manquaient pas de mettre en évidence que l'offensive de Teruel était le résultat d'une réorganisation générale que Negrin après Caballero avait entreprise. Ce qu'ils n'ajoutaient pas, c'est que cette même armée moderne avait dû d'abord rétablir "l'ordre bourgeois" par les journées de mai à Barcelone, déchaîner une féroce répression dont les prisons républicaines illustraient les douceurs, établir une censure dont les journaux anarchistes pouvaient être fiers.

On claironnait sur tous les tons que Teruel consacrait l'œuvre de Negrin et de ses complices centristes, et l'offensive républicaine devait même effacer les crimes des bourreaux. Tout cela ne pouvait pas durer longtemps et bientôt l'équilibre se rétablissait : Franco reprenait l'offensive et de Teruel il ne restera que des ruines où deux armées capitalistes offriront peut-être pendant des semaines des prolétaires à la mitraille.

Faut-il le répéter : les victoires ou les défaites de Franco ou de Negrin ne peuvent avoir qu'un vaincu : les prolétaires qui des deux côtés des fronts sont embrigadés. Quand Franco avance il abat sa botte sur la nuque des exploités et sa victoire est pavée de cadavres ; quand c'est Negrin la répression antifasciste se déchaîne et les assassinats se succèdent alors que des milliers d'ouvriers restent sur les champs de bataille et servent de piédestal aux spéculations macabres des traîtres de tous les pays. N'est-ce pas Marty, l'ex-mutin de la Mer Noire et l'actuel boucher de la guerre espagnole, qui, entre deux aboiements contre le POUM, écrivait que la France républicaine peut s'appuyer sur les cadavres des volontaires internationaux pour établir l'amitié franco-espagnole qui permettrait "de signer un traité de commerce dont l'exécution ranimerait l'économie française" ?

Laissons donc la bataille de Teruel et toutes les autres batailles aux stratèges de café et aux états-majors capitalistes. De tout cela – sauf pour les trotskystes et pour leurs alliés – ne peut sortir que de la marchandise bourgeoise et des défaites ouvrières. Il y a longtemps que nous avons prouvé que la conduite de la guerre ne va pas de pair avec la préparation de la révolution, mais que celle-ci est le processus antagonique de celle-là : le prolétariat lutte pour la révolution en s'opposant, par le défaitisme révolutionnaire et la fraternisation par-delà les fronts, à la guerre impérialiste dans tous ses aspects et à chaque moment.

La bataille de Teruel nous prouve encore une fois que tout le bavardage sur les offensives, contre-offensives, retraites "stratégiques", n'a en réalité qu'une importance relative, car un examen des faits nous montre que tous les aspects de la guerre se ramènent à une offensive plus réelle : celle que le capitalisme mène en Espagne et dans tous les pays contre les ouvriers.

Dans nos pays la marche sur Teruel (assiégé depuis plus d'un an par les troupes républicaines) devait être une occasion pour réchauffer l'enthousiasme antifasciste des masses et faire remonter les actions du gouvernement républicain auprès de pays qui, comme l'Angleterre, voient surtout les affaires à conclure

avec Salamanque. Ce n'est pas que la France dédaigne le commerce avec Franco. Un exemple ici ne sera pas de trop. L'Humanité, qui voudrait ranimer le commerce français avec la chair des ouvriers contrôlés par Negrin, signalait il y a un mois que des obus des usines françaises Fafitte étaient employés par Franco sur le front de Madrid. Dernièrement on signalait les canons du Creusot abandonnés par les nationalistes à Teruel. Il est vrai que ce commerce ne connaît pas de frontière...

Avec l'offensive sur Teruel, Negrin montrait que l'armée républicaine existait encore et qu'on pouvait y placer des capitaux sans crainte. Mais l'essentiel était la situation intérieure où cette offensive, comme celle qui fut déclenchée en pure perte en Aragon après les journées de Mai, servait de paravent pour dissimuler l'attaque contre les ouvriers. La censure sévit avec une vigueur terrible. Les syndicats, malgré leur attachement à la cause de la guerre, sont brimés parce qu'en eux existe un mécontentement ouvrier qu'il faut atteindre. Ce n'est pas le fait du hasard si la presse de Barcelone ne cesse de prouver qu'il faut mettre les syndicats à l'écart et parallèlement cesser de parler de révolution : "D'abord gagner la guerre". Barrio, le président des Cortès, a été plus loin : il a déclaré calmement que le prolétariat aurait un droit hégémonique dans le gouvernement d'Espagne seulement après avoir gagné la guerre. Jusqu'à ce moment, il faut que la bourgeoisie et ses valets socialo-centristes dominent toute la situation.

Il ne faut pas chercher loin pour prouver que l'offensive de Teruel coïncide avec les difficultés de toute espèce : la cherté de la vie ne fait qu'augmenter et cela attise le mécontentement à l'arrière ; dans les syndicats le mécontentement est grand et les pourparlers pour refaire l'unité de l'UGT sont des mesures de sûreté indispensables après avoir employé la scission de l'UGT pour égarer le mécontentement des ouvriers envers Negrin et les assassins centristes.

Les anarchistes de La Solidaridad ont bien caractérisé la situation lorsqu'ils affirmaient en pleurnichant (c'est devenu le langage de nos farouches libertaires) : « alors qu'on exige des travailleurs un plus grand rendement dans le travail, on attaque constamment leurs conquêtes sociales » (4 décembre 1937).

Il est évident que le mécontentement existe à Barcelone dans les différentes industries de guerre, autrement on ne s'explique pas le décret de Companys augmentant les salaires et diminuant les heures de travail.

Les anarchistes ont d'ailleurs pris position contre l'augmentation des salaires et la diminution de la journée de travail en expliquant gravement que les ouvriers étaient prêts à tous les sacrifices pour battre le fascisme et pour établir une bonne liaison entre le front et l'arrière-garde, mais il ne fallait pas rétablir une bureaucratie dans la production et comprendre le sacrifice des ouvriers comme une abdication de leurs aspirations sociales.

Et pourtant, la réalité de la situation n'est pas la lutte des ouvriers pour leurs "aspirations sociales", mais la lutte du capitalisme pour anéantir celles-ci, et cette bataille se poursuit implacablement comme doivent le constater avec désespoir les anarchistes qui se rendent compte du sourd mécontentement des prolétaires abrutis dans la production de guerre.

Nous laisserons donc la bataille pour Teruel et toutes les autres péripéties de la guerre impérialiste d'Espagne tranquillement de côté pour nous préoccuper d'un seul point : les prolétaires dominés par le Front Populaire pourront-ils donner le signal de la lutte contre la guerre aux prolétaires dominés par Franco ? Pourront-ils donner le signal de la fin de la guerre par leur fraternisation avec les exploités de l'autre camp ? Pourront-ils déclencher la lutte contre l'État capitaliste qui établit et maintient l'ordre des deux côtés ?

MOYEN ORIENT : VERS L'EXPLOSIVE RECOMPOSITION DE CLASSE AU DELÀ DES RACES ET DES FRONTIÈRES

Cette triste année 1986, 60ème anniversaire de l'ère de la contre-révolution, nous rappelle aussi deux dates importantes liées aux événements tourmentés de la lutte de classes au Moyen Orient : la "grande révolte" arabe de 1936 et la chute du camp de réfugiés de Tell El Zaatar en août 1976. Nous avons voulu rappeler ces deux événements qui sont des points de repère essentiels pour comprendre quelles sont les causes réelles de l'oppression, de l'exploitation, des violences subies par la classe laborieuse arabe en général et palestinienne en particulier, car ce ne peut être qu'en comprenant quelles furent et quelles sont ces causes, quels intérêts de classe sont en jeu, quels sont les ennemis et les alliés, que l'on peut chercher à expliquer l'apparente irrationalité d'une guerre sans fin et sans front qui voit se battre "tous contre tous", dans un processus continu de formation et de dissolution de nouvelles alliances.

Les attentats sanguinaires qui ont désormais une cadence quotidienne, depuis les autos piégées de Beyrouth aux détournements d'avion, aux incursions dans les synagogues comme à Istanbul, quand ces attentats ne sont pas directement organisés dans les ministères des grandes et petites puissances impérialistes, sont l'œuvre de groupes sans aucun programme historique, jetés sur la voie du terrorisme par le désespoir, par la rage, par la haine et donc facilement influençables par des services secrets aguerris. L'usage de la violence de classe, la terreur rouge étatique disciplinée et centralisée, sera indispensable au prolétariat non seulement pour s'emparer du pouvoir mais aussi pour le défendre, mais il devra être planifié et dirigé par le Parti. "La désagrégation du Moyen Orient continue de sécréter terreur et tragédies" écrit la presse opportuniste (L'Unita, organe du PC italien, du 8/9/86) ; mais de quelle "désagrégation" parle-t-on ?

Celle qui dérive de la faillite des impossibles "négociations de paix" entre petits et grands requins impérialistes, comme l'affirme l'opportunisme ; ou bien de la désagrégation du parti de classe, de ses principes et de ses buts, de la disparition de toute organisation, même au niveau syndical, capable de donner de réelles perspectives d'émancipation au prolétariat du Moyen Orient, et de cette désagrégation là, l'opportunisme et tous les partis "frères" n'en sont-ils pas les responsables directs ?

Les réfugiés palestiniens représentent une mine errante pour tous les États de la région et pour leurs alliés d'Occident et d'orient.

Les solutions de l'impérialisme sont au nombre de deux : élimination physique des franges potentiellement les plus dangereuses, le prolétariat des camps, ou bien l'État ghetto en Cisjordanie sous le contrôle armé de l'alliance Syrie-Jordanie-Israël. On ne peut s'opposer à ces plans par le terrorisme, mais seulement en commençant à organiser les masses exploitées de manière autonome par rapport aux autres classes, dans le syndicat et dans le parti communiste révolutionnaire, en combattant l'influence des organisations interclassistes comme l'OLP et les divers partis "ouvriers" ou soi-disant même "communistes", en dépassant les divisions artificielles de races, de nationalités, de religions pour former des organisations exclusivement sur des bases de classe.

Nous avons voulu rappeler les événements de 1936 et de 1976 comme deux pas importants effectués dans cette direction.

1936 : la "grande révolte" arabe

Il y a cinquante ans, en avril 1936, dans la Palestine sous mandat anglais, éclatait une révolte sanglante de la population indigène contre l'immigration juive, la vente de terres aux juifs, pour l'émancipation du

pays de la domination anglaise. A la fin de la première guerre mondiale, pendant la période du mandat britannique, la grande majorité de la population de la Palestine était constituée de paysans petits propriétaires, mais nombreux étaient aussi les fermiers et les salariés qui travaillaient dans les propriétés de l'aristocratie agraire. En 1930, 250 familles de grands propriétaires possédaient autant de terres que 60 000 petits propriétaires, alors que 30% des familles paysannes ne possédait pas de terres. Environ les 2/3 des terres appartenant aux grands propriétaires terriens absentéistes étaient donnés en loyer aux paysans pauvres ou sans terres. Mais même parmi les petits propriétaires, la majorité n'avait pas assez de terres pour vivre.

L'immigration sur ces terres d'une population juive nombreuse qui, à partir du début des années 30, se fit toujours plus massive (on calcule que sur la période 1932-1938 ont immigré environ 217 000 personnes contraintes de fuir les persécutions nazies), provoqua de graves contrecoups à l'économie de cette région qui n'était pas habitée par plus d'un million d'arabes palestiniens, entraînant immédiatement une aggravation supplémentaire des conditions de vie des couches les plus pauvres. Et les immigrés juifs, dotés de capitaux, de connaissances techniques et scientifiques et de l'appui de la puissance mandataire qui voulait les utiliser comme point d'appui contre les aspirations nationalistes des populations autochtones, réussirent à acheter une grande part des terres cultivables des grands propriétaires arabes, de l'Église, du Gouvernement, etc. Cette acquisition massive de terres de la part de la Jewish Colonisation Association pour y installer les dizaines de milliers de réfugiés en provenance de l'Europe ne pouvait signifier que l'expulsion de la population qui vivait sur ces terres depuis des générations. Avec la croissance de l'immigration, les petits paysans et salariés agricoles, chassés de leur travail et de leur maison et contraints à aller gonfler les queues des chômeurs et des journaliers sous-payés qui s'amassaient à la périphérie des villes, furent toujours plus nombreux.

Aux motifs économiques et sociaux qui poussaient à la révolte les masses paysannes, se mêlaient les aspirations nationalistes d'une bourgeoisie encore en formation mais déjà active surtout dans les villes, qui désirait l'indépendance et l'union de la nation arabe au-delà des frontières artificielles imposées par l'impérialisme franco-anglais. En janvier 1936, une grève générale en Syrie venait de contraindre les autorités françaises à composer avec le mouvement indépendantiste, l'occasion semble favorable aussi pour la Palestine. Dans un premier temps, même l'aristocratie foncière réactionnaire et les plus hautes autorités religieuses appuyèrent le mouvement en en tenant bien en mains les rênes, craintives qu'elles étaient de la concurrence croissante du capital hébreux et bien décidées à ne pas perdre l'occasion de se libérer de la dérangeante protection anglaise.

Reprenons ce que nous écrivions dans le n°7/1984 de cette même revue, titrée « La question du Moyen Orient »(4. La révolte de 1936. Première trahison des bourgeois et propriétaires fonciers) :

« Dans cette situation de tension sociale extrême, des affrontements entre arabes et juifs firent se déclencher la révolte : le 20 avril fut créé un Comité National Arabe dans la ville de Nablus qui proposa immédiatement la grève générale. Le jour suivant, fut formé le Comité Suprême Arabe, composé de représentants des plus grands partis arabes, tous liés à l'aristocratie foncière, et directement présidé par le Mufti de Jérusalem. Ce Comité décida la poursuite de la grève générale, demandant tout d'abord aux anglais de stopper l'immigration juive et même l'interdiction de l'immigration elle-même, l'interdiction de la vente des terres aux juifs, l'instauration d'un gouvernement national responsable vis-à-vis d'une assemblée nationale. Mais, face au prolongement de la grève et à l'aiguïsement de la lutte qui se poursuivait en assumant toujours plus un caractère de classe sous la poussée d'un prolétariat jeune, urbain, mais déjà assez consistant, le Comité suprême décréta la fin de la grève, adhérant à un appel à la pacification provenant des trois princes arabes, instruments de la Grande-Bretagne : Saoud d'Arabie, Ghazi d'Irak et Abdullah de Transjordanie ; le texte affirmait explicitement :

"adhérer à l'appel de leurs Majestés et Altesses les rois et les émirs arabes et appeler la fière nation arabe en Palestine à retrouver la paix et à mettre fin à la grève et aux désordres"

La révolte des paysans – fait observer Georges Antonius (The Arab Awakening, London 1938) – n'est pas seulement une révolte contre les anglais et les sionistes, mais aussi contre les chefs politiques arabes, appartenant presque tous à la classe des propriétaires terriens, cette même classe qui avait vendu les

terres aux sionistes, provoquant ainsi d'une part le renforcement de la présence sioniste en Palestine et privant d'autre part les paysans arabes du travail de ces terres que les sionistes achetaient pour les louer à des agriculteurs hébreux. A ce propos, L. Gaspar, dans son Histoire de la Palestine, note :

"La colère paysanne accusait aussi d'autre part la bourgeoisie terrienne arabe autant que l'administration mandataire et les sionistes pour sa dépossession. La vente des terres avait certainement enrichi la classe propriétaire, non sans priver le paysan des terres qu'il cultivait depuis des siècles sans pour autant les posséder."

Après la fin de la grève, le mouvement, qui s'était donné aussi un embryon d'organisation armée, s'effrita, et la lutte fut poursuivie par des bandes guerrières qui donnèrent du fil à retordre encore pendant de longs mois à l'armée anglaise et aux organisations sionistes armées qui en appuyaient l'action répressive. »

Il y eut aussi des initiatives radicales, comme le moratoire sur toutes les dettes décrété le 1^{er} septembre 1938, et l'abolition de tous les loyers des appartements en ville, deux mesures destinées surtout à améliorer le sort des paysans pauvres et des prolétaires urbains contre les intérêts des riches propriétaires fonciers et immobiliers, mais les révoltés ne réussirent jamais à se donner une direction sûre et une orientation classiste claire, en mesure d'abord de défendre le mouvement du prolétariat et des paysans pauvres et sans terres contre l'influence dévastatrice de l'aristocratie féodale et religieuse et ensuite de diriger la lutte armée non seulement contre les anglais et leurs alliés sionistes mais aussi contre la domination de l'aristocratie arabe pour la conquête du pouvoir de la part des exploités.

L'isolement dans lequel la lutte se déroula, le stalinisme régnant alors au niveau international, empêcha que le feu de la révolte ne franchisse les frontières de la Palestine pour unir en un seul front de combat tout le prolétariat arabe. La défaite était inévitable. En 1938, le gouvernement de la démocratie Angleterre aligna 30 000 soldats contre les bandes de guérilla ; aux forces anglaises s'ajoutèrent 25 000 volontaires des milices sionistes, futur noyau de la Haganah (armée israélienne). A la fin de la révolte, dont on vint à bout seulement en 1939, une répression très dure eut lieu : c'est justement de ces années que datent les lois sur la responsabilité collective des villages et des villes arabes et la pratique consistant à faire sauter à la dynamite les maisons de ceux qui étaient suspectés d'appartenir ou de se solidariser avec la révolte, méthodes reprises et perfectionnées depuis par l'armée israélienne. Pendant la révolte, de 3 000 à 5 000 arabes furent tués, 110 de leurs chefs furent passés en justice, 6 000 furent emprisonnés.

Ces événements de 1936, qui furent appelés la grande révolte, peuvent être pris comme symbole de la défaite historique du nationalisme arabe, mouvement trop faible pour pouvoir espérer s'opposer victorieusement aux plans de l'impérialisme international ; mouvement où l'aristocratie foncière a eu la prédominance sur la faible bourgeoisie industrielle et financière alors qu'ensemble elles se sont rangées contre toute poussée radicale provenant des classes plus misérables, bien plus craintives du bouleversement social objectivement mis à l'ordre du jour par les conditions de ce dernier que désireuses de conquérir leur indépendance nationale et leur unité territoriale, conditions indispensables pour acquérir une indépendance politique et économique relative vis-à-vis de l'impérialisme. Toute l'histoire du second après guerre n'est qu'une tragique répétition des mêmes erreurs et des mêmes trahisons.

Le généreux prolétariat arabe, désormais complètement soumis au contrôle des partis bourgeois, bien que se disant socialistes et ouvriers, décimé par des guerres fratricides, opprimé par la misère, la faim et une exploitation bestiale, n'a pu relever la tête si ce n'est momentanément par de glorieuses rébellions vite maîtrisées par l'alliance anti-prolétarienne qui lie les bourgeoisies du monde entier. De la révolte de 1936 et par la suite de la très douloureuse épreuve de ce maudit siècle qui va jusqu'à nos jours, une leçon ressort en pleine lumière : le prolétariat n'a pas et ne peut pas avoir d'alliés dans la lutte pour son émancipation. L'alliance, à des moments précis et sous des conditions déterminées, avec le mouvement nationaliste bourgeois dans la lutte contre l'impérialisme, aurait pu faciliter le chemin à condition d'avoir toujours maintenu l'indépendance non seulement politique mais aussi organisationnelle envers tout autre parti.

La victoire de la contre-révolution au niveau mondial a empêché la réalisation de cette possibilité. Aujourd'hui, au Moyen Orient aussi, ce n'est plus l'époque des doubles révolutions et il est rétrograde

d'aller repêcher des alliances tactiques entre prolétariat et autres classes dans des fronts démocratiques, nationaux, qui sont désormais le camp de la contre-révolution. La voie est unique et bien tracée : révolution communiste internationale, pour la dictature du seul prolétariat.

1976 : la Commune de Tell El Zaatar

1986 nous rappelle aussi un autre anniversaire tragique, celui de la chute du camp de réfugiés de Tell El Zaatar aux mains des milices phalangistes après 52 jours de siège et de très durs combats. La "Commune de Tell El Zaatar", comme la désigna notre parti pour caractériser justement le caractère de classe de l'affrontement qui avait vu se ranger les prolétaires palestiniens aux côtés de prolétaires libanais contre des milices à la solde de l'impérialisme appuyées par tous les États engagés dans le conflit et mêmes sur des fronts opposés, tomba le 12 août 1976. Dans le numéro 7/1984 de La Gauche Communiste déjà cité, nous écrivions (14. Le nouveau Septembre Noir libanais, la Commune de Tell El Zaatar) :

« La tentative d'exterminer les mouvements de la guérilla palestinienne faite par le régime jordanien en septembre 1970 (le "septembre noir") avait provoqué la fuite d'une grande partie des milices palestiniennes vers le Liban, amenant le déplacement géographique des problèmes eux-mêmes, aggravés qui plus est par le contact inévitable et spontané des palestiniens avec les masses musulmanes exploitées libanaises. Déracinés de leurs terres, contraints à se vendre pour des salaires dérisoires ou à empoigner les armes dans des organisations non seulement non classistes mais aussi non révolutionnaires, les ex-journaliers, paysans, artisans, petits commerçants palestiniens se dirigent petit à petit vers une alliance non écrite, spontanée et profonde avec leurs frères de classe libanais, malgré les directives opportunistes de leurs dirigeants. L'exilé palestinien se trouve exploité comme son frère libanais ou jordanien, autant par le propriétaire arabe que par le capitaliste israélien, autant par le régime "progressiste" libyen ou syrien que par la monarchie hashémite. Sa condition d'exilé le libère de la responsabilité patriotique envers des frontières qu'il ne possède pas (et qu'on voudrait lui donner) ; sa force de travail est cotée sur le marché de Tel Aviv jusqu'à celui du Koweït ; des milliers de prolétaires passent quotidiennement la frontière du sud Liban pour se rendre au travail en Israël, des milliers se déplacent de Gaza ou de la Cisjordanie. Cet exilé n'est désormais plus un Palestinien mais un prolétaire sans patrie. L'État libanais est conscient du danger représenté par la présence sur son territoire d'au moins 400 000 réfugiés, étant donnée la situation sociale extrêmement critique du pays qui voit d'un côté s'amasser des grandes richesses dans les mains de la minorité chrétienne maronite, c'est-à-dire de la grande bourgeoisie commerçante et financière, des propriétaires fonciers, de la caste politique et militaire ; de l'autre la majorité de la population musulmane, paysans pauvres, journaliers, ouvriers, chômeurs s'entasser le plus souvent dans des bidonvilles à la périphérie des grandes villes, comme à Beyrouth où se rassemble un tiers de la population du Liban, ou tout bonnement dans des camps de fortune. (...) »

Après les tentatives manquées, dans les années précédentes, de se défaire par la force de la présence des milices palestiniennes, les Phalanges (organisation de la droite chrétienne), en janvier 1975, dénoncent la présence des Fedayin au sud et demandent un référendum pour établir s'ils doivent ou non rester dans le pays. Le 13 avril, un autobus transportant des Palestiniens et des Libanais est attaqué à la périphérie de Beyrouth, et 27 passagers parmi lesquels 18 Fedayins sont massacrés. La lutte ouverte entre les organisations de la guérilla et les milices aguerries de la droite chrétienne commence par cet épisode. Les combats provoquent une grave crise gouvernementale et avec la médiation de la Syrie on parvient à la formation d'un "gouvernement de salut national" qui annonce un programme de réformes socio-économiques, et réussit à maintenir la trêve durant deux mois (juillet et août 1975). A la fin du mois d'août, de graves incidents éclatent dans la plaine de la Bekaa, au Liban oriental, entre chrétiens et musulmans parmi lesquels nombreux sont les journaliers agricoles employés en grand nombre dans la région. Les incidents s'étendent aussi au nord du Liban et se déroulent avec une extrême dureté, culminant à Beyrouth avec le massacre de 200 civils musulmans par des miliciens chrétiens. L'intervention diplomatique de la Syrie permet cependant de faire cesser les combats au mois de décembre. Ces trêves ne servent naturellement à rien puisqu'elles ne suppriment pas les causes qui ont déterminé les heurts ; leur unique fonction est de permettre aux organisations de droite de réorganiser leurs forces et de procéder à de nouvelles attaques. En effet, en janvier 1976, les Phalangistes organisent

le blocus du camp palestinien de Tell El Zaatar, a la périphérie de Beyrouth. »

Ce camp avait surgi, écrit L'Unita du 12/8/86,

« en 1950 sur un terrain appartenant à l'Ordre des moines maronites. A son plus fort développement, au début des années 70, il comptera près de 40 000 habitants, dont plusieurs milliers de Libanais pauvres, sur une surface de près de 2 kilomètres carrés (soit 200 hectares), à comparer aux 5,76 hectares loués par l'Unrwa, l'agence de l'ONU pour les réfugiés. Autour du camp, des quartiers résidentiels ultramodernes et, depuis la seconde moitié des années 50, une zone industrielle en développement constant. D'où l'incitation de la bourgeoisie maronite à favoriser la croissance du camp : les Palestiniens n'étaient alors qu'une masse de réfugiés, de déshérités recherchant fébrilement des moyens de survivre, un précieux réservoir, donc, de main d'œuvre à très bas coût, à opposer à la main d'œuvre libanaise qui, plus ou moins, réussissait à revendiquer quelque droit [rappelons que nous citons là un extrait de la presse opportuniste !]. Les conditions de vie dans le camp étaient alors largement au-dessous du seuil de la tolérance humaine, particulièrement quant à l'aspect hygiénique et humanitaire.

Les années passant, les choses commencèrent peu à peu à se modifier, ainsi les Palestiniens étaient en train d'acquérir (ou de récupérer) leur conscience nationale. [Il ne s'agissait pas de "conscience nationale", comme insiste à le définir l'opportunisme stalinien, mais de conscience prolétarienne naissante!], et commençaient à se donner une structure d'abord politique puis socio-économique et militaire. L'OLP prenait le camp de Tell El Zaatar (comme les autres) sous sa direction, réussissait à imposer aux autorités libanaises la reconnaissance de quelques droits essentiels (à l'eau, au courant électrique, à construire des masures à la place des baraques croulantes en tôles) ; et le rapport entre les Palestiniens et les Libanais pauvres (pour la plupart provenant du sud) qui y avaient trouvé l'hospitalité, devenait un rapport non plus de concurrence, mais de solidarité entre opprimés. Pour la bourgeoisie qui l'avait bien voulu là, sous les fenêtres de ses gratte-ciels, Tell El Zaatar devenait alors un abcès à extirper. Les ingrédients pour la tragédie étaient alors tous prêts, il ne manquait plus que l'occasion propice. Et l'occasion arriva avec la guerre civile. »

« Le 14 janvier, la droite chrétienne s'empare du camp de Dbaje (au nord de Beyrouth), et attaque le bidonville libano-palestinien de la Quarantaine à Beyrouth. Les organisations de la guérilla palestinienne en union à celles de la gauche libanaise contre-attaquent. L'intervention à plusieurs occasions de l'armée libanaise aux côtés de celles de la droite provoque une rébellion dans l'armée dont les hiérarchies supérieures sont composées essentiellement par des chrétiens maronites, tandis que les officiers de rang inférieur et les soldats sont en grande partie d'extraction prolétarienne et paysanne, et musulmans. La rébellion s'étend comme une tache d'huile à tout le pays, et l'Armée du Liban Arabe, qui se range aux côtés des organisations de guérilla, se constitue.

A ce moment, la situation est très délicate pour les forces chrétiennes car le danger d'une victoire des milices palestiniennes devient réel. Par conséquent, une intervention extérieure venant en aide aux forces étatiques s'impose. C'est à la Syrie "socialiste" que revient cette fois la tâche de ramener l'ordre (...).

Dans un premier temps, la Syrie fit intervenir les troupes de la Saïka, c'est-à-dire les Palestiniens organisés dans l'armée syrienne, mais ces unités désertent en masse pour passer du côté de la guérilla ; début juin, l'armée syrienne intervient alors directement avec 13 000 hommes et 800 chars ; elle soumet à un siège serré les quartiers de Beyrouth aux mains des milices palestiniennes et ouvre un nouveau front dans le sud du pays. L'intervention syrienne ne trouve pas d'opposant ; elle se réalise avec l'approbation américaine et le consentement israélien qui a cependant posé comme frontière infranchissable par les troupes de Damas le fleuve Litani ; elle est approuvée par la Russie qui voit d'un bon œil le renforcement de la Syrie et qui est en train de conclure la vente d'armes à la Jordanie ; elle est naturellement acceptée par la Ligue Arabe qui convoque cependant un sommet pour parvenir à un accord de "paix". »

Après l'échec du premier siège du camp de Tell El Zaatar, long de 18 jours et clos par un cessez-le-feu imposé par la Syrie, les Phalangistes n'avaient pas osé recommencer un nouveau siège du camp ; il y avait en fait deux petites villes chrétiennes – Zahlé dans la vallée de la Bekaa et Zghorta au nord, aux portes de Tripoli – qui étaient isolées dans le territoire sous le contrôle des Palestiniens et de leurs alliés des milices

libanaises, et sur lesquelles il aurait été facile de venger une éventuelle tragédie qui se serait déroulée dans les camps de réfugiés. Lisons sur L'Unita les conséquences tragiques de la trahison de la Syrie :

« L'intervention militaire syrienne eut deux conséquences importantes : la coupure définitive des derniers et fragiles liens avec Tell El Zaatar et, surtout, le déblocage des villes chrétiennes de Zahlé et Zghorta. Les phalangistes peuvent donc, passer au dernier acte. »

Le 22 juin, les armées de la droite assiègent le camp de tous côtés et demandent qu'il se rende, convaincus de pouvoir s'en emparer en peu de temps. A ce moment, il y a à Tell El Zaatar entre 24 et 27 000 personnes, toutes les autres (surtout des Libanais) avaient réussi à passer par petits groupes dans les semaines précédentes et à réapparaître en zone "musulmane". L'invitation à se rendre fut repoussée.

Le 12 août 76, après un siège de 52 jours, le camp palestinien de Tell El Zaatar tombe ; ayant appelé la population à abandonner le camp en promettant la protection de la Croix Rouge, les phalangistes et les milices de Chamoun (une autre organisation chrétienne) commencent alors le massacre systématique de la population, faisant en un seul jour 1 200 victimes. »

A quarante années de la révolte de 1936, cet épisode a aussi marqué un tournant crucial dans l'histoire du peuple non plus "arabe", mais "palestinien", le seul resté "sans patrie".

L'objectif unique qui lie dans un pacte de fer anti-prolétarien des bourgeoisies traditionnellement ennemies pour étouffer dans l'œuf le surgissement d'organisations armées non plus sur une base nationaliste mais pour la défense de classe, démontre clairement la substance contre-révolutionnaire de toute orientation qui prétendrait encore lier le prolétariat libano-palestinien à des revendications de type indépendantiste, nationaliste, démocratique.

C'est ainsi que nous commentons ces événements, à chaud (Il Partito Comunista septembre 76, reproduit dans La Gauche Communiste n°7, janvier-juin 1984) :

« L'action et l'existence même des masses pauvres palestiniennes était une MINE FLOTTANTE dans cette zone tourmentée du monde, une mine qui pouvait exploser d'un moment à l'autre : les Palestiniens heurtaient les intérêts de tous ; ils devaient être éliminés, et ce fut la tâche de la coalition – États arabes, État israélien, États Impérialistes – devenue un front réactionnaire compact. »

*Dans ses horribles commentaires, L'Unita donne à tous des leçons de modération et de frontisme, en cherchant adroitement à atténuer et à cacher le **heurt classe** en cours au Liban, utilisant effrontément les mythes trompeurs de **peuple** et de **nation** palestinienne pour faire passer sous le manteau les contradictions qui déchirent l'unité de ce "peuple". Les agences de presse rapportent que Tell El Zaatar, plus qu'un véritable camp de réfugiés, était devenu un gigantesque faubourg, un bidonville comme tant d'autres cités africaines, américaines, asiatiques, bidonville dans lequel habitaient côte à côte prolétaires et semi-prolétaires libanais et palestiniens recrutés comme force de travail à bas prix par les usines de Beyrouth. Le capital, force anonyme et gigantesque, **unit** d'abord les races et nationalités pour ensuite les **dissoudre** dans la classe ! (...)*

Voilà les rapports sociaux et politiques existants. Voilà l'unique perspective révolutionnaire réelle : relier le problème national palestinien à celui de classe, ce qui signifie encadrement autonome des prolétaires et des paysans pauvres palestiniens et non front commun, en antithèse à toute organisation nationale, interclassiste ; programme de réforme agraire radicale, effort incessant pour relier entre eux la force et le mouvement des prolétaires et des paysans pauvres palestiniens et des autres pays arabes, dont l'émancipation devra triompher contre les Assad, les Hussein, les Sadat, les Khadafi, les Arafat, et non seulement contre l'État d'Israël.

Et contre l'OLP aussi qui sabote l'action du prolétariat en Palestine ; ce dernier doit au contraire se donner une organisation de classe, une organisation ouvrière. Cela est apparu de manière cristalline avec le massacre de Tell El Zaatar durant lequel l'OLP a feint de mendier à tous les États arabes, la Syrie compris, des promesses jamais tenues – comme c'était prévisible – de trêve et de conférence de paix, avec comme unique résultat l'augmentation du nombre de bavards et de prêtres qui toujours, lorsque les faits donnent la parole aux armes et à l'action directe des masses, s'accrochent avec entêtement aux illusions

pacifistes petites-bourgeoises. (...)

La prémisse à la victoire des prolétaires et paysans pauvres arabes et palestiniens est de briser la cohabitation de classes et de programmes opposés, de cimenter et de se donner une discipline autonome, avant tout militaire. Seule cette liberté de mouvement pourra permettre aussi que la bannière usée du panarabisme bourgeois se transforme en drapeau rouge des masses prolétariennes moyen-orientales qui ont fraternisé entre elles.

*L'opportunisme qui enchaîne le prolétariat des pays avancés aux illusions réformistes, gradualistes, pacifistes et électoralistes est l'autre ennemi à abattre : nous sommes certains que les gigantesques bouleversements économiques, politiques et sociaux annoncés comme proches par la crise actuelle du système de production capitaliste mondial feront fondre comme neige au soleil ces illusions, et que le prolétariat se réunira avec son parti et son programme révolutionnaires d'attaque du régime bourgeois, jetant son formidable poids sur la balance de la lutte de classe à l'échelle mondiale. **Tell El Zaatar est une défaite des travailleurs du monde entier**, mais il y a des défaites qui valent plus que mille victoires... électorales, défaites d'où la révolution se lève anonyme et plus terrible qu'avant, au cri de : **J'étais, je suis, je serai !** Les vaincus d'aujourd'hui seront les vainqueurs de demain. »*

AUSCHWITZ OU LE GRAND ALIBI

A l'occasion du procès du nazi Klaus Barbie, dont les mass media nous rabattent les oreilles ces derniers temps, il n'est pas inutile, bien au contraire, de republier l'article paru en 1960 dans notre organe de l'époque Programme Communiste (n°11) et qui s'intitulait : "Auschwitz ou le grand alibi".

En effet, ce procès prend parfois des allures abracadabrantes. Nous y voyons évidemment notre grande nation bourgeoise y faire le procès du nazisme, évoquer avec les morts, les rescapés, les torturés, les horreurs de cette période "apocalyptique", agiter le drapeau de la belle démocratie, propre, éprise de culture, de droit, de dignité au-dessus de ce monstre terrifiant, hideux que "fut" le nazisme ; c'est-à-dire déclarer ouvertement à ses pauvres, à ses chômeurs, à ses salariés, à la partie de la nation touchée de plein fouet par la crise économique et les mesures "d'assainissement" de sa classe dirigeante, que la démocratie c'est tout de même mieux que le nazisme ; en bref, que si tout le monde reste bien calme, on s'en sortira sans trop de cadavres ! Nous vous avons bien compris, messieurs les bourgeois. Cependant la démonstration serait trop simple si vous ne vous complaisiez pas dans quelques subtilités supplémentaires qui nous font perdre la boussole. Voilà que cette société basée sur le "droit", sur des tonnes de textes, de lois, décrets, d'anti-lois et décrets pour contourner lois et décrets, un dédale de paroles et de manigances dans lequel se retrouvent seulement les hommes de lois, les jongleurs émérites pourraient même obtenir, selon Maître Vergès, défenseur du tortionnaire Barbie, la libération de son client des jaules françaises ! Les électeurs naïfs, juifs ou pas, en feraient une belle mine ! Autre subtilité de ce procès que nos carcasses dogmatiques de marxistes ont du mal à avaler : il faut maintenant démontrer, en réponse à certains "polémicards", qu'une feuille de vigne est bien une feuille de vigne, qu'un camp "de la mort" est bien un camp d'extermination, que les camps de concentration ne furent pas une hallucination collective du peuple juif ! D'où le spectacle désolant, morbide, voire grotesque d'une succession sans fin de témoignages poignants, déchirants face à un Barbie serein, souriant, sans remord ni regret, toujours vainqueur, et qui ces derniers jours ne daigne même plus honorer de sa présence ce "mur des lamentations".

Encore mieux : le droit bourgeois pour éviter les contradictions gênantes s'acharne à distinguer crime de guerre et crime contre l'humanité, seuls les crimes contre l'humanité étant dignes des plateaux de la balance de la justice bourgeoise, les autres de l'oubli... Les bourgeois font les comptes ainsi : d'un côté les morts tués dans un but de guerre, que ce soit par la mitrailleuse ou la torture, de l'autre ceux tués dans un but idéologique (extermination d'une race dans un but de purification, par exemple), en bref "un acte gratuit" pour leur système mercantile ; un mort à Auschwitz a plus de valeur pour la morale bourgeoise démocratique qu'un mort dans la terreur, la faim, la maladie des tranchées de 14-18, qu'un torturé algérien, que les dizaines de millions de victimes civiles et militaires – une hécatombe pour l'humanité – de la dernière guerre ! Le "droit" bourgeois et sa morale, quand ils veulent faire de l'ordre, s'essayent en fait à brouiller les cartes. Enfin une dernière subtilité et pas la moindre, qui nous éclaire un peu sur l'âme peu "reluisante" de nos bons démocrates, pourfendeurs de nazis : pour contrer les défenseurs de Barbie, qui aux crimes nazis dénoncés et condamnés par le "droit", opposent ceux non avoués, non condamnés par notre sublime Justice : tels la collaboration de nombreux, grands et bien connus, Français à Barbie, les massacres de My Lai au Vietnam dont le responsable USA court encore, le massacre d'enfants à Deir Yassine par Israël, les disparus de la guerre d'Algérie, les génocides d'Indiens en Amérique, la traite des noirs, etc..., que répond le démocrate orthodoxe, celui qui nie la différence entre crime de guerre et crime contre l'humanité, celui qui est contre les "tortures", qui défend les "droits des hommes" ; eh bien, comme le pacifiste qui dénonce toutes les guerres quel qu'elles soient, mais qui le moment venu rejoint le camp des défenseurs de sa "patrie" agressée, c'est-à-dire de ses privilèges démocratiques et de son pouvoir lié à l'argent, il trouve pour distinguer le nazisme cette étonnante réplique : oui, la guerre d'Algérie fut une période horrible..., mais au moins il y avait en France une possibilité de protester, de créer une "Commission de sauvegarde des libertés" (tous les morts algériens

ont dû se retourner dans leurs tombes), tandis que le nazisme n'offrait pas cette possibilité. Ce qui gêne le plus nos intellectuels "progressistes", ce n'est pas la torture, l'horreur, c'est qu'on les empêche de parler, même si leur prose ne change rien aux faits. On n'en croit pas ses oreilles ! Et ce n'est pas fini : les nazis ont ramené la torture en Europe ; ce grand peuple, sensible, cultivé, philosophe qu'est le peuple allemand a laissé percer un abcès putride dans l'Europe démocratique, évoluée, civilisée, qui ne connaissait l'horreur et la torture que par oui-dire, pour les peuples de couleur, les colonies, les époques arriérées (on en oublie les massacres de prolétaires en France au siècle dernier, la Commune de Paris, etc..., et ceux des guerres civiles des années 1920 et 36, etc...), et qui se voit brutalement confrontée, sur son territoire démocratique même, à ce problème gênant, épineux, insoluble par les équations bourgeoises ; car enfin, pour ces dernières, jamais la démocratie, la société bourgeoise, fondée sur le droit, ne peuvent produire en leur sein, mais uniquement leur périphérie, ce système de l'horreur. Non, il s'agit d'un accident dans l'histoire, d'une tare génétique allemande, voire même du peuple juif ! Les démocrates se voilent la face, se refusent à reconnaître que le nazisme est un de leurs enfants, pas un bâtard de plus... ! Que l'horreur, la torture, la guerre existe avant, pendant et après le nazisme, dans toutes les sociétés démocratiques, dans toutes les sociétés basées sur l'exploitation de l'homme par l'homme, dans toutes les sociétés de classe. Et avec le capitalisme, l'horreur prend une allure et des dimensions... industrielles, hallucinantes, apocalyptiques.

Mais de quel péché la nation allemande voulait-elle se purifier en exterminant les handicapés (70.000 avant la guerre), les homosexuels, les tziganes, les slaves, les communistes et les juifs, si ce n'est tout simplement de celui de la terrible crise économique qui sévissait en Allemagne depuis les années 1920 ? L'article que nous publions ci-dessous l'analyse lucidement. Laissons lui donc la place.

La presse de gauche vient de montrer de nouveau que le racisme, et en fait essentiellement l'antisémitisme, constitue en quelque sorte le Grand Alibi de l'antifasciste : il est son drapeau favori et en même temps son dernier refuge dans la discussion qui résiste à l'évocation des camps d'extermination et des fours crématoires ? Qui ne s'incline devant les six millions de Juifs assassinés ? Qui ne frémit devant le sadisme des nazis ? Pourtant c'est là une des plus scandaleuses mystifications de l'antifascisme, et nous devons la démonter.

Une récente affiche du M.R.A.P (Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix) attribue au nazisme la responsabilité de la mort de 50 millions d'êtres humains dont 6 millions de Juifs. Cette position, identique au fascisme-facteur-de-guerre des soi-disant communistes, est une position typiquement bourgeoise. Refusant de voir dans le **capitalisme lui-même** la cause des crises et des cataclysmes qui ravagent périodiquement le monde, les idéologues bourgeois et réformistes ont toujours prétendu les expliquer par la **méchanceté** des uns ou des autres. On voit ici l'identité fondamentale des idéologies (si l'on ose dire) fascistes et antifascistes : toutes les deux proclament que ce sont les pensées, les idées, les volontés des groupes humains qui déterminent les phénomènes sociaux. Contre ces idéologies, que nous appelons bourgeoises parce que ce sont des idéologies de défense du capitalisme, contre tous ces "idéalistes passés, présents et futurs, le marxisme a démontré que ce sont au contraire les rapports sociaux qui déterminent les mouvements d'idéologie. C'est là la base même du marxisme, et pour se rendre compte à quel point nos prétendus marxistes l'ont renié il suffit de voir que chez eux tout est passé dans l'idée : le colonialisme, l'impérialisme, le capitalisme lui-même, ne sont plus que des **états mentaux**. Et du coup tous les maux dont souffre l'humanité sont dus à de **méchants fauteurs** : fauteurs de misère, fauteurs d'oppression, fauteurs de guerre, etc. Le marxisme a démontré qu'au contraire la misère, l'oppression, les guerres et les destructions, bien loin d'être des anomalies dues à des volontés délibérées et maléfiques, font partie du fonctionnement "normal" du capitalisme. Ceci s'applique en particulier aux guerres de l'époque impérialiste. Et il y a là un point que nous développerons un peu plus, à cause de l'importance qu'il présente pour notre sujet : c'est celui de la destruction.

Lors même que nos bourgeois ou réformistes reconnaissent que les guerres impérialistes sont dues à des conflits d'intérêts, ils restent bien en deçà d'une compréhension du capitalisme. On le voit à leur incompréhension du sens de la destruction. Pour eux, le but de la guerre est la Victoire, et les destructions

d'hommes et d'installations faites chez l'adversaire ne sont que des **moyens** pour atteindre ce but. A tel point que des innocents prévoient des guerres faites à coup de somnifères ! Nous avons montré qu'au contraire la destruction était le **but** principal de la guerre. Les rivalités impérialistes qui sont la cause immédiate des guerres, ne sont elles-mêmes que la conséquence de la surproduction toujours croissante. La production capitaliste est en effet obligée de s'emballer à cause de la chute du taux du profit et la crise naît de la nécessité d'accroître sans cesse la production et de l'impossibilité d'écouler les produits. La guerre est la solution capitaliste de la crise ; la destruction massive d'hommes remédie à la "surpopulation" périodique qui va de pair avec la surproduction. Il faut être un illuminé petit-bourgeois pour croire que les conflits impérialistes pourraient se régler tout aussi bien à la belote ou autour d'une table ronde, et que ces énormes destructions et la mort de dizaines de millions d'hommes ne sont dues qu'à l'obstination des uns, la méchanceté des autres et la cupidité des derniers.

En 1844, déjà, Marx reprochait aux économistes bourgeois de considérer la cupidité comme innée au lieu de l'expliquer, et montrait pourquoi les cupides étaient obligés d'être cupides. C'est aussi dès 1844 que le marxisme a montré quelles étaient les causes de la "surpopulation". « La demande d'hommes règle nécessairement la production d'hommes, comme celle de n'importe quelle marchandise. Si l'offre dépasse largement la demande une partie des travailleurs tombe dans la mendicité ou meurt de faim » écrit Marx ("Zur Kritik.."). Et Engels ("Umriss") : « Il n'y a surpopulation que là où il y a trop de forces productives en général » et « ... (nous avons vu) que la propriété privée a fait de l'homme une marchandise dont la production et la destruction ne dépendait que de la demande, que la concurrence a égorgé et égorge ainsi chaque jour des millions d'hommes... ». La dernière guerre impérialiste, loin d'infirmier le marxisme et de justifier sa "remise à jour" a confirmé l'exactitude de nos explications.

Il était nécessaire de rappeler ces points avant de nous occuper de l'extermination des Juifs. Celle-ci, en effet, a eu lieu non pas à un moment quelconque, mais en pleine crise et guerre impérialistes. C'est donc à l'intérieur de cette gigantesque entreprise de destruction qu'il faut l'expliquer. Le problème se trouve de ce fait éclairci ; nous n'avons plus à expliquer le "nihilisme destructeur" des nazis, mais pourquoi la destruction s'est concentrée en partie sur les Juifs. Sur ce point aussi, nazis et antifascistes sont d'accord : c'est le racisme, la haine des Juifs, c'est une "passion", libre et farouche, qui a causé la mort des Juifs. Mais nous, marxistes, savons qu'il n'y a pas de passion sociale libre, que rien n'est plus **déterminé** que ces grands mouvements de haine collective. Nous allons voir que l'étude de l'antisémitisme de l'époque impérialiste ne fait qu'illustrer cette vérité.

C'est à dessein que nous disons : l'antisémitisme de l'époque impérialiste, car si les idéalistes de tous poils, des nazis aux théoriciens "juifs", considèrent que la haine des Juifs est la **même** dans tous les temps et en tous lieux, nous savons qu'il n'en est rien. L'antisémitisme de l'époque actuelle est totalement différent de celui de l'époque féodale. Nous ne pouvons développer ici l'histoire des Juifs, que le marxisme a entièrement expliquée. Nous savons pourquoi la société féodale a maintenu les Juifs comme tels ; nous savons que si les bourgeoisies fortes, celles qui ont pu faire tôt leur révolution politique (Angleterre, États-Unis, France), ont presque entièrement **assimilé** leurs Juifs, les bourgeoisies faibles n'ont pu le faire. Nous n'avons pas à expliquer ici la survivance des "Juifs", mais l'antisémitisme de l'époque impérialiste. Et il ne sera pas difficile de l'expliquer si, au lieu de nous occuper de la nature des Juifs ou des antisémites, nous considérons leur place dans la société.

Du fait de leur histoire antérieure, les Juifs se trouvent aujourd'hui essentiellement dans la moyenne et petite bourgeoisie. Or **cette classe est condamnée par l'avance irrésistible de la concentration du capital**. C'est ce qui nous explique qu'elle soit à la source de l'antisémitisme, qui n'est, comme l'a dit Engels, « rien d'autre qu'une réaction de couches sociales féodales, vouées à disparaître, contre la société moderne qui se compose essentiellement de capitalistes et de salariés. Il ne sert donc que des objectifs réactionnaires sous un voile prétendument **socialiste** ».

L'Allemagne de l'entre-deux-guerres nous montre cette situation à un stade particulièrement aigu. Ébranlé par la guerre, la poussée révolutionnaire de 1918-28, toujours menacé par la lutte du prolétariat, le capitalisme allemand subit profondément la crise mondiale d'après-guerre. Alors que les bourgeoisies victorieuses plus fortes (États-Unis, Grande-Bretagne, France), furent relativement peu touchées, et

surmontèrent facilement la crise de "réadaptation de l'économie à la paix", le capitalisme allemand tomba dans un marasme complet. Et ce sont peut-être les petite et moyenne bourgeoisies qui en pâtirent le plus, comme dans toutes les crises qui conduisent à la prolétarisation des classes moyennes et à une concentration accrue du capital par l'élimination d'une partie des petites et moyennes entreprises. Mais ici la situation était telle que les petits bourgeois ruinés, faillis, saisis, liquidés, ne pouvaient même pas tomber dans le prolétariat, lui-même durement touché par le chômage (7 millions de chômeurs au paroxysme de la crise) : ils tombaient donc directement à l'état de mendiants, condamnés à mourir de faim dès que leurs réserves étaient épuisées. C'est en réaction à cette menace terrible que la petite bourgeoisie a "inventé" l'antisémitisme. Non pas tant, comme disent les métaphysiciens, pour **expliquer** les malheurs qui la frappaient, que pour tenter de s'en **préserver** en les **concentrant sur un de ses groupes**. A l'horrible pression économique, à la menace de destruction diffuse qui rendaient incertaine l'existence de chacun de ses membres, la petite bourgeoisie a réagi en sacrifiant une de ses parties, espérant ainsi sauver et assurer l'existence des autres. L'antisémitisme ne provient pas plus d'un "plan machiavélique" que "d'idées perverses" : il résulte directement de la contrainte économique. La haine des Juifs, loin d'être **la raison a priori** de leur destruction, n'est que l'expression de ce désir de délimiter et de concentrer sur eux la destruction.

Il arrive parfois que les ouvriers eux-mêmes donnent dans le racisme. C'est lorsque menacés de chômage massif, ils tentent de le concentrer sur certains groupes : Italiens, Polonais ou autres "métèques", "bicots", nègres, etc. Mais dans le prolétariat ces poussées n'ont lieu qu'aux pires moments de démoralisation, et ne durent pas. Dès qu'il entre en lutte, le prolétariat voit clairement et concrètement où est son ennemi : il est une classe homogène qui a une perspective et une mission historiques.

La petite bourgeoisie, par contre, est une classe condamnée. Et du coup elle est condamnée aussi à ne pouvoir rien comprendre, à être incapable de lutter : elle ne peut que se débattre aveuglément dans la presse qui la broie. Le racisme n'est pas une aberration de l'esprit : **il est et sera** la réaction petite-bourgeoise à la pression du grand capital. Le choix de la "race", c'est-à-dire du groupe sur lequel on essaie de concentrer la destruction, dépend évidemment des circonstances. En Allemagne, les Juifs remplissaient les "conditions requises" et étaient seuls à les remplir : ils étaient presque exclusivement des petits-bourgeois, et, dans cette petite-bourgeoisie, le seul groupe suffisamment identifiable. Ce n'est que sur eux que la petite bourgeoisie pouvait canaliser la catastrophe.

Il était en effet nécessaire que l'identification ne présentât pas de difficulté : il fallait pouvoir **définir** exactement qui serait détruit et qui serait épargné. De là ce décompte des grands-parents baptisés qui, en contradiction flagrante avec les théories de la race et du sang, suffirait à en démontrer l'incohérence. Mais il s'agissait bien de logique ! Le démocrate qui se contente de démontrer l'absurdité et l'ignominie du racisme passe comme d'habitude à côté de la question.

Harcelée par le capital, la petite bourgeoisie allemande a donc jeté les Juifs aux loups pour alléger son traîneau et se sauver. Bien sûr, pas de façon **consciente**, mais c'était cela le sens de sa haine des Juifs et de la satisfaction que lui donnaient la fermeture et le pillage des magasins juifs. On pourrait dire que le grand capital de son côté était ravi de l'aubaine : il pouvait liquider une partie de la petite bourgeoisie avec l'accord de la petite bourgeoisie ; mieux, c'est la petite bourgeoisie elle-même qui se chargeait de cette liquidation. Mais cette façon "personnalisée" de présenter le capital n'est qu'une mauvaise image : pas plus que la petite bourgeoisie, le capitalisme ne **sait** ce qu'il fait. Il subit la contrainte économique immédiate et suit passivement les lignes de moindre résistance.

Nous n'avons pas parlé du prolétariat allemand. C'est parce qu'il n'est pas intervenu directement dans cette affaire. Il avait été battu et, bien entendu, la liquidation des Juifs n'a pu être réalisée qu'après sa défaite. Mais les forces sociales qui ont conduit à cette liquidation existaient avant la défaite du prolétariat. Elle leur a seulement permis de se "réaliser" en laissant les mains libres au capitalisme.

C'est alors qu'a commencé la liquidation économique des Juifs : expropriation sous toutes les formes, éviction des professions libérales, de l'administration, etc. Peu à peu, les Juifs étaient privés de tout moyen d'existence : ils vivaient sur les réserves qu'ils avaient pu sauver. Pendant toute cette période qui va jusqu'à la veille de la guerre, la politique des nazis envers les Juifs tient en deux mots : **Juden raus !**

Juifs, dehors ! On chercha par tous les moyens à favoriser l'émigration des Juifs. Mais si les nazis ne cherchaient qu'à se débarrasser des Juifs dont ils ne savaient que faire, si les Juifs de leur côté ne demandaient qu'à s'en aller d'Allemagne, **personne ailleurs ne voulait les laisser entrer**. Et ceci n'est pas étonnant, car personne **ne pouvait** les laisser entrer : il n'y avait pas un pays capable d'absorber et de faire vivre quelques millions de petits bourgeois ruinés. Seule une faible partie des Juifs a pu partir. La plupart sont restés, **malgré eux et malgré les nazis**. Suspendus en l'air, en quelque sorte.

La guerre impérialiste a aggravé la situation à la fois quantitativement et qualitativement. Quantitativement, parce que le capitalisme allemand, obligé de réduire la petite bourgeoisie pour concentrer entre ses mains le capital européen, a étendu la liquidation des Juifs à toute l'Europe Centrale. L'antisémitisme avait fait ses preuves ; il n'y avait qu'à continuer. Cela répondait d'ailleurs à l'antisémitisme indigène de l'Europe Centrale, bien que celui-ci fût plus complexe (un horrible mélange d'antisémitisme féodal et petit-bourgeois, dans l'analyse duquel nous ne pouvons entrer ici).

En même temps la situation s'est aggravée qualitativement. Les conditions de vie étaient rendues plus dures par la guerre ; les réserves des Juifs fondaient ; ils étaient condamnés à mourir de faim sous peu.

En temps "normal", et lorsqu'il s'agit d'un petit nombre, le capitalisme peut laisser crever tout seuls les hommes qu'il rejette du processus de production. Mais il lui était impossible de le faire en pleine guerre et pour des millions d'hommes : un tel "désordre" aurait tout paralysé. Il fallait que le capitalisme **organise** leur mort.

Il ne les a d'ailleurs pas tués tout de suite. Pour commencer, il les a retirés de la circulation, il les a regroupés, concentrés. Et il les a fait travailler en les surexploitant à mort. Tuer l'homme au travail est une vieille méthode du capital. Marx écrivait en 1844 : « Pour être menée avec succès, la lutte industrielle exige de nombreuses armées qu'on peut concentrer en un point et décimer copieusement ». Il fallait bien que ces gens subviennent aux frais de leur vie, tant qu'ils vivaient, et à ceux de leur mort ensuite. Et qu'ils produisent de la plus-value aussi longtemps qu'ils en étaient capables. Car le capitalisme ne peut exécuter les hommes qu'il a condamnés, s'il ne retire du profit de cette mise-à-mort elle-même.

Mais l'homme est coriace. Même réduits à l'état de squelettes, ceux-là ne crevaient pas assez vite. Il fallait massacrer ceux qui ne pouvaient plus travailler, puis ceux dont on n'avait plus besoin parce que les avatars de la guerre rendaient leur force de travail inutilisable.

Le capitalisme allemand s'est d'ailleurs mal résigné à l'assassinat pur et simple. Non certes par humanitarisme, mais parce qu'**il ne rapportait rien**. C'est ainsi qu'est née la mission de Joël Brand dont nous parlerons parce qu'elle met bien en lumière la responsabilité du capitalisme mondial (voir "L'histoire de Joël Brand" par A. Weissberg, éditions du Seuil). Joël Brand était un des dirigeants d'une organisation semi-clandestine des Juifs hongrois. Cette organisation cherchait à sauver des Juifs par tous les moyens : cachettes, émigration clandestine, et aussi corruption de S.S. Les S.S. du Juden Kommando toléraient ces organisations qu'ils essayaient plus ou moins d'utiliser comme "auxiliaires" pour les opérations de ramassage et de tri.

En avril 1944, Joël Brand fut convoqué au Juden Kommando de Budapest pour y rencontrer Eichmann, qui était le chef de la section juive des S.S. Et Eichmann, avec l'accord de Himmler, le chargea de la mission suivante : aller chez les Anglo-Américains pour négocier la vente d'un million de Juifs. Les S.S. demandaient en échange 10 000 camions, mais étaient prêts à tous les marchandages, tant sur la nature que sur la quantité des marchandises. Ils proposaient de plus la livraison de 100 000 Juifs dès réception de l'accord, pour montrer leur bonne foi. C'était une affaire sérieuse.

Malheureusement, si l'offre existait, il n'y avait pas de demande ! Non seulement les Juifs, mais les S.S. aussi s'étaient laissés prendre à la propagande humanitaire des Alliés ! Les Alliés n'en voulaient pas, de ce million de Juifs ! Pas pour 10.000 camions, pas pour 5000, même pas pour rien !

Nous ne pouvons entrer dans le détail des mésaventures de Joël Brand. Il partit par la Turquie et se débattit dans les prisons anglaises du Proche-Orient. Les Alliés refusaient de « prendre cette affaire au sérieux », faisaient tout pour l'étouffer et le discréditer. Finalement, Joël Brand rencontra au Caire Lord

Moyne, ministre d'État britannique pour le Proche-Orient. Il le supplia d'obtenir au moins un accord écrit, quitte à ne pas le tenir : ça ferait toujours 100.000 vies sauvées : « Et quel serait le nombre total ? – Eichmann a parlé d'un million. – Comment imaginez-vous une chose pareille, Mister Brand ? Que ferai-je de ce million de juifs ? Où les mettrai-je ? Qui les accueillera ? – Si la terre n'a plus de place pour nous, il ne nous reste plus qu'à nous laisser exterminer », dit Brand désespéré.

Les S.S. ont été plus lents à comprendre : ils croyaient eux, aux idéaux de l'Occident ! Après l'échec de la mission de Joël Brand et au milieu des exterminations, ils essayèrent encore de vendre des Juifs au Joint (organisation des Juifs américains), versant même un "acompte" de 1700 Juifs en Suisse. Mais à part eux personne ne tenait à conclure cette affaire.

Joël Brand, lui, avait compris, ou presque. Il avait compris où en était la situation, mais pas pourquoi il en était ainsi. Ce n'est pas la terre qui n'avait plus de place, mais la **société capitaliste**. Et pour eux, non parce que Juifs, mais parce que **rejetés du processus de production**, inutiles à la production. Lord Moyne fut assassiné par deux terroristes juifs, et J. Brand apprit plus tard qu'il avait souvent compati au destin tragique des Juifs. « Sa politique lui était dictée par l'administration inhumaine de Londres ». Mais Brand, que nous ci-tions pour la dernière fois, n'a pas compris que cette administration n'est que l'administration du capital, et que c'est **le capital qui est inhumain**. Et le capital ne savait que faire de ces gens. Il n'a même pas su quoi faire des rares survivants, ces "personnes déplacées" qu'on ne savait où replacer.

Les Juifs survivants ont réussi finalement à se faire une place. Par la force, et en profitant de la conjoncture internationale, l'État d'Israël a été formé. Mais cela même n'a été possible qu'en "déplaçant" d'autres populations : des centaines de milliers de réfugiés arabes traînent depuis lors leur existence inutile (au capital !) dans les camps d'hébergement.

Nous avons vu comment le capitalisme a condamné des millions d'hommes à mort en les rejetant de la production. Nous avons vu comment il les a massacrés tout en leur extrayant toute la plus-value possible. Il nous reste à voir comment il les exploite encore après leur mort, comment il exploite leur mort elle-même.

Ce sont d'abord les impérialistes du camp allié qui s'en sont servis pour justifier leur guerre et justifier après leur victoire le traitement infâme infligé au peuple allemand. Comme on s'est précipité sur les camps et les cadavres, promenant partout d'horribles photos et clamant : voyez quels salauds sont ces Boches ! Comme nous avons raison de les combattre ! Et comme nous avons raison maintenant de leur faire passer le goût du pain ! Quand on pense aux crimes innombrables de l'impérialisme ; quand on pense par exemple qu'au moment même (1945) où nos Thorez chantaient leur victoire sur le fascisme, 45 000 Algériens (provocateurs fascistes !) tombaient sous les coups de la répression ; quand on pense que c'est le capitalisme mondial qui est responsable des massacres, l'ignoble cynisme de cette satisfaction hypocrite donne vraiment la nausée..

En même temps tous nos bons démocrates antifascistes se sont jetés sur les cadavres des Juifs. Et depuis ils les agitent sous le nez du prolétariat. Pour lui faire sentir l'infamie du capitalisme ? Non, au contraire : pour lui faire apprécier, par contraste, la **vraie** démocratie, le **vrai** progrès, le **bien-être** dont il jouit dans la société capitaliste ! Les horreurs de la mort capitaliste doivent faire oublier au prolétariat les horreurs de la vie capitaliste et le fait que les deux sont **indissolublement liées** ! Les expériences des médecins S.S. doivent faire oublier que le capitalisme expérimente en grand les produits cancérigènes, les effets de l'alcoolisme sur l'hérédité, la radio-activité des bombes "démocratiques". Si on montre les abat-jour en peau d'homme, c'est pour faire oublier que le capitalisme a transformé **l'homme vivant** en abat-jour. Les montagnes de cheveux, les dents en or, le corps de l'homme mort devenu marchandise, doivent faire oublier que le capitalisme a fait de l'homme vivant une marchandise. C'est le travail, **la vie même de l'homme**, que le capitalisme a transformé en marchandise. C'est cela la source de tous les maux. Utiliser les cadavres des victimes du capital pour essayer de cacher cette vérité, faire servir ces cadavres à la protection du capital, c'est bien la plus infâme façon de les exploiter jusqu'au bout.

VIE DU PARTI

Nous terminons ce numéro de notre revue avec le compte-rendu habituel des réunions générales.

Le but de ces rencontres régulières est de poursuivre, avec les forces historiquement mises à disposition – qui ne sont ni "trop" ni "peu", mais celles nécessaires – la bataille du courant communiste de gauche, d'en maintenir et d'en défendre les positions caractéristiques dans cette époque amorphe, en vue de la future reprise généralisée du mouvement prolétarien et, par conséquent, de son besoin, de sa recherche de l'orientation politique de classe. Par ce travail, qui, du fait du déterminisme matériel, n'apporte aujourd'hui aucun brillant succès ou reconnaissance, nous entendons bâtir une petite mais non insignifiante digue face à la marée encore montante des saletés, des faux, des trahisons, des drogues dont se nourrit cette société mourante et qui abrutit la classe des esclaves modernes, les prolétaires.

L'originalité des résultats de nos travaux collectifs et le martèlement de notre propagande ne se mesurent pas par rapport à ce qui a été dit et écrit hier ou avant-hier – la bonne compréhension de tout cela est déjà pour nous une superbe réussite – mais par rapport aux si nombreuses et multiformes écoles ennemies, que nous considérons toutes, les unes comme les autres, vaincues sur le plan de la doctrine malgré leurs moyens énormément supérieurs aux nôtres qui leur assurent malheureusement la sympathie de prolétaires.

Les lecteurs qui suivent régulièrement notre presse savent que nous tendons à donner à notre activité un déroulement, nous ne dirons pas "programmé" comme le veut la mode qui se nourrit d'automatismes, prévu, établi dans un plan organique dont le parti connaît les buts comme les moyens. On se conforme à ce plan général et on le vérifie périodiquement, justement dans les réunions générales, qui permettent de mieux intégrer le travail de tous, et non de le "critiquer" bien facilement comme c'est aussi de mode dans les milieux versatiles.

RÉUNION DE PARTI, FLORENCE 18-19 JANVIER 1986

Comme à l'habitude, le premier rapport exposait un tableau statistique, résultat du travail diligent de plusieurs camarades, représentant les rythmes moyens annuels d'accroissement de la production industrielle dans les périodes typiques et dans les cycles brefs et longs de la trajectoire historique du mode de production capitaliste. On fit observer le caractère asymétrique de l'impact des guerres et des crises sur la machine productive, concluant que, surtout pour les vieux capitalismes impérialistes, les secondes étaient beaucoup plus catastrophiques que les premières : cela démontre à quel point c'est dans l'infrastructure économique que se trouve la fragilité la plus grave et la plus chronique, même des appareils militaires les plus puissants. Nous renvoyons le lecteur, pour plus de détails, à l'article « Le cours historique tourmenté du capitalisme au travers des crises, des guerres et des révolutions », où est reproduit l'essentiel de ce tableau (La Gauche Communiste n°11-12, 1986, p.83 à 87).

Fut ensuite poursuivie l'exposition de nos études sur l'histoire de notre mouvement de la Gauche Communiste.

Un premier rapport rappela la situation de la Russie où, avec le dépassement de la "crise des ciseaux" de 1923, la production, surtout agricole, se rapproche en 1924-26 des niveaux de 1913, ce qui était le but de la NEP. L'alternative suivante devenait alors inévitable : ou l'État prolétarien était capable de soumettre les "nepman" en leur arrachant leurs capitaux, que l'État aurait utilisé pour favoriser l'industrialisation et pour passer aussi au capitalisme d'État dans les campagnes, ou les nepman auraient fini par contrôler eux-mêmes l'État. Au niveau extérieur, une autre alternative dramatique se posait : ou l'État prolétarien russe était capable, avec le contrôle rigide du commerce extérieur, et même avec des concessions économiques notables au capital étranger, d'utiliser les avantages du commerce extérieur, toujours pour favoriser l'industrialisation, ou le Capital international aurait fini par contrôler la politique

internationale de l'État russe. On sait maintenant ce qu'il advint. Cependant, il serait erroné de considérer les événements russes comme la cause de la contre-révolution, qui fut mondiale ; ces derniers ne furent que la manière spécifique de se manifester de la contre-révolution en Russie. Le parti, au travers de ses thèses d'alors et d'après, en a tiré la leçon qu'il n'y a pas d'astuces, d'expédients organisatifs pour éviter d'affronter les difficultés, l'unique méthode correcte étant de les affronter directement avec le maximum de clarté.

Arrivant aux événements italiens, avec le second rapport historique, il fut bien noté que la Gauche avait prévu que le brusque "tournant à gauche" amorcé au V^{ème} congrès de l'Internationale n'était que le prélude à une nouvelle et dangereuse oscillation à droite. En fait, jusqu'en 1923-24, toutes les divergences entre la Gauche et l'Internationale pouvaient être rapportées à des divergences tactiques dans le cadre d'une stratégie dont les lignes générales restaient inchangées ; à partir de cette date, on se trouve en présence d'un sérieux danger de rechute dans l'opportunisme et donc dans la contre-révolution. Le choix de Lyon comme siège du congrès du parti et les manœuvres qui s'y déroulèrent le confirment ; le groupe ordinoviste employa l'astuce géniale de comptabiliser comme favorables à ses thèses... toutes les abstentions, fort nombreuses du fait des difficultés de nombre de sections à simplement faire parvenir leurs votes (on arriva même à comptabiliser le vote d'Amadeo Bordiga comme étant en faveur du centre !).

La réunion se poursuivait par la troisième partie du rapport, débuté en mai 85, sur la tactique communiste, particulièrement dans les différentes phases complexes de ce "concentré" de révolution qu'est la révolution russe de 1917. Il fut exposé comment, alors que les principes et les buts sont désormais immuables et fixes, établis par le marxisme depuis 1848, la tactique et l'organisation sont la partie mobile, au sans historique du programme, dans la mesure où elles doivent faire référence à la phase historique traversée par le capitalisme et le prolétariat. Fut particulièrement étudiée la tactique bolchevik dans ce que nous pouvons appeler la seconde partie (et non "étape") de la révolution, qui va du printemps jusqu'à la prise du pouvoir en octobre. Trois phases sont repérables, ponctuées de deux tournants historiques : la dite défaite de juillet et la contre-offensive anti-Kornilov, ouvrant la période de dictature du prolétariat, dictature du parti contre toutes les autres classes, où tout ce qui pouvait être fait par le prolétariat russe a été fait, entre 1917 et 1921, dans l'attente de la révolution en occident.

Nous relaterons plus longuement le quatrième rapport, réordonnancement de la documentation sur l'histoire de notre mouvement en France. L'objet de l'exposé était la période allant de la Commune jusqu'au déclenchement de la première guerre impérialiste, période définissant un changement d'aire tactique pour toute l'Europe continentale.

On rappela l'installation définitive en France de la république bourgeoise, qui n'avait plus à être défendue, et la fondation du parti ouvrier par la convergence des marxistes et des anarchistes et du programme du parti rédigé avec la collaboration de Marx. En se séparant des "possibilistes", le parti prolétarien s'émancipait définitivement de la bourgeoisie jacobine, radicale. La formation du "groupe ouvrier" à la Chambre, suite à la grève des mineurs du nord, fut pour Engels une importante manifestation de parlementarisme révolutionnaire et d'action de classe.

Le parti sut se tenir éloigné des polémiques internes à la classe bourgeoise, comme celle sur l'"État présidentiel" de Boulanger. 1894 est la date du congrès où furent mises en discussion les thèses sur les paysans qui méritèrent les critiques d'Engels et l'accusation d'opportunisme. Une autre erreur fut l'abandon aux anarchistes du terrain de l'organisation syndicale. Malgré la position correcte contre la "grève générale", solution miracle de la tactique prolétarienne, un glissement électoraliste se faisait jour. En 1905, le Parti compte au moins 5 courants : marxiste, possibiliste, ouvriériste, blanquiste et indépendant. Les marxistes réussirent encore à tenir écarté le parti de l'"affaire Dreyfus", mais il tombe en 1898 dans le piège de la "République en danger", comme tous les opportunistes. C'est la pente qui amènera au millerandisme, c'est-à-dire à la participation aux ministères d'union nationale.

Fut ensuite rappelée l'origine des syndicats : jusqu'en 1894, la fédération nationale des chambres du travail fut dirigée par le parti ; mais, suite au retrait de celui-ci, naquit la Confédération Générale du Travail d'orientation syndicaliste révolutionnaire, qui se fonda ensuite avec l'organisation des Bourses du

travail. La réunification date de 1906 "pour une politique de classe", mais avec la négation du parti, en faveur de la grève générale comprise comme alternative à la dictature du prolétariat.

Après 1905, à l'approche du massacre en Europe, la CGT proposait sa grève générale, qu'elle ne maintint pas ; dans la SFIO au contraire, le marxiste Guesde revendiquait l'armement du peuple, alors que tous les autres courants étaient à divers niveaux noyés dans le patriotisme. Face à la guerre, les chefs trahirent et donnèrent les pleins pouvoirs au gouvernement, à majorité "de gauche", lequel, devant tant de bonne volonté, renonça à arrêter des syndicalistes. 4 août 1914 : vote des crédits de guerre et faillite de la Seconde Internationale aussi en France.

Cinquième rapport : lecture de la traduction de l'étude d'un camarade de langue anglaise poursuivant l'histoire du mouvement prolétarien en Grande-Bretagne. Contrairement à ce que raconte l'histoire officielle, l'Angleterre, dans la période qui a suivi l'invasion normande de 1066, a été caractérisée par de profonds bouleversements sociaux et politiques. Une nouvelle classe se forma, entre le XVI^{ème}-XVII^{ème} : aux côtés de l'Église catholique, le plus grand propriétaire terrien d'Angleterre, la propriété foncière commença à passer dans les mains d'une vraie bourgeoisie terrienne qui ne voyait plus la possession de la terre comme étant un élément inséparable de la condition sociale noble, mais comme étant objet d'achat et de vente, lieu d'investissement possible pour augmenter la productivité. La même période fut marquée par le phénomène des *enclosures*, éloignant définitivement de la terre une grande partie de la population rurale ; la reconstitution de grandes propriétés terriennes qui s'en suivit ne fut cependant pas un retour aux grandes propriétés féodales, mais bien plutôt l'affirmation de la nouvelle bourgeoisie terrienne. La masse de pauvres sans terres ni domicile ainsi créée fut bien décrite par Marx, dans le chapitre sur l'accumulation primitive du capital.

La bourgeoisie britannique ne tarda pas à trouver un débouché juteux pour ses capitaux : le commerce. La victoire chanceuse de 1588 sur l'Invincible Armada donnera à sa flotte la force de piller les endroits les plus éloignés du globe – au lieu d'employer, comme avant, comme mercenaires des pirates et des corsaires. La révolution de 1642-48 constitua le triomphe de la bourgeoisie sur les derniers restes de la société féodale, couronnement d'un processus et en même temps point de départ pour un développement économique qui permettra à l'Angleterre, dans les deux siècles qui suivirent, de s'assurer le rôle de première puissance impérialiste, industrielle et commerciale.

Enfin, dernier rapport, sur la théorie de la connaissance. Nous pouvons voir le développement de l'espèce comme étant arrivé au seuil qui divise préhistoire et histoire avec la révolution communiste uniclassiste. Sur le plan de la pensée, il nous faut renverser la "pyramide de la connaissance" pour réinventer, à partir de la "politique", c'est-à-dire de l'homme social, toute la structure hiérarchique du savoir précédent. Un premier pas d'une telle révolution a déjà été entrepris par le marxisme réécrivant à l'envers l'histoire de l'humanité toute entière ; une fois cette réécriture consolidée de manière révolutionnaire dans la vie sociale, on pourra réécrire la biologie, l'astrophysique, la physique et la chimie, et enfin, en dernier, émergeront de nouvelles unités, de nouveaux instruments du langage syntaxique, de la géométrie et de la mathématique qui dépasseront les précédents.

RÉUNION DE PARTI, IVREA 17-18 MAI 1986.

Premier rapport : mise à jour du cours de l'économie capitaliste, démentant l'existence, à l'échelle des plus grands impérialismes, d'une dite "reprise" conjoncturelle annoncée chaque jour par les bourgeois. Dans le même sens, la "nouveau" de l'inflation très faible des derniers mois en Europe de l'ouest et aux États-Unis n'en est pas une pour nous : ce n'est pas le signe d'un renforcement monétaire impossible, vus les déficits étatiques toujours plus gigantesques, mais bien celui de la première manifestation de la **déflation**, démon de l'économie capitaliste. La conjoncture euphorique de la Bourse, en Italie et ailleurs, confirme notre prévision facile de l'éclatement futur inévitable de la bulle de savon, amenant ruine automatique et précipitation dans le prolétariat d'un grand nombre de petits-bourgeois, pleins de morgue mais aux moyens assez limités, qui avaient confié leurs petites économies aux mains du grand capital. Avec l'apparition de la nouvelle crise cyclique, au premier signe d'entente des grands flibustiers de la finance, la herse de la concentration fera en peu d'heures, en fin de compte, place nette, avec des effets

positifs, espérons-le, sur la préparation révolutionnaire.

Deuxième rapport, le thème de la connaissance, suite de notre polémique avec les consciences bourgeoises du monde apparemment opposées. Notre matérialisme dialectique voit dans le fait économique, dans la vie matérielle de l'espèce, dans ses rapports de fait avec le monde et de l'intérieur entre les classes sociales, dans les besoins des hommes et dans leurs sens déterminés, le premier moteur de leur activité, et, ensuite, de leur conscience. Niant la thèse de l'existence autonome de l'individu, sujet de volonté et de conscience, thèse qui n'est pour nous qu'une "hypothèse de travail" dépassée de la pensée humaine préhistorique, le marxisme substitue au sujet individu un Parti de classe et à la conscience monocranienne une Doctrine de classe.

Troisième rapport : suite de l'histoire de la tactique communiste. Soit le résumé des termes généraux de la question tactique, avec les définitions de notre plan tactique, des phases historiques géopolitiques et sur la nécessité pour le parti de disposer à l'avance et de rendre public son schéma d'action, le plus fixe possible, en rapport avec la phase historique donnée.

Quatrième rapport : histoire du mouvement ouvrier en Angleterre. c'est la phase d'affirmation du capitalisme industriel produisant la vraie extermination des petits paysans. Aux intérêts des marchands, qui importaient des marchandises à bas coût d'Inde, produite par la super-exploitation des indigènes, se substitue progressivement la plainte des industriels pour les salaires élevée des ouvriers anglais, qui "étranglaient" l'industrie. Ils implorèrent, et obtinrent, le protectionnisme. Ce fut la condition permissive pour la révolution technique de la machine industrielle. Ce fut aussi la première "crise énergétique", tous les bois étant brûlés avant que l'on ne réussisse à extraire le charbon nécessaire.

Le dernier rapport, sur l'histoire de la Gauche, a parcouru les grandes lignes du travail engrangé par notre parti sur le thème qui embrasse l'arc de temps qui va de la trahison de la Deuxième Internationale à l'accomplissement de la dégénérescence du Komintern. Si la guerre avait démontré la nature conservatrice et pro-bourgeoise de la social-démocratie, la révolution russe et les mouvements prolétariens insurrectionnels révélèrent de la manière la plus claire leur fonction de bourreau et de fossoyeur de l'émancipation prolétarienne. Le II^{ème} Congrès de l'I.C (juillet 1920) se chargea d'établir des conditions précises d'admission. C'est sur ces bases précises que fut consommée la scission de Livourne en 1921. Mais le III^{ème} Congrès (juin 1921), au lieu de lancer un appel clair aux ouvriers d'Italie pour qu'ils adhèrent individuellement au parti communiste, renouvela l'invitation faite au Parti Socialiste Italien d'éliminer sa droite réformiste, en vue d'une réunification. La clé de la compréhension de l'attitude de l'I.C. sur la question italienne était encore dans la situation mondiale.

Le 1^{er} congrès eut lieu au moment où le communisme faisait ses premiers pas, où on pouvait espérer un assaut de la classe ouvrière contre la bourgeoisie affaiblie au lendemain de la guerre (mars 1919) ; dans le même temps, la Russie soviétique était soumise à l'encerclement militaire des États capitalistes et à l'action des armées blanches. En juin 1920, tout changea, l'armée rouge reconquérait le terrain et, quand s'ouvrit le II^{ème} Congrès, en juillet, les troupes soviétiques s'approchaient de Varsovie. Les thèses et les résolutions adoptées martelaient la certitude que la révolution s'étendrait en Europe, orientale et centrale. 1921 marqua le reflux de la vague révolutionnaire et le renforcement du pouvoir capitaliste qui passa à l'offensive pour détruire les organisations de lutte de la classe ouvrière. Le III^{ème} Congrès, en juin, devait prendre acte que le ferment révolutionnaire de l'après-guerre s'éteignait et que le rythme de développement de la révolution prolétarienne serait plus lent que prévu. Les thèses sur le front unique ne tardèrent pas et furent la base pour la discussion sur la tactique au IV^{ème} Congrès, en novembre 1922. Les thèses sur le front unique, reprenant des initiatives du PC allemand, proposaient toute une série d'actions qui, de l'envoi des fameuses « lettres ouvertes » aux autres partis, en arrivaient à des accords ou des alliances, ne serait-ce que parlementaires, avec des gouvernements sociaux-démocrates définis comme "ouvriers" ! Nos dissensions sérieuses avec l'Internationale débutèrent à ce moment.

Au premier Exécutif élargi, Zinoviev affirmait : "Nous ne devons pas heurter les masses ouvrières en favorisant un gouvernement bourgeois quand nous pouvons élire un gouvernement ouvrier..." ; au IV^{ème} Congrès, Boukharine déclarait : "Nous sommes assez grands pour conclure une alliance avec une bourgeoisie étrangère (!!!) dans le but d'être en mesure, grâce à cet État bourgeois, d'abattre une autre

bourgeoisie...".

1923, avec les événements tragiques d'Allemagne, illustre la faillite de la tactique de l'I.C. élaborée et remodelée depuis 1921. Le V^{ème} Congrès en 1924 marque un tournant définitif : pour la première fois, directement, l'appareil étatique russe impose tout son poids suffocant sur l'Internationale. L'aspect caractéristique du V^{ème} Congrès fut la dite « bolchevisation » ; le paragraphe 5 des nouveaux statuts de l'I.C. stipulait que « la base de l'organisation du parti est la cellule sur le lieu de travail ». Ce fut la nouvelle structure des partis bolcheviks ; la force du parti et la possibilité de victoire ne résidaient plus dans la justesse de la tactique, mais dans la structure organisationnelle. On voulait en fait étouffer, jusqu'à les détruire, ces oppositions qui en Russie et ailleurs entendaient s'opposer de manière décidée à la renonciation de la lutte pour la dictature du prolétariat dans tous les pays, seule voie qui aurait permis à la révolution politique socialiste de Russie d'être sauvée du désastre.

RÉUNION DE PARTI, 20-21 SEPTEMBRE 1986.

Premier rapport, la mise à jour habituelle du cours de la crise économique mondiale. Depuis 1975, nous constatons la dégradation continue du solde commercial des États-Unis, alors que, au contraire, l'excédent commercial de la RFA et du Japon est toujours plus grand, que ce soit en volume ou en pourcentage du PNB. L'équilibre commercial d'après-guerre s'est donc, en une quarantaine d'années, complètement renversé, illustrant la productivité en baisse de la machine industrielle américaine et à l'inverse la victoire économique des militarismes vaincus, Allemagne et Japon – vieille thèse de parti. La contradiction entre les deux catégories, économique et politique, est irréductible dans cet impérialisme pourrissant, si ce n'est par une nouvelle guerre généralisée qui rétablit les comptes.

La position de force commerciale et industrielle du Japon et la productivité et l'efficacité de son travail, ses victoires financières constituent une grave menace non pour la grande Amérique mais pour le Japon lui-même. L'optimisme de façade et les invitations des capitalistes japonais à leurs propres esclaves salariés pour qu'ils "consomment plus" ne sont que la manifestation de graves difficultés et le signe annonciateur de catastrophes : si le marché mondial ne se rouvre pas, ce sera le déluge.

La crise se manifeste aussi avec la fermeture progressive du marché mondial, illustrée par la récente faillite des négociations du GATT et le protectionnisme ressurgissent dont feront les frais les plus grands exportateurs. Enfin, le cours encore soutenu des Bourses mondiales n'est pas un signe de reprise, mais plutôt annonciateur de crise : la société bourgeoise ne pourra jamais apprendre quoi que ce soit de 1929, à savoir que dans la Bourse on ne crée aucune valeur, on ne fait qu'échanger, et que les titres grimpent, jusqu'à l'écroulement, quand augmente trop l'offre de capitaux non utilisables ailleurs.

Deuxième rapport, suite de l'étude sur l'histoire du mouvement ouvrier en Grande-Bretagne, s'appuyant sur les travaux d'Engels pour rappeler la phase de l'histoire moderne du capitalisme anglais jusqu'au gouvernement Pitt. 1792 voit la fondation de la London Correspondance Society, première forme du parti de classe. Les premières années du XVIII^{ème} sont marquées par la réaction, ingénue mais décidée et classiste, des luddistes, mouvement qui tendait à défendre les prolétaires contre l'exploitation capitaliste moderne au travers de la destruction des machines. Suite à la très dure répression des luddistes, naquirent les premières Trades Unions, composées d'abord surtout des couches ouvrières les mieux payées.

Troisième rapport, histoire de la Gauche, retraçant le parcours de la Gauche russe dans sa bataille en défense de la politique de classe du parti. Le rapporteur examina d'abord les termes de la dite discussion sur la NEP et du difficile rapport du pouvoir avec la paysannerie, où s'affrontèrent des propositions diverses, dont le fameux mot d'ordre de Boukharine « Enrichissez-vous ! », tendant à la formation d'une accumulation de capital aux mains des « colons de l'État prolétarien ». La dite gauche du parti, surtout Trotsky, proposait une accumulation primitive dans l'industrie étatisée. Comme la Gauche italienne le vit bien, toutes les fractions se trouvaient sur le terrain du marxisme et de la politique communiste, malgré les polémiques qui les faisaient apparaître comme opposées, vu qu'il s'agissait bien pour toutes de construire le capitalisme ; alors que pour le centre de Staline, passé maître dans les virages à 180 degrés, il s'agissait de la construction du « socialisme », thèse mille fois contre-révolutionnaire.

Quant à la question de la possibilité du socialisme dans un seul pays, le rapport distingua l'aspect politique de la prise du pouvoir étatique dans un seul pays, ce qui est non seulement possible mais pour le moins prévisible dans la majorité des cas, de l'énorme falsification que constitue la « construction » du socialisme économique dans un seul pays, surtout dans la Russie arriérée, pré-capitaliste. Tardivement par rapport à nos exhortations, on demanda à un parti désormais sourd de renverser la pyramide ; ce n'était pas la banale demande formelle de « plus de démocratie dans le parti », mais celle de rétablir l'ordre hiérarchique fonctionnel : Internationale – Parti national – État russe.

Quatrième rapport, représentant les thèses tactiques du parti communiste face à la guerre impérialiste. D'abord rappel des orientations des composantes de la gauche du mouvement ouvrier en Italie, la formulation étant de plus en plus rigoureuse, pour arriver au déclenchement de la guerre mondiale et à la trahison des chefs de la II^{ème} Internationale ; orientations parfaitement cohérentes avec celles de Lénine concernant le défaitisme révolutionnaire. Après la guerre, la mobilisation antipatriotique et antimilitariste du prolétariat italien, après la révolution en Russie et les tentatives révolutionnaires en Europe, la nouvelle Internationale et le parti communiste d'Italie approuvèrent formellement les thèses tactiques communistes face à la guerre, en rappelant de manière catégorique, contre tout gradualisme ou illusion réformiste, que le but du communisme n'est pas de faire en sorte que la société capitaliste vive en paix, que le but du communisme n'est pas de maintenir les États impérialistes en paix mais de détruire avec ces États toutes leurs suites inévitables de massacres d'esclaves salariés. Face à l'interventionnisme bourgeois et au neutralisme petit-bourgeois, le communisme des sans patrie déclare **guerre à la guerre**, sabotage de la guerre de sa propre bourgeoisie, non pas en se solidarisant mais en espérant et en œuvrant à la défaite de son propre "pays", passerelle indispensable pour la révolution prolétarienne d'abord dans une nation, puis dans les autres.

Enfin, le rapporteur, pour mieux mettre en évidence notre attitude d'ennemi de la guerre bourgeoise mais non d'apôtre de la paix bourgeoise, mettait en parallèle nos fondements doctrinaux face à l'anticléricisme, bourgeois, bâtard et réactionnaire par nature ; de même pour notre antifascisme de classe qui s'oppose radicalement à la fois au faux dilemme fascisme/antifascisme bourgeois.

Enfin, conclusion du rapport critiquant les philosophies bourgeoises contemporaines. Le marxisme ne nie pas la complexité ni l'âpreté des forces et des déterminations dans le monde des choses, dont font partie les classes, leurs souffrances, leurs luttes et leurs partis ; il affirme que l'unique sujet possible dans une société divisée en classes, capable de prévoir de tels heurts, ne peut être que le parti anonyme de la dernière des classes, et que la **solution** des contradictions classes-société, comme humanité-nature, ne réside pas dans la pensée mais dans l'affrontement même, dans lequel les déterminations précédentes s'inversent, la faiblesse devenant force, l'ignorance savoir. Dans la Révolution armée, dans le nouvel ordonnancement de la vie sociale sans classes, et uniquement là, réside le cheminement de l'humanité vers une recomposition de son monde lacéré.

RÉUNION DE PARTI, 24-25 JANVIER 1987.

Premier rapport, notre activité de recherche sur la décadence inexorable de l'univers capitaliste. Le relateur a voulu tirer un nouveau bilan en partant des mesures faites dans un travail analogue, exposé à la réunion de Florence à la fin de l'année 1965 et publié dans *Programma Comunista* n°1, 1966, intitulé : « Augmentation de la concentration industrielle et de la productivité dans le monde occidental. » N'étaient alors prises en considération que les entreprises avec un chiffre d'affaires (CA) qui n'était pas inférieur à 270 milliards de dollars. Concernant les années 1960 et 1964, furent présentées les données absolues et les pourcentages par rapport au total mondial de, respectivement : 1) le nombre des entreprises, 2) le CA total en milliards de dollars, 3) le nombre total des salariés. Sur ce bref segment historique, les conclusions étaient déjà nettes : 1- pour le nombre d'entreprises, on notait la diminution **relative** de celles américaines, canadiennes et allemandes, et donc l'augmentation, relative aussi, de celles des autres pays ; 2- pour le CA, encore régression relative des USA et du Canada, stabilité allemande et croissance des autres ; 3- en divisant le CA par le nombre des salariés, on calculait facilement pour les mêmes entreprises

la productivité moyenne par salarié, avec des résultats évidents : la productivité USA-Canada était en 1964 la plus forte du monde, suivie, de loin, dans l'ordre, par Japon, France, Allemagne, Angleterre, Italie ; la tendance était cependant très nettement à l'avantage de l'Allemagne, du Japon et de l'Italie, alors que l'Angleterre et la France faisaient preuve d'une certaine incapacité d'amélioration ; évidemment, pour être parfaite, la comparaison aurait dû prendre en compte les mêmes branches productives ou avec des taux de plus-value égaux, ce qui n'est bien sûr pas donné...

Le tableau présenté lors de cette réunion confrontait les années 1960 et 1985. Du fait de la forte dévaluation du dollar entre ces deux dates, la limite de 270 milliards de dollars retenue pour 1960 a été fixée à 900 pour 1985, valeur réelle correspondante. Les principaux résultats sont que la part des plus grandes entreprises américaines est, à tous les niveaux, réduite à moins de la moitié du total des pays occidentaux, fait particulièrement négatif quant à la mesure du poids réel de toute l'économie américaine, vu que c'est justement le secteur des grandes concentrations où elle est la plus favorisée. Pour le CA, la régression en 25 ans est de 72 à 47 % ; parmi les autres pays, seul le Japon montre une tendance à l'augmentation de son secteur super-concentré, héritant de ce que perdent les USA ; le groupe des capitalismes européens stagne, avec régression de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne et modeste augmentation de France et Italie. Quant à la productivité du travail, mesurée comme en 1965, c'est-à-dire comme fardeau de capital pesant en moyenne sur chaque prolétaire, les positions entre les différents capitalismes ont été bouleversées en 25 ans : en 1960, on avait un minimum de 50 pour l'Italie et un maximum de 131 pour les États-Unis, alors qu'en 1985 on va d'un minimum de 66 pour la RFA à un maximum de 157 pour le Japon ; la productivité est, bien sûr, partout en forte hausse, mais les USA rétrogradent relativement, les autres grimpent – le Japon de manière irrésistible – soit à cause de l'augmentation du CA soit à cause de la diminution relative du nombre des salariés. La signification est claire : le capitalisme, même branlant, ne s'améliore pas, il réduit la production, mais surtout pas le degré d'exploitation !

Enfin, on exposait les données de la concentration, calculée à partir du rapport entre le CA des plus grandes entreprises industrielles et la population du pays en question : il en résultait clairement une extension générale au vieux continent et au Japon du gigantisme financier d'outre-Atlantique. En 1960, le capital concentré moyen par habitant aux USA était de 20 fois supérieur à celui italien, et en 1985, le maximum, toujours les USA, n'était plus que de 5 fois le plus petit, toujours italien.

On en concluait que la marche de la concentration industrielle a, de partout, largement dépassé le côté ascendant de la courbe des rendements du travail social, pour parcourir inexorablement la pente dégénérée de la concentration financière, monopoliste et impérialiste, généralisant non l'épargne et le meilleur emploi des forces productives du travail, mais la réduction drastique de son rendement social et humain. Jamais, dans le capitalisme, les courbes des valeurs absolues ne s'inversent, signe de sa chute irréversible dans la catastrophe et de son énorme faiblesse historique, qui n'attend que le solide coup d'épaule définitif du prolétariat révolutionnaire.

Deuxième rapport, suite de la question tactique à l'intérieur des partis de la II^{ème} Internationale. Celle-ci ne naquit pas bâtarde, mais marxiste, contenant au même titre des partisans de la méthode révolutionnaire et des partisans de la méthode réformiste, vu qu'il était encore justifié historiquement de croire que les deux eussent pu aboutir à l'objectif commun, la dictature de l'État prolétarien. Le rapport fit référence à la critique de Marx du programme du parti de 1875 et d'Engels en 1890, le dit programme d'Erfurt, immuable pour la social-démocratie allemande jusqu'en 1914, distinguant ce qui fut très mal nommé Programme maximum et Programme minimum. La promotion au niveau d'un **programme** d'un système de revendications nécessairement imparfaites et contingentes fut le premier pas visant à séparer puis à opposer les réformes à la révolution pour immortaliser le "minimum" et repousser le "maximum" aux calendes grecques. L'opération de "refoulement historique" des buts du "programme maximum" de la part de la II^{ème} Internationale s'accompagne d'ailleurs de l'adoption exclusive des méthodes-légales et électorales pour obtenir ce minimum. Avec 1905, avec la crise russo-japonaise, on arrivait à la fin de la période "idyllique" du développement mondial du capitalisme. Un des reflets à l'intérieur de la social-démocratie allemande de ce changement fut la polémique à propos de la grève générale demandée par les internationalistes en soutien au prolétariat révolutionnaire russe ; le soutien fut refusé par les dirigeants

syndicaux qui avancèrent – déjà ! – la raison que cela aurait permis à la "droite réactionnaire" de revenir sur les conquêtes obtenues dans la légalité par les travailleurs dans les années 1890...

Troisième rapport, suite de l'histoire des luttes et de l'organisation prolétarienne en Angleterre, au début XIX^{ème}, à l'époque de croissance rapide du capitalisme. Le mouvement ouvrier abandonne graduellement les formes de luttes spontanées et locales, et initie la formation des premières Trades Unions, qui se présentent souvent, comme en France, publiquement comme des Sociétés de Secours Mutuels. 1818 est l'année de la reprise économique, après la fin des guerres napoléoniennes ; les ouvriers reprennent avec encore plus de vigueur les luttes économiques et c'est de cette année que date la première tentative de constitution d'une Confédération des Trades Unions, qui s'appelait pour la police, déjà fort active contre les révolutionnaires, Philanthropic Society. En 1824, le gouvernement est obligé d'abroger les lois interdisant les syndicats.

A un autre niveau, Owen est la personne qui illumine le mieux ce premier quart du XIX^{ème} en Angleterre, au moins pour ce qui concerne l'histoire du socialisme. L'organisation productive et sociale qu'il donna à la communauté qui gravitait autour de la filature de coton qu'il dirigeait démontra au monde bourgeois que la production pouvait techniquement avoir lieu sans problème sans bourgeois et sans que nécessairement les travailleurs en soient dégradés dans leur corps et dans leur esprit, comme c'était le cas dans toutes les autres usines. Quand il commença à défendre des théories socialistes, qui condamnaient religion, propriété et famille, la bourgeoisie le réduisit à l'impuissance ; sa ruine financière fut le couronnement d'une vie passée en défense du prolétariat, et l'utopisme de ses théories n'enlève rien à sa stature de socialiste et, nous pouvons le dire, de révolutionnaire.

Dernier rapport, sur l'importante grève des cheminots en France, conclue quelques jours seulement avant la réunion. Notre prévision de parti, selon laquelle la reprise de la lutte de classe à une vaste échelle passera par la désertion des syndicats tricolores actuels, asservis de manière irréversible à l'État bourgeois, et par la reconstruction de nouveaux syndicats de classe opposés aux anciens a trouvé dans la grève des cheminots une confirmation nette : ces cheminots **ont dû** agir en ce sens quand ils se sont vus contraints de se défendre contre l'intolérable oppression de l'État-patron. Ils ont non seulement rejeté la totalité de la ligne politique syndicale propre à l'opportunisme, caractérisée par la soumission à l'intérêt national, et donc récupéré, retrouvé le bagage de classe des revendications qui tendent à nier la concurrence entre exploités, à reconnaître la nécessité de la lutte directe contre la classe bourgeoise par la grève à outrance, sans préavis, cherchant la solidarité de tous les exploités ; ils ont aussi – fait nouveau en France, plus significatif – spontanément et sans hésitations exclu les canaux syndicaux officiels existants pour se donner une organisation totalement étrangère à ces derniers, que ce soit sur les lieux de travail avec les assemblées quotidiennes ou à l'échelle nationale avec les **Coordinations**, non limitées à la seule grève en cours. A ce niveau, cette belle lutte a posé une pierre dans la construction de ce mur de défense des intérêts prolétariens que sera demain le syndicat rouge ; le syndicat de classe, organisation aussi nécessaire à la classe que l'est son parti.
